

★ REVUE DE PRESSE ★



AU CINÉMA LE 8 JANVIER

**Jour2Fête**

Sarah Chazelle & Etienne Ollagnier

[sarah.chazelle@jour2fete.com](mailto:sarah.chazelle@jour2fete.com)

[etienne.ollagnier@jour2fete.com](mailto:etienne.ollagnier@jour2fete.com)

**Claire Viroulaud  
& François Gaboret**

[claireviroulaudpresse@gmail.com](mailto:claireviroulaudpresse@gmail.com)

[assistantclaireviroulaud@gmail.com](mailto:assistantclaireviroulaud@gmail.com)

## ★ SOMMAIRE PRESSE PRINT ★

### MENSUELS & leurs sites internet

AVANT-SCÈNE CINÉMA	critique positive	jeudi 16 janv 2025
INROCKUPTIBLES (Les)	critique positive	mercredi 8 janv 2025
JEUNE CINÉMA	critique positive	mercredi 8 janv 2025
POSITIF	critique positive	février 2025
PREMIÈRE	critique ★ ★ ★	lundi 6 janv 2025

### HEBDOMADAIRES & leurs sites internet

CANARD ENCHAÎNÉ (Le)	critique positive	mercredi 8 janv 2025
CHALLENGES	article sur le film (print)	mercredi 8 janv 2025
CHALLENGES	article sur le film (web)	lundi 6 janv 2025
ECRAN TOTAL	ITW Gabrielle	jeudi 9 janv 2025
FICHES DU CINÉMA (Les)	critique ★ ★ ★	mercredi 8 janv 2025
HUMANITÉ MAGAZINE (L')	critique positive	mardi 7 janv 2025
MARIANNE	annonce sortie	mercredi 8 janv 2025
NOUVEL OBS (Le)	critique ★ ★ ★	mercredi 8 janv 2025
PETIT BULLETIN (Le)	critique mitigée	vendredi 3 janv 2025
POLITIS	critique positive (print)	lundi 6 janv 2025
POLITIS	critique positive (web)	lundi 6 janv 2025
STRATÉGIES	article sur le film	mercredi 8 janv 2025
TÉLÉRAMA	critique 2T	lundi 6 janv 2025
TÉLÉRAMA	ITW Fabrice	lundi 6 janv 2025
TRIBUNE DE LYON (La)	critique positive	lundi 6 janv 2025
VIE (La)	critique positive	mercredi 8 janv 2025

## QUOTIDIENS & leurs sites internet

DAUPHINÉ LIBÉRÉ (Le)	ITW Edwy Plenel	jeudi 16 janv 2025
EBRA	critique et ITW équipe	lundi 6 janv 2025
HUMANITÉ (L')	ITW équipe	lundi 6 janv 2025
HUMANITÉ (L')	ITW RS Yannick	lundi 6 janv 2025
HUMANITÉ (L')	annonce film sur Twitch	mardi 14 janv 2025
JOURNAL HAUTE MARNE	ITW Yann Philipin	dimanche 2 fév 2025
LETTRE DE L'AUDIOVISUEL (La)	ITW Yannick	mardi 7 janv 2025
LIBÉRATION	article sur le film	lundi 6 janv 2025
LIBÉRATION CHAMPAGNE	ITW Edwy Plenel	jeudi 16 janv 2025
MONDE (Le)	critique positive	mardi 7 janv 2025
MONDE (Le)	mention du film	lundi 6 janv 2025
MONTAGNE (La)	ITW Fabrice	lundi 6 janv 2025
OUEST FRANCE	annonce sortie	mercredi 8 janv 2025
RÉPUBLIQUE DU CENTRE (La)	critique positive + AVP	lundi 13 janv 2025
SUD OUEST	critique positive	lundi 6 janv 2025
TÉLÉGRAMME DE BREST (Le)	critique 3/5	mercredi 8 janv 2025

# **MEN SUELS**

**ET LEURS SITES WEB**



## Personne n'y comprend rien de Yannick Kergoat

Jugé depuis le 6 janvier dernier pour des soupçons de financement de la campagne présidentielle de 2017 par la Libye, Nicolas Sarkozy est le héros malgré lui d'une enquête diligentée par la rédaction de Mediapart dont Fabrice Arfi et Karl Laske ont tiré un livre intitulé *Avec les compliments du Guide – Sarkozy-Kadhafi, l'histoire secrète* (Fayard, 2017). Le documentariste Yannick Kergoat y poursuit de son côté une œuvre d'investigation qui s'accompagne le plus souvent de débats publics pour pallier une couverture médiatique étouffée et une diffusion trop confidentielle. Ce monteur de formation en a déjà fait l'expérience avec deux de ses opus précédents, *Les Nouveaux Chiens de garde* (2011), coréalisé avec Gilles Balbastre et *La (Très) Grande Evasion* (2022). Derrière son titre qui reprend une déclaration tonitruante de Nicolas Sarkozy qualifiant entre autres cette ténébreuse affaire qui s'est tout de même conclue par l'exécution du colonel Khadafi par l'armée française, comme on supprimerait un témoin gênant, *Personne n'y comprend rien* entend rendre intelligible le procès qui commence. Le surfinancement illicite télescope lui-même des relations diplomatiques extrêmement douteuses qui auraient mérité plus d'attention de la part du Tribunal Pénal International, plusieurs témoins gênants ayant été réduits au silence. Ce film aussi documenté qu'argumenté offre une grille de lecture permettant de suivre les développements de ce procès en forme de poupée russe avec ses développements géopolitiques en cascade. En espérant que tout le monde finira par y comprendre l'essentiel.

# “Personne n’y comprend rien” : un docu “Mediapart” impeccable sur l’affaire Sarkozy-Kadhafi



**Coproduit par “Mediapart”, un docu passionnant pour suivre le procès de l’affaire des financements libyens en cours et prendre la mesure de ce qui pourrait être l’une des plus graves affaires d’État de notre histoire contemporaine.**

Nicolas Sarkozy, trois de ses anciens ministres et une poignée d’autres visages du dossier sont jugés depuis ce lundi 6 janvier pour “*corruption passive, financement illégal de campagne électorale, association de malfaiteurs et recel de détournement de fonds publics libyens*”. Dans les grandes lignes, l’affaire est connue.

Sarkozy, ministre de l’Intérieur et candidat quasi déclaré à l’élection présidentielle de 2007, aurait rencontré Kadhafi pour négocier un financement occulte de sa campagne, en échange de ses futures bonnes grâces de président élu, le dictateur libyen (et financier du terrorisme) espérant qu’elles l’aideront à se réinsérer dans la diplomatie internationale. Ce que Sarko aurait honoré dans un premier temps, avec une visite officielle (et polémique) du colonel conclue par de juteux contrats, mais pas dans un second, puisque le chef d’État français a été le premier à reconnaître en 2011 la légitimité des rebelles libyens et à enclencher la guerre où le guide suprême a trouvé sa fin.



## ★ LES INROCKUPTIBLES

Mercredi 8 janvier 2025

### Excellente porte d'entrée

Pour entrer dans le détail, il n'y a que l'embarras du choix. L'affaire libyenne frise le marronnier au rayon vulgarisation. La presse rivalise de créations graphiques visant à faire la lumière sur ce grand entrelac d'intermédiaires auquel, comme dit ici le titre (et reprenant une citation de Sarkozy lui-même), personne ne comprend rien. Fabrice Arfi et Karl Laske, le tandem de *Mediapart* à l'origine de toutes les révélations, en sont à un livre (*Avec les compliments du guide*, Fayard, 2017), une bande dessinée (*Sarkozy-Kadhafi, des billets et des bombes*, La Revue dessinée/Delcourt, 2019), et désormais un film – par ordre chronologique de sortie, mais aussi par palier de densité.

*Personne n'y comprend rien* est une excellente porte d'entrée pour saisir une chose simple : l'effarante solidité des accusations d'Arfi et Laske, et les arguments en papier crépon de Sarkozy, Guéant et consorts – et donc le scandale absolu d'une affaire d'État d'une gravité unique, peut-être encore sous-estimée. La bande dessinée et le livre allaient plus loin dans le détail, notamment de la guerre de 2011 et des mensonges inventés pour la justifier. On ne peut pas tout faire tenir en 1 h 43.

### Interview face caméra des journalistes

Confié au monteur-réalisateur Yannick Kergoat, auteur du sulfureux *Les Nouveaux Chiens de garde* (il tire d'ailleurs à nouveau une petite balle perdue sur le monde des médias, supposément tenu au silence par les accointances de ses actionnaires avec le clan Sarkozy – accusation à nuancer, tout de même), *Personne n'y comprend rien* est essentiellement tramé par une interview face caméra des deux journalistes, reconstituant la chronologie du dossier et de ses révélations, illustrée comme il se doit par tout ce qu'il faut d'images d'archives.

## ★ LES INROCKUPTIBLES

Mercredi 8 janvier 2025

La forme naturelle d'un film dont il serait assez hors sujet d'attendre autre chose : il faut parfois savoir mettre de côté ses penchants cinéphiles pour la singularité et l'invention, reconnaître à certains docu-reportages de grande importance informative et historique leur droit à demeurer des produits de série et à s'abstenir d'un quelconque rendez-vous avec la grandeur esthétique.

Certains y parviennent miraculeusement – on aurait rêvé qu'une interview-révélation de Ziad Takieddine tourne au Citizenfour de Laura Poitras. On s'en passera néanmoins aisément, tout en se demandant, sans mépris aucun, si la place d'un tel travail était vraiment la salle obscure.

***Personne n'y comprend rien, de Yannick Kergoat. En salle le 8 janvier.***

★ JEUNE CINÉMA  
Mercredi 8 janvier 2025

# Personne n'y comprend rien (2024)

## de Yannick Kergoat

Non, ce n'est pas une fiction. C'est un documentaire qui fera gagner du temps à ceux qui suivent le procès du financement libyen de la campagne électorale de **Nicolas Sarkozy** en 2007, sans avoir lu le gros livre de **Fabrice Arfi & Karl Laske** sur la question (1).



Deux journalistes de Médiapart, **Fabrice Arfi** et **Michaël Hajdenberg**, se présentent à l'écran, comme des témoins coopératifs, convoqués au bureau de l'enquêteur. Ils relatent méthodiquement ce qu'ils savent de cette affaire qu'ils ont commencé à décortiquer et à dévoiler, à leurs risques et périls, depuis 2011 - date de la contestable intervention militaire en Libye, sous l'égide de l'ONU, à laquelle la France a pris une part essentielle. Les explications sont illustrées de fortes bandes d'actualités.



## ★ JEUNE CINÉMA

Mercredi 8 janvier 2025

À partir de la défense de **Nicolas Sarkozy**, qui clame que "personne n'y comprend rien", insinuant l'inanité des accusations dont on l'accable, les deux journalistes-comédiens racontent, comme dans un roman à suspense, les combines, et les manœuvres à rebondissements de divers supporters haut placés, pour trouver, dès 2005, de quoi faire le faire élire aux présidentielles de 2007. Il était alors le ministre de l'Intérieur de **Dominique de Villepin**.



Ça commence par un petit dessous de table de 50 millions convenu avec des affairistes libyens comme **Ziad Takieddine** (2) ou **Béchir Salah** (3), en échange d'une sympathie politique pour **Mouammar Khadafi** (1942-2011). Les journalistes ont mis la main sur une note probante de **Moussa Koussa** (4), datant de 2006. Premier résultat, lors de sa visite officielle au président Sarkozy, à Paris en décembre 2007, alors que sa responsabilité dans la destruction du DC10 d'UTA en 1989 n'était toujours pas digérée, le dirigeant libyen (de 1969 à 2011) a carrément pu planter sa tente dans le jardin de l'Hôtel de Marigny.





## ★ JEUNE CINÉMA

Mercredi 8 janvier 2025

Les journalistes détaillent ensuite le circuit de quelques enveloppes de 1,5 à 5 millions, avec les confessions, puis la rétractation, d'ailleurs peu explicitée, de **Ziad Zakiedine** sur ces oboles. Après la mise à mort de **Mouammar Kadhafi**, son fils fait état de 350 millions qui seraient à restituer par **Nicolas Sarkozy** pour trahison du contrat. Le tout sur fonds d'annonces de gros contrats se montant à des milliards, avec des commissions se montant à des millions, des annonces non concrétisées pour la plupart.



L'aplomb de **Nicolas Sarkozy** dans ses réponses filmées est impressionnant. Il veut juste ridiculiser ses interlocuteurs auxquels il ne prête aucune légitimité, avec cette phrase savoureuse : "Je ne répondrai pas à Médiapart parce que ce n'est pas une officine journalistique, c'est une officine politique." Sans doute, considère-t-il que la politique ne se discute ni ne se justifie...



Ce qui frappe, ce n'est pas seulement ces transgressions financières assez récemment pénalisées, mais aussi que ces mœurs aient perduré avec de multiples combines irresponsables à tous niveaux. L'audience de la 32ème Chambre correctionnelle, avec sur le banc des prévenus, un ancien président et trois anciens ministres, ouverte le 6 janvier 2025, va durer jusqu'au 10 avril 2025 à Paris. Le 21 janvier 2025, c'est la Cour d'Appel qui statuera sur le volet financier de l'affaire de Karachi, à une époque où **Nicolas Sarkozy** était ministre du Budget (1993-1995).



# ★ JEUNE CINÉMA

Mercredi 8 janvier 2025

**Fabrice Arfi, Michaël Hajdenberg et Yannick Kergoat** ont pensé que la coïncidence du procès et de la sortie du film était une bonne opportunité. "On parle quand même d'une intrigue qui porte sur une démocratie, la nôtre, soupçonnée d'avoir été corrompue par une dictature, la Libye de Kadhafi, à laquelle on va finir par faire la guerre", dit **Fabrice Arfi**.



**Yannick Kergoat**, avant de passer à la réalisation, a d'abord été monteur multirécompensé. Le montage de son film est assez habile pour sélectionner, calibrer, classer les informations à illustrer, maintenir l'attention, la curiosité. Il permet au spectateur de comprendre que l'affaire est touffue et, pourtant, d'en retenir l'essentiel. Le film dans son ensemble peut à la fois donner au public les principales clés de l'histoire, et aussi démontrer que des contre-pouvoirs fonctionnent encore dans la démocratie française. Comme pour le scandale du Watergate (1972-1974), il est des libéralismes qui laissent encore place aux libres investigations salutaires, quand les affaires paraissent relever plus de l'Histoire que de la simple actualité.



**Personne n'y  
comprend rien**

Documentaire français,  
de Yannick Kergoat.



Il y a match, dans le financement des campagnes présidentielles. Les Uber Files et les enquêtes sur le cabinet McKinsey tournicotent toujours autour de la campagne Macron 2017. Dans l'affaire Karachi, l'infraction de « financement politique illicite » de la campagne Balladur 1995, par des rétrocommissions liées à des contrats d'armement, était prescrite en 2020, mais diverses condamnations (abus de biens sociaux, complicité, recel) avaient alors été prononcées, en première instance. Entre les deux et peut-être connectée, selon les journalistes de Mediapart, avec l'affaire Karachi, voici l'affaire du financement libyen de la campagne Sarkozy 2007, relatée avec minutie et contextualisation par Yannick Kergoat.

Mouammar Kadhafi, alors en quête de réhabilitation internationale, a-t-il contribué à financer la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007 ? En déclarant, en 2023 : « Les Français sont bien en peine de résumer ce que l'on me reproche, personne n'y comprend rien », celui-ci a en tout cas fourni le titre du film.

Yannick Kergoat, qui avait élaboré un graphisme humoristique pour *La (Très) Grande Évasion* (2022) – il s’agissait de l’évasion fiscale –, a cette fois maquetté *Personne n’y comprend rien* avec beaucoup de solennité. Maquetté à la manière d’un journal, le film étant chapitré par des titres en caractères blancs sur fond rouge, avec un grand arrière-plan bleu. « Les personnes citées sont présumées innocentes », nous est-il rappelé, mais l’insistance picturale de ce bleu, blanc, rouge le suggère continûment : c’est ça, la France. Enfin, une certaine France, car c’est sur les murs intérieurs d’un grand immeuble bourgeois que sont projetées de nombreuses archives. La narration est assurée par l’actrice Florence Loiret Caille, en voix *off*, et par deux des trois enquêteurs de Mediapart (Michaël Hajdenberg n’apparaît pas à l’écran), à savoir Karl Laske et Fabrice Arfi, ce dernier s’avérant un conteur né, à l’ironie délicieusement contenue.

**Éric Derobert**

★ PREMIÈRE

Lundi 6 janvier 2025

## Personne n'y comprend rien : un documentaire d'utilité publique [critique]

Fin et malicieux pédagogue, le réalisateur des Nouveaux chiens de garde décrypte les tenants et les aboutissants de l'affaire "Sarkozy-Kadhafi", dont le procès débute aujourd'hui.



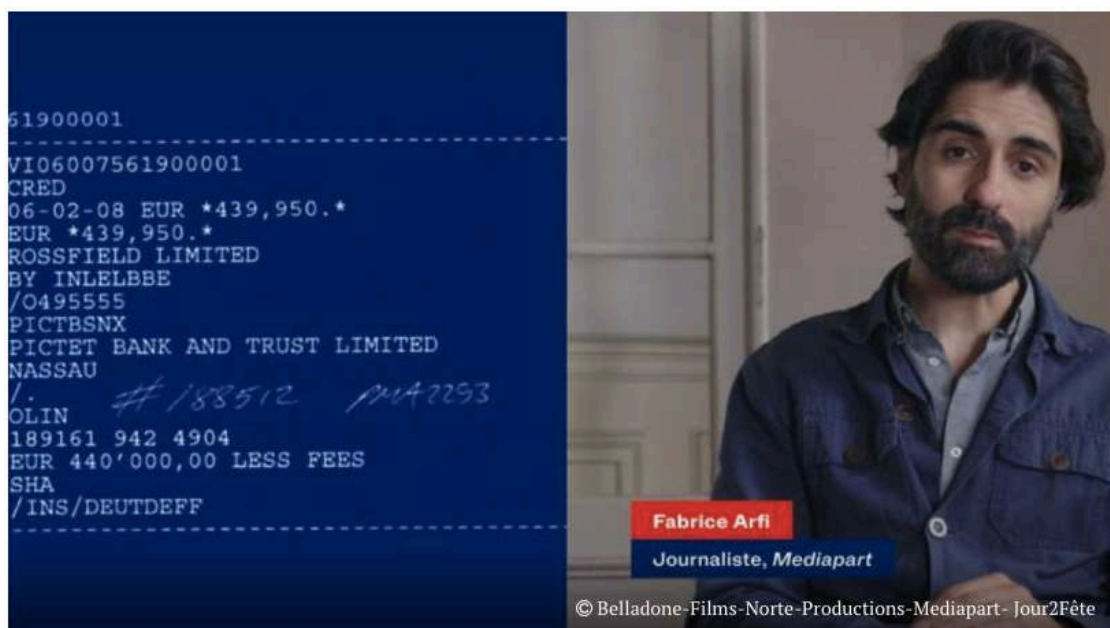
Il vaut parfois mieux tourner sept fois sa langue dans sa bouche avant de parler car certains risquent de vous prendre au mot. La preuve avec ce documentaire de Yannick Kergoat qui s'empare de l'affaire dite des financements libyens – dont le procès s'ouvre aujourd'hui – en partant d'une phrase d'un des principaux accusés – et présumé innocent à ce jour – l'ex- Président Nicolas Sarkozy. Une phrase bravache d'une interview donnée au *Figaro Magazine* en 2023 visant à éteindre l'incendie mais n'a fait, par son arrogance, que rajouter de l'huile sur le feu : « les Français sont bien en peine de résumer ce qu'on me reproche. Personne n'y comprend rien ».

Chiche lui répond donc ici Yannick Kergoat qui a déjà prouvé avec *Les Nouveaux chiens de garde* et *La (Très) grande évasion* son aisance sur le terrain du documentaire politique et sa capacité d'être à la fois extrêmement pédagogique et savoureusement espiègle. En s'appuyant sur l'enquête menée par Mediapart depuis 2011 et la réception d'un mail mystérieux de Ziad Takieddine – intermédiaire qui ne cessera de changer de versions sur les faits au fil des années -, Kergoat remonte donc le temps et donne à voir les différentes pièces du puzzle : de l'affaire Karachi alors qu'Edouard Balladur était Premier Ministre et candidat à la Présidentielle aux revirements de la relation agitée entre Nicolas Sarkozy et Mouammar Khadafi.

## ★ PREMIÈRE

Lundi 6 janvier 2025

De la réception en grande pompe de ce dernier en décembre 2007 (où le dictateur libyen installa pendant plusieurs jours sa tente dans le parc de l'Hôtel Marigny !) au moment où le Président français le lâchera dans la foulée du Printemps Arabe, participant de fait à sa chute. Le tout sur fond de remontée de flux financiers supposés illégaux et de renvois d'ascenseur permanents puis de règlements de compte entre les deux camps devenus ennemis, où tous les coups semblaient soudain permis. Pour cela, *Personne n'y comprend rien* fait dialoguer images d'archives, échanges téléphoniques entre Sarkozy et Kadhafi que Mediapart a réussi à se procurer et témoignages de gens proches et connaisseurs du dossier racontant par le menu les multiples personnages impliqués dans cette affaire au fil des années : Claude Guéant, le Secrétaire Général de l'Elysée, plusieurs ministres sarkozystes, des membres des RG...



Kergoat réussit son pari de rendre cet apparent enchevêtrement complexe d'une limpidité totale avec ce ton un brin ironique qui mettra forcément en fureur les défenseurs corps et âme de Nicolas Sarkozy. On regrette d'ailleurs que ceux-ci – à qui la demande a pourtant été faite – n'aient pas souhaité donner leur version des faits. Alors que – et c'est l'autre limite du film – Fabrice Arfi de Mediapart (auteur de l'enquête avec son confrère Karl Laske) s'y pousse lui au contraire, un peu trop du col. Quand on connaît les relations houleuses entre Nicolas Sarkozy et Mediapart (co-producteur de *Personne n'y comprend rien*), cette attitude pourrait avoir tendance à entraîner le documentaire vers un pur règlement de comptes ou un procès à charge anti-sarkozyste, ce dont il se défend dès les premières minutes. Mais heureusement le travail de Kergoat et la sidération qu'on éprouve devant les ramifications de ce qui pourrait être l'un des plus grands scandales de la Vème République l'en empêchent. C'est désormais à la Justice de s'exprimer et de trancher.

**De Yannick Kergoat. Durée 1h44. Sortie le 8 janvier 2025**

**HEBDO  
MADAIRE  
&  
BIMENSUELS**

**ET LEURS SITES WEB**



*Les films qu'on peut voir  
cette semaine*

**Personne n'y  
comprend rien**

L'affaire du financement libyen de la campagne de Sarkozy, en 2007 ? « *Les Français sont bien en peine de résumer ce qu'on me reproche. Personne n'y comprend rien* », a affirmé l'intéressé au « Figaro Magazine » (16/8/23). Pas faux ! Mais ce documentaire, coproduit par Mediapart et signé Yann Kergoat, vous mâche rudement bien le travail. Histoire de ne pas passer à côté de l'explosif procès des liens entre Sarko et Kadhafi, qui a débuté ce 6 janvier pour quatre mois. Un film rigoureux qui démontre l'utilité des journalistes, vigies de la démocratie. – **M. B.**

## Médias



Après moins d'un an à *Libération* en tant que cheffe du service économie, Laurence Benhamou retourne ce début janvier à l'AFP.

## Mediapart s'ouvre au cinéma avec l'affaire Sarkozy-Kadhafi

### Un film pour l'ouverture du procès.

*Personne n'y comprend rien*, coproduit par Mediapart, est sorti en salles le 8 janvier, deux jours après l'ouverture du procès du financement libyen de la campagne présidentielle 2007 de Nicolas Sarkozy. Durant 1 h 43, les journa-



SABRI/ANP

listes **Fabrice Arfi** et Karl Laske mêlent avec pédagogie les fils de leur enquête tentaculaire qui a duré une dizaine d'années, aboutissant à la pro-

duction de plus de 150 articles pour le média d'investigation. « *Le but est d'offrir les clés de compréhension de cet événement majeur* », explique Fabrice Arfi. Pour le réalisateur, Yannick Ker goat, « *il ne faut pas en rester au fait divers, mais interroger les enjeux et coûts démocratiques d'une affaire d'une telle ampleur* ».

Le projet a pu voir le jour grâce à un financement participatif record : 510 000 euros provenant de 10 178 personnes. « *Le point d'équilibre du film se situe aux environs de 100 000 entrées,*

détaille Gabrielle Juhel, coproductrice du documentaire via Belladone Films. *Nous voulons proposer des événements lors des projections pour motiver le public à venir en salles.* » Comme ce fut le cas en 2022 avec le documentaire *Média Crash* : 190 séances-débats avaient été programmées.

De son côté, *Personne n'y comprend rien* n'a pas encore été acheté par un diffuseur. Au bout de trois à quatre mois, en fonction du nombre d'entrées au cinéma, le film sera mis à disposition sur le site de Mediapart en VOD. Une première pour le site d'investigation, qui compte poursuivre dans cette voie. « *Nous essayons de diversifier les supports afin de toucher d'autres publics que nos abonnés*, précise Michaël Hajdenberg, coresponsable des enquêtes de Mediapart. *A l'avenir, nous pourrions être ouverts à l'idée de travailler avec des plateformes ou des chaînes de télévision. Même potentiellement pour de la fiction.* » L'affaire du financement libyen avait déjà donné lieu à un livre, *Avec les compliments du Guide* (Fayard) en 2017, et une bande dessinée, *Sarkozy-Kadhafi, des billets et des bombes* (Delcourt, 2019).

A. S.

## Le procès de Stéphane Plaza perturbe les programmes de M6

Lorsque l'un des animateurs préférés des Français se retrouve face au tribunal, faut-il déprogrammer ses émissions ? Un dilemme pour la direction de M6. S'il est pour l'instant présumé innocent, Stéphane Plaza comparait pour des faits de « violences conjugales » ce 9 janvier. Deux ex-compagnes l'accusent de les avoir maltraitées physiquement et psychologiquement au cours de leurs relations.

La société de production des émissions de la star de l'immobilier, Réservoir Prod, laisse désormais sa maison mère,

Mediawan, gérer ce dossier brûlant en direct avec M6, qui diffuse ses épisodes inédits au compte-gouttes depuis plusieurs mois, parfois même en deuxième partie de soirée. « *Stéphane Plaza a signé pour vingt émissions en prime time par an* », s'étrangle de son côté un proche de l'animateur. Dans son contrat, le présentateur est lié à la chaîne jusqu'en 2028. Décidément attachée à son sort, M6 avait même pris en 2022 une participation de 51% dans son réseau immobilier, qui compte 700 agences franchisées.

D. Pa.

Le média sur la transition écologique **Novethic** va être repris par l'agence de presse AEF. La Caisse des Dépôts, qui le détenait, souhaitait s'en séparer. Quatorze des vingt salariés doivent être conservés, principalement les journalistes. Le reste des équipes doit se voir proposer un reclassement au sein de la CDC. L'opération devrait être bouclée d'ici à avril.

Si **TF1** et **Radio France** fêtent leur cinquantième anniversaire en ce mois de janvier, rien n'est à date prévu en interne pour marquer le coup avec les rédactions. La première chaîne a pourtant programmé le 21 janvier *TF1, 50 ans ensemble*, un documentaire de 2 h 30 pour revenir sur ses programmes cultes.

La tribune d'Elon Musk dans le quotidien conservateur allemand **Die Welt**, le 28 décembre, suscite des remous au sein du journal. En cause, la proximité entre Mathias Döpfner, le directeur général du groupe Axel Springer (maison d'édition de *Die Welt*), et le milliardaire, qualifié par Döpfner de « visionnaire ».

Aux **Echos**, Tiffenn Clinkemaiillé prend la relève d'Amélie Laurin sur le secteur de l'assurance.

L'année 2024 a été un bon cru pour le cinéma français, avec 181,3 millions d'entrées, en hausse d'1 million par rapport à 2023. Le **CNC** se réjouit de la part de marché des films français (44,4%), la meilleure depuis quinze ans, devant les 36,7% des films américains. Le creux de performance des Etats-Unis est, lui, une conséquence de la grève des scénaristes de 2023.

**StreetPress** a rallongé de quelques jours sa campagne de financement participatif pour l'année 2025. Le média en ligne compte à date 5 400 donateurs réguliers. Il espère atteindre 6 000 d'ici à la mi-janvier afin de garantir l'objectif de 600 000 euros de dons pour l'année.

Didier Fusillier et Laurence Franceschini sont nommés par l'Arcom administrateurs de **France Médias Monde**, en tant que « personnalités indépendantes ».

Le média d'investigation locale **Mediacités** a bouclé sa campagne de financement et a récolté 112 000 euros, au-dessus de son objectif initial. La somme doit lui permettre de préparer la couverture des élections municipales de 2026.

## Après le livre et la BD, Mediapart transforme l'affaire Sarkozy-Kadhafi en film avec "Personne n'y comprend rien"

Mediapart avait révélé le présumé financement de la campagne de 2007 de Nicolas Sarkozy par la dictature libyenne dès 2012. Une affaire dont le procès s'est ouvert ce lundi, deux jours avant la sortie d'un film coproduit par le site d'investigation afin de donner les clés de compréhension au plus grand nombre.

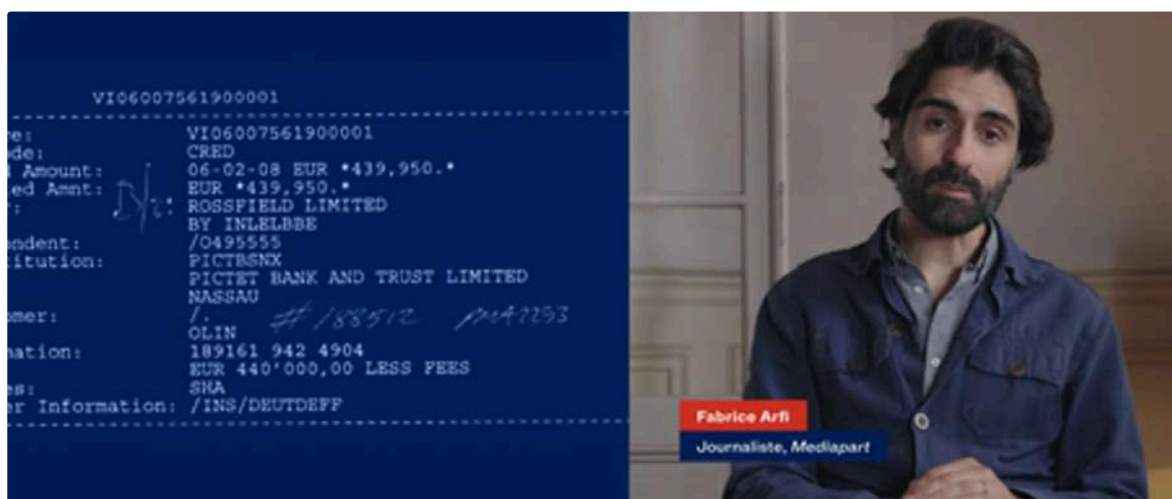


**U**n film pour l'ouverture du procès. *Personne n'y comprend rien*, coproduit par Mediapart, sort en salles le 8 janvier, deux jours après l'ouverture du procès du présumé financement libyen de la campagne présidentielle 2007 de Nicolas Sarkozy. Durant 1 h 43, les journalistes du site d'investigation Fabrice Arfi et Karl Laske démêlent avec pédagogie les fils de leur enquête implacable et tentaculaire qui a duré une dizaine d'années, aboutissant à la production de plus de 150 articles.



« Le but est d'offrir les clés de compréhension de cet événement majeur », explique Fabrice Arfi alors que le titre du documentaire moque une déclaration de Nicolas Sarkozy sur l'affaire dans une interview au *Figaro Magazine* en août 2023. Pour le réalisateur, Yannick Kergoat, « il ne faut pas en rester aux faits divers, mais interroger les enjeux et coûts démocratiques d'une affaire d'une telle ampleur ».

## Financement participatif record



Le projet de documentaire a pu voir le jour grâce au financement participatif.

Le projet a pu voir le jour grâce à un financement participatif record : 510 000 euros provenant de 10 178 personnes. Battant pour l'occasion le précédent record en la matière, les 450 000 euros récoltés par Cyril Dion pour son documentaire *Demain*. « Le point d'équilibre du film se situe aux environs de 100 000 entrées, détaille Gabrielle Juhel, coproductrice du documentaire via Belladone Films. Nous voulons proposer des événements lors des projections pour motiver le public à venir en salles. »

Le lancement du film est pour l'instant modeste avec une quarantaine de salles en France où le film sera à l'affiche, dont cinq à Paris. Les auteurs du film espèrent un bon bouche à oreille au lancement afin d'augmenter peu à peu sa diffusion durant le procès du présumé financement libyen de la campagne de Nicolas Sarkozy qui doit durer quatre mois.

Comme ce fut le cas en 2022 avec le documentaire *Media Crash* : 190 séances débats avaient été programmées. Et l'équipe des journalistes de Mediapart a mouillé le maillot en contrepartie du financement. « *Pour 70 donatrices et donateurs, nous avons fait cet automne un tour de Paris dans un bus à deux étages sur les lieux de l'affaire libyenne, raconte Fabrice Arfi. Avec par exemple : sur votre gauche, l'hôtel particulier de Ziad Takieddine... Cela a duré quatre heures, sur les sept lieux de rendez-vous, vraiment très sympathique.* »

## **« Diversifier les supports afin de toucher d'autres publics que nos abonnés »**

De son côté, *Personne n'y comprend rien* n'a pas encore été acheté par un diffuseur. Pour l'instant, aucune discussion n'est en cours, que ce soit avec des chaînes de télévision ou des plateformes de streaming. L'équipe du film constate une forme de frilosité des acteurs pour un sujet sensible. Une éventuelle condamnation des intervenants en première instance pourrait permettre au documentaire de trouver plus facilement preneur.

Au bout de trois à quatre mois, en fonction du nombre d'entrées au cinéma, le film sera mis à disposition sur le site de Mediapart en VOD. Une première pour le site d'investigation, qui compte poursuivre dans cette voie. « *Nous essayons de diversifier les supports afin de toucher d'autres publics que nos abonnés*, précise Michaël Hajdenberg, coresponsable des enquêtes de Mediapart. *A l'avenir, nous pourrions être ouverts à travailler avec des plateformes ou des chaînes de télévision. Même potentiellement pour de la fiction.* »

L'affaire du financement libyen avait déjà donné lieu à un livre, *Avec les compliments du guide* (Fayard) en 2017, et une bande dessinée, *Sarkozy-Kadhafi, des billets et des bombes* (Delcourt, 2019) qui ressort pour le procès. Le premier épisode, sur quatre, du podcast que Mediapart a consacré à l'affaire (*De l'enquête au procès*) a été diffusé gratuitement sur YouTube. En moins de deux semaines, la vidéo avait été visionnée à plus de 370 000 reprises.

## FOCUS

### Le parcours de financement inédit de "Personne n'y comprend rien"

C'est un de ces documentaires politiques qui auraient pu passer sous les radars et tomber aisément dans les limbes des sorties hebdomadaires. Mais porté par un prestigieux média - Mediapart - à la *fanbase* ultra solide - 220 000 abonnés -, par une actualité retentissante - le procès de l'affaire des financements libyens de la campagne présidentielle 2007 de Nicolas Sarkozy - et par un *crowdfunding* médiatique, le film de Yannick Kergoat, sorti par Jour2fête ce mercredi 8 janvier sur 52 copies, jouit d'une belle visibilité. Il empoche [310 entrées](#) au Paris 14h.

Pas si étonnant néanmoins quand on regarde la stratégie de ses deux productrices déléguées, Valentina Novati (Norte) et Gabrielle Juhel ([Belladone](#)), qui ont souhaité mobiliser les spectateurs dès le début de l'aventure, via notamment une campagne de financement participatif créée et animée par Mediapart, coproducteur du film. *"Il nous fallait être innovant pour financer un documentaire aussi politique, inclure les citoyens le plus tôt possible, faire le film avec eux et jouer avec la force de frappe de Mediapart*, explique Gabrielle Juhel. *Nous savions que les partenaires financiers seraient frileux et que nous avions peu de chance d'obtenir le soutien d'une région ou d'un diffuseur télé."*

#### 506 000 € des citoyens

Pari payant : la campagne de *crowdfunding*, lancée en avril dernier, fait un tabac, avec 506 000 € collectés issus de 10 178 donateurs, dont 125 000 € en 48 heures. Elle bat même le record de la campagne du documentaire *Demain* de Mélanie Laurent et Cyril Dion, sorti en 2015, qui avait permis de récolter 445 000 €. À cela, s'ajoutent un peu de crédit d'impôt et le minimum garanti du distributeur Jour2fête. Ce dernier, qui avait déjà travaillé avec Mediapart sur *Media Crash* de Valentine Oberti et Luc Hermann, sorti en 2022, s'est positionné très tôt sur le documentaire, avant même le financement participatif.

Au total, *Personne n'y comprend rien* a bénéficié d'un budget de près de 600 000 €. Une enveloppe qui a notamment permis de financer les droits d'auteur des nombreuses archives - poste de dépenses le plus conséquent -, la musique originale, le graphisme, la post-production, la masse salariale et le tournage. Celui-ci s'est déroulé dans les anciens locaux de la Banque de France à Ivry-sur-Seine pendant dix jours. À titre de comparaison, le précédent documentaire de Yannick Kergoat, *La (très) grande évasion*, sorti en 2022, qui avait aussi été en partie financé par un *crowdfunding* (160 000 € récoltés) était lui doté d'un budget total de 1 M€.

Tout l'enjeu de *Personne n'y comprend rien* était de raconter l'affaire des financements libyens d'une manière différente du ton habituel de Mediapart, plus décalée, plus humoristique, et de proposer un véritable objet de cinéma, conçu pour la salle et pour la discussion. Une petite centaine de projections évenementialisées sont d'ailleurs organisées par Jour2fête et La grande distribution.

## ★ LES FICHES DU CINÉMA

Mercredi 8 janvier 2025

### Personne n'y comprend rien

de Yannick Kergoat

**Ce film relate avec clarté et force documents la vaste enquête qui mena Fabrice Arfi et Karl Laske à dévoiler les sordides dessous du financement de la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007. On reste interdit devant ces révélations qui dépassent l'entendement.**



© Belladone Films - Norte Prod. - Mediapart

★★★ Les journalistes Fabrice Arfi et Karl Laske enquêtent sur le financement de la première campagne électorale de Nicolas Sarkozy. Alors que celui-ci cherche de l'argent pour sa campagne de 2007, Takieddine l'aide à obtenir son financement par Kadhafi. 2007. Élu, Sarkozy reçoit Kadhafi à l'Élysée. Durant la révolution libyenne, Sarkozy milite pour attaquer la Lybie. Le fils de Kadhafi révèle que son père a financé Sarkozy (qui nie). La Lybie est attaquée, Kadhafi tué. 2012. Arfi et Laske publient un document libyen actant le versement de 50 millions d'euros pour Sarkozy. A. Djouhri organise, avec B. Squarcini (chef de la DCRI), la fuite du bras droit de Kadhafi. 2013. Takieddine témoigne contre Sarkozy. 2019. Sarkozy est mis en examen. BFM diffuse une déclaration de Takieddine (qui a fui la justice) innocentant Sarkozy. Arfi et Laske découvrent que Mimi Marchand, proche de Sarkozy, a promis 4 millions à Takieddine pour cela. Elle est mise en examen. Le procès du clan Sarkozy débute le 6 janvier 2025. À mesure que Fabrice Arfi et Karl Laske déroulent le récit de leur enquête, on ouvre des yeux de plus en plus ronds, hésitant entre le rire et la sidération. Le film raconte comment, d'abord sur la piste de l'homme d'affaires Ziad Takieddine - intermédiaire dans l'Affaire Karachi (sombre histoire de rétrocommissions ayant financé la campagne d'Édouard Balladur en 1995) - les deux journalistes de Mediapart ont mis à jour un écheveau d'indices menant à ce qui sera probablement - en cas de condamnation - la plus énorme affaire de corruption de la V<sup>e</sup> République, si ce n'est au-delà. On comprend, chemin faisant, que la dimension caricaturale, presque cartoonesque de l'affaire a contribué au déni général à son sujet. Des images d'archives

**DOCUMENTAIRE**  
Adultes / Adolescents

#### ♦ GÉNÉRIQUE

**Avec :** Fabrice Arfi, Julia Cagé, Patrick Haimzadeh, Danièle Klein, Karl Laske, François Molins.

**Et la voix de :** Florence Loiret Caille (la narratrice).

**Scénario :** Fabrice Arfi, Michaël Hajdenberg, Yannick Kergoat et Karl Laske **Images :** Étienne Mommessin **Montage :** Pauline Casalis **Archives :** Cécile Niderman **Musique :** Éric Neveux **Son :** Clément Maléo et Cyril Holtz **Production :** Belladone Films et Norte Productions **Coproduction :** Mediapart **Productrices :** Gabrielle Juhel et Valentina Novati **Distributeur :** Jour2Fête.

103 minutes. France, 2024

Sortie France : 8 janvier 2025

montrent le candidat puis président Sarkozy tourner en ridicule les soupçons qui pèsent sur lui. L'intrigue est si folle, si invraisemblable au premier abord, qu'on conçoit volontiers l'incrédulité des deux journalistes eux-mêmes face aux documents et aux témoignages concordants qui s'accumulent. Comment un ministre des Finances, puis président de la République, aurait-il pu négocier avec des terroristes notoires (Kadhafi et ses hommes ont tué les 170 passagers du vol UTA 772, dont 54 ressortissants français), en vue de financer sa campagne électorale ? Comment des valises d'argent sale auraient-elles pu circuler chez les Républicains alors que leur chef parlait de "démocratie irréprochable", et de "refus d'être complice d'une dictature" ? Le long métrage revient en détail sur tous les aspects de l'enquête, de façon chronologique, avec quelques sauts dans le temps nécessaires à la compréhension. Certes, il s'agit d'une œuvre résolument didactique, et toute la démarche formelle de Yann Kergoat vise à informer au mieux le spectateur/citoyen. Sur le plan strictement esthétique, difficile de souligner autre chose qu'un récit maîtrisé, une sobriété de bon aloi et une façon claire et efficace de présenter les divers documents écrits, sonores ou vidéos. Mais l'importance du contenu est telle qu'il serait déplacé de faire la fine bouche : il faut que ce film soit vu par le plus grand nombre. **\_G.R.**



## CINÉMA

CULTURE

## Kergoat dissipe l'enfumage sarkozien

En marge du procès de Nicolas Sarkozy sur le financement de sa campagne présidentielle de 2007 par la Libye, Yannick Kergoat nous livre un passionnant documentaire. Il y explique les faits qui ont conduit à la révélation de ce scandale et démonte le narratif fallacieux développé par l'ancien chef de l'État.



**PERSONNE N'Y COMPREND RIEN**, de Yannick Kergoat, France, 1 h 43

C'est l'affaire des affaires, celle qui pourrait définitivement enterrer Nicolas Sarkozy. Alors que s'ouvre le procès pour le financement libyen de la campagne présidentielle de l'ancien locataire de l'Élysée, le documentariste Yannick Kergoat éclaire ce scandale politico-financier révélé par l'enquête des journalistes de Mediapart Fabrice Arfi, Karl Laske et Michaël Hajdenberg. À l'époque, Nicolas Sarkozy avait lancé sa contre-offensive en pérorant dans des médias amis et sur les plateaux : « Personne n'y comprend rien. »

Le prenant au mot, le réalisateur de « la (Très) Grande Évasion » et des « Nouveaux Chiens de garde » (avec Gilles Balbastre) tente de démêler les fils d'un dossier dont l'ordonnance de renvoi fait plus de 500 pages. Il a donc dû faire des choix et laisser certains aspects de côté. Son parti pris narratif repose sur l'enquête journalistique et pas sur un récit chronologique. Mais cet ensemble déconstruit reste fluide, car il s'appuie sur des bases solides et un dispositif cinématographique simple.

Fabrice Arfi et Karl Laske expliquent les faits. Ils sont mis en miroir avec les démentis télévisuels de Nicolas Sarkozy, dont le talent de comédien éclate en pleine lumière.

S'y agrègent également quelques grands témoins. François Molins, l'ancien procureur général près la Cour de cassation, évoque les attaques répétées de l'ancien président et de son clan contre les magistrats et la justice. L'économiste des médias Julia Cagé pointe les liens intimes entre l'ex-locataire de l'Élysée, des patrons de presse et des journalistes en vue. Patrick Haimzadeh, un ancien diplomate en poste en Libye, parle de cette dictature militaire avec laquelle des hauts représentants de l'État ont frayed.

## UNE IMPARABLE DÉMONSTRATION

Quant à Danièle Klein, sœur de l'une des victimes de l'attentat du DC 10 de la compagnie UTA, orchestré en 1989 par des proches de Kadhafi, elle rappelle l'aspect mortifère et cynique de cette affaire avec la tentative d'abandonner les poursuites contre le commanditaire de cette tragédie qui provoqua 170 morts. Malgré sa toile de fond dramatique – la guerre en Libye –, le film recèle des moments de comédie tels les aveux et rétractions de l'homme d'affaires Ziad Takieddine ou les interventions de Mimi Marchand, conseillère en image appelée à la rescousse pour sauver le soldat Sarkozy. S'y ajoutent aussi des personnages troubles tels Alexandre Djouhri, intermédiaire et rival de Takieddine.

Ce documentaire citoyen passionnant a été produit grâce à une campagne de financement participatif, pour laquelle plus de 10 000 personnes ont permis de récolter plus de 500 000 euros afin de donner corps à ce projet qui oppose des faits et des preuves matérielles à la réalité alternative proposée par Nicolas Sarkozy. C'est peu dire que la démonstration est imparable. Et si le film s'ouvre avec un panneau indiquant que tous les protagonistes, mis en cause dans ce documentaire sont présumés innocents, leur implication laisse peu de place au doute. ●

MICHAËL MÉLINARD





Mercredi 8 janvier 2025

**Pour démêler (un peu) les fils d'une enquête tortueuse : « Personne n'y comprend rien »**

Dans ce documentaire de Yannick Kergoat, les journalistes de *Médiapart* Fabrice Arfi et Karl Laske (entre autres participants) reviennent en détail sur l'affaire du financement libyen de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2012 et sur les innombrables conséquences de celle-ci. Alors que le procès sur ladite affaire vient de s'ouvrir, ce film édifiant évoque les dessous de cet accablant dossier.

# « Personne n’y comprend rien » : tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur l’affaire Sarkozy-Kadhafi



**Critique** Documentaire par Yannick Kergoat, avec Fabrice Arfi, Karl Laske (France, 1h43). En salle le 8 janvier

★★★★☆☆

Alors que s'est ouvert le procès des financements libyens de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007, ce documentaire arrive à point nommé. Son ambition, limpide et louable ? Rendre digeste une affaire dont l'absolue complexité a longtemps servi de bouclier médiatique au principal accusé : « *Personne n'y comprend rien* » est une petite phrase de Sarkozy lui-même, riposte populiste un rien désespérée, assénée à longueur de plateau télé.

N'ayez crainte : non seulement le film relève son défi de clarté, mais il se savoure comme un bon thriller d'espionnage, bourré de détails qui tuent, d'archives accablantes et de personnages hauts en couleur, au premier rang desquels l'ancien président, infatigable cabot se débattant dans le déni. Dommage que Yannick Kergoat s'en tienne au format d'un long-métrage. On devine aisément qu'il possède la matière suffisante pour alimenter une série documentaire encore plus fouillée et tout aussi prenante.



# Personne n'y comprend rien, les hommes du président

Par **Vincent Nicolet et Jean-François Dickeli**

Publié Vendredi 3 janvier 2025

**Dirty Money /** Les liens troubles entre Sarkozy et Kadhafi, résumés dans un documentaire dense qui atteint sa cible à défaut de surprendre. En salle le 8 janvier 2025.

---

Fabrice Arfi et Karl Laske reviennent sur leur enquête au sujet du financement de la campagne présidentielle de 2007 de Nicolas Sarkozy par le régime du colonel Kadhafi. Le film, didactique et très documenté, résume parfaitement cette affaire mêlant politique, espionnage, banditisme et terrorisme international. Factuel, soutenu par une voix off explicative et des interventions face caméra des journalistes, le long-métrage manque d'un réel parti-pris de réalisation. Un documentaire classique donc, mais néanmoins nécessaire afin de saisir tous les tenants et aboutissants d'un hallucinant scandale d'État. En salle le 8 janvier 2025.

# Comprendre le pacte de corruption Sarkozy-Kadhafi

**Yannick Kergoat livre un documentaire sur le financement libyen de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007.**

Un film d'utilité publique à l'heure où s'ouvre le procès de ce scandale hors norme. **MICHEL SOUDAIS**

**V**oilà un film qui vient à point. Alors que s'est ouvert, ce lundi 6 janvier, le procès de l'affaire des financements libyens de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007, le documentaire de Yannick Kergoat, en salle depuis le 8 janvier (1), revient avec force détails sur les révélations qui valent aujourd'hui à l'ancien président de la République de comparaître devant le tribunal de Paris avec douze autres prévenus, dont quatre membres de sa garde rapprochée : Claude Guéant, son directeur de cabinet au ministère de l'Intérieur puis secrétaire général de l'Élysée, Brice Hortefeux, député européen Les Républicains, Éric Woerth, son trésorier de campagne en 2007, aujourd'hui député Renaissance, et Thierry Gaubert, un ancien collaborateur, condamné en 2020 dans l'affaire Karachi. Les faits examinés par la 32<sup>e</sup> chambre du tribunal judiciaire de Paris sont si complexes que pas moins de 40 audiences sont programmées d'ici au 10 avril.

Nicolas Sarkozy, qui vient d'être définitivement condamné pour corruption dans l'affaire Paul Bismuth (2), est poursuivi cette fois pour recel de détournement de fonds publics, corruption passive, financement illégal de campagne électorale et association de malfaiteurs. Des incriminations aussi inédites qu'infamantes pour un ancien président de la République. À la

mesure d'une affaire hors normes. Notre démocratie y est en effet soupçonnée d'avoir été corrompue par l'argent noir d'une dictature, celle du colonel Kadhafi, dont l'apport financier à la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy aurait permis à ce dernier d'accéder à l'Élysée. Tous les éléments d'un des scandales les plus retentissants de la V<sup>e</sup> République y sont réunis. Ils sont politique, diplomatique, financier, éthique, et pour finir militaire avec le déclenchement de l'intervention en Libye.

Pourtant, ce scandale de corruption XXL aurait pu ne jamais être jugé sans les révélations publiées par Mediapart. Les premiers articles de ses journalistes, Fabrice Arfi et Karl Laske, datent d'il y a quatorze ans. « Comme cela arrive parfois quand les affaires s'étendent sur une si longue période, les gens s'y perdent, voire renoncent à comprendre », note Michaël Hajdenberg, responsable du service Enquête à Mediapart et l'un des auteurs du film. Ce qui a permis à Nicolas Sarkozy, interrogé sur cette affaire par *Le Figaro magazine* (16 août 2023), d'affirmer : « Les Français sont bien en peine de résumer ce qu'on me reproche. Personne n'y comprend rien. » Une affirmation, malicieusement reprise en titre du documentaire de Yannick Kergoat, qui s'efforce avec succès de rendre lisible cette histoire folle.

## Le rôle clé de Ziad Takieddine

En alternant entretiens, archives et commentaires, le film retrace les principales étapes de l'enquête journalistique de nos confrères. Elle commence par la réception d'un mail énigmatique adressé par un informateur anonyme qui va leur remettre en Suisse une copie du disque dur de l'ordinateur de Ziad Takieddine. Les milliers de documents qu'il contient vont être à l'origine de nombreuses révélations. Car cet affairiste franco-libanais a cultivé dès les années 1990 une grande proximité avec une partie de la droite française, plus spécifiquement les balladuriers. Il joue auprès d'eux le rôle d'intermédiaire dans des contrats internationaux pour l'industrie de l'armement. Ce qui lui vaut d'être condamné en 2020 à cinq ans de prison avec mandat de dépôt pour son rôle dans l'affaire Karachi. Une peine qu'il n'a pas exécutée en se réfugiant au Liban.

Les documents contenus dans le disque dur révèlent le rôle clé de Ziad Takieddine dans l'établissement des liens entre Sarkozy et Kadhafi. Fin septembre 2005, il organise une visite exploratoire de Claude Guéant, directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur, auprès de son contact libyen : Abdallah Senoussi, beau-frère du Guide et organisateur de l'attentat du DC-10 d'UTA (170 morts en 1989) pour lequel la France l'a condamné par contumace à la réclusion à perpétuité. Cette visite, écrit-il dans une note, doit « revêtir un caractère secret » ; il ne faut en informer ni le Quai d'Orsay ni Chirac, « on sera plus à l'aise pour évoquer l'autre sujet ». Lequel sera, semble-t-il, évoqué une semaine plus tard quand Sarkozy rencontre longuement Kadhafi, sans autre témoin que les interprètes. En échange d'une aide financière, le Colonel lui aurait demandé de trouver une solution pour lever la condamnation de Senoussi.

Un mois et demi plus tard, c'est Thierry Herzog, l'avocat de Nicolas Sarkozy, qui se rend à Tripoli pour rencontrer l'équipe de défense d'Abdallah Senoussi, dont il va devenir un temps le défenseur. Le 22 décembre 2005, c'est au tour de Brice Hortefeux, alors ministre délégué aux Collectivités locales auprès du ministre de l'Intérieur, de rencontrer ce personnage des basses œuvres du régime en la seule compagnie de Ziad Takieddine, et de discuter cette fois du financement de l'équipe Sarkozy par la Libye. Étonnamment, il expliquera comme Claude Guéant ne pas connaître la condamnation de son interlocuteur et « ignorer totalement l'existence d'un mandat d'arrêt international le concernant ».

Implacable dans ses rappels chronologiques, le documentaire revient sur la visite d'État inédite offerte au dictateur, l'émotion légitime des familles des victimes du vol d'UTA qu'elle suscite, l'hypocrisie de Nicolas Sarkozy qui les





Les faits examinés par la 32<sup>e</sup> chambre du tribunal judiciaire de Paris sont si complexes que pas moins de 40 audiences sont programmées d'ici au 10 avril.

reçoit, puis, quatre ans plus tard, le déclenchant de l'intervention militaire en Libye – « la guerre de Sarkozy » comme l'ont qualifiée les États-Unis – qui aboutit à l'élimination de Mouammar Kadhafi. Vient-elle à faire disparaître les preuves du pacte de corruption noué en 2005 ?

Si cette préoccupation n'a pas manqué quand il s'est agi d'exploiter Sécour Saïch, le chef de cabinet de Kadhafi, des mains des rebelles libyens vers la France, puis de lui permettre d'échapper au mandat d'arrêt international lancé contre lui, elle n'a pas permis de faire disparaître toutes les preuves. La plus retentissante est publiée par Mediapart entre les deux tours de la présidentielle de 2012. Authenticité de ce document, signé du chef des services extérieurs de l'État libyen, résumant l'accord donné par le pouvoir libyen pour

financer la campagne de Sarkozy, a été confirmée par la justice. Le film en rappelle d'autres, dont une note antérieure de quatre ans à la guerre, retrouvé dans les carnets de l'ancien ministre libyen du Pétrole, Choukri Ghanem, mort de manière suspecte en 2012.

#### Des liens très forts avec les médias

En regard, on s'alarme des dénégations de Nicolas Sarkozy prononcées avec l'autorité mauvaise foi dont le bonhomme est coutumier. On seurt en découvrant un Jordan Bardella critique, à l'instar de Nadine Morano ou Rachida Dati, la « République des juges » qui « veulent se faire Nicolas Sarkozy ». Mais ces déclarations, complaisamment diffusées en leur temps auprès d'un très large public, ont grandement contribué à occulter la gravité des faits dans le débat public.

D'autant que cette affaire n'a pas donné lieu à une couverture médiatique massive, malgré les révélations accumulées au fil des ans, note Julia Cegé, spécialiste de l'économie des médias : « Pas de une du Point, de l'Express ou de l'Obs. » Si, selon elle, la concurrence dans les médias a pu conduire une partie d'entre eux à ne « pas faire de la pub pour une affaire qu'ils n'ont pas sortie », une autre explication tient aux « liens très forts, trop forts entre le monde politique et les médias ». Et de rappeler que Nicolas Sarkozy siège au conseil d'administration du groupe Lagardère, un groupe de presse très influent qui a « un actionnaire qui sait se montrer régulièrement interventionniste ». De fait Le Journal du dimanche, L'Obs et Paris-Babylone n'ont pas fait de une sur cette affaire, sauf pour la rétraction de Ziad Takieddine, puissamment relayée par BFM TV. Or cette rétraction, qui s'est révélée fallacieuse, puisque monnayée, fait désormais l'objet d'une information judiciaire dans laquelle Nicolas Sarkozy est mis en examen pour « association de malfaiteurs en vue d'une escroquerie au jugement ».

Face à cet ancien président de la République qui ne cesse de crier à la persécution des juges et de ses adversaires politiques sur tous les médias, le documentaire de Yannick Kergoat, dont la projection sera accompagnée de débats, a le triple mérite d'investir l'espace public pour raconter une autre histoire plus proche des faits, d'interroger le coût démocratique d'une telle affaire et d'analyser l'image qu'elle renvoie de la France. ■

(1) *Le Monde* n° 10392 du 10 mai 2012, p. 14.

(2) La Cour de cassation a confirmé le 28 décembre sa condamnation en appel d'un ancien député, dont un en forme (voir Mediapart) à donner la part d'un pacte de corruption et tous ans de privation des droits civiques.

# Comprendre le pacte de corruption Sarkozy-Kadhafi

**Yannick Kergoat livre un documentaire sur le financement libyen de la campagne présidentielle de Sarkozy en 2007. Un film d'utilité publique à l'heure où s'ouvre le procès de ce scandale hors norme.**



Voilà un film qui vient à point. Alors que s'est ouvert ce lundi 6 janvier le procès de l'affaire des financements libyens de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007, le documentaire de Yannick Kergoat, en salles le 8 janvier, revient avec force détails sur les **révélations** qui valent aujourd'hui à l'ancien président de la République de comparaître devant le tribunal de Paris avec douze autres prévenus, dont quatre membres de sa garde rapprochée : [Claude Guéant](#), son directeur de cabinet au ministère de l'Intérieur puis secrétaire général de l'Élysée, Brice Hortefeux, député européen Les Républicains, Éric Woerth, son trésorier de campagne en 2007, aujourd'hui député Renaissance, et [Thierry Gaubert](#), un ancien collaborateur, condamné en 2020 dans l'affaire Karachi.



Les faits examinés par la 32<sup>e</sup> chambre du tribunal judiciaire de Paris sont si complexes que pas moins de 40 audiences sont programmées d'ici au 10 avril. Nicolas Sarkozy, qui vient d'être définitivement condamné pour corruption dans l'affaire Bismuth (1), est poursuivi cette fois pour recel de détournement de fonds publics, corruption passive, financement illégal de campagne électorale et association de malfaiteurs. Des incriminations aussi inédites qu'infamantes pour un ancien président de la République. À la mesure d'une affaire **hors normes**.

**1** | La Cour de cassation a confirmé le 18 décembre sa condamnation en appel à trois ans de prison dont un an ferme avec détention à domicile sous bracelet électronique et trois ans de privation des droits civiques.

Notre démocratie y est en effet soupçonnée d'avoir été corrompue par l'argent noir d'une dictature, celle du colonel Kadhafi, dont l'apport financier à la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy aurait permis à ce dernier d'accéder à l'Élysée. Tous les éléments d'un des **scandales** les plus retentissants de la Ve République y sont réunis. Ils sont politique, diplomatique, financier, éthique, et pour finir militaire avec le déclenchement de l'intervention en Libye.

Pourtant, ce scandale de corruption XXL aurait pu ne jamais être jugé sans les révélations publiées par Mediapart. Les premiers articles de ses journalistes, Fabrice Arfi et Karl Laske, datent d'il y a quatorze ans. « *Comme cela arrive parfois quand les affaires s'étendent sur une si longue période, les gens s'y perdent, voire renoncent à comprendre* », note Michaël Hajdenberg, coresponsable du service Enquête à Mediapart et l'un des auteurs du film.

Ce qui a permis à Nicolas Sarkozy, interrogé sur cette affaire par *le Figaro magazine* (16 août 2023), d'affirmer : « *Les Français sont bien en peine de résumer ce qu'on me reproche. Personne n'y comprend rien.* » Une affirmation, malicieusement reprise en titre du documentaire de Yannick Kergoat, qui s'efforce avec succès de rendre **lisible** cette histoire folle.

## Le rôle clé de Ziad Takieddine

En alternant entretiens, archives et commentaires, le film retrace les **principales étapes** de l'enquête journalistique de nos confrères. Elle commence par la réception d'un mail énigmatique adressé par un informateur anonyme qui va leur remettre en Suisse une copie du disque dur de l'ordinateur de [Ziad Takieddine](#).

Les milliers de documents qu'il contient vont être à l'origine de nombreuses révélations. Car cet affairiste franco-libanais a cultivé dès les années 1990 une **grande proximité** avec une partie de la droite française, plus spécifiquement les balladuriens. Il joue auprès d'eux le rôle d'intermédiaire dans des contrats internationaux pour l'industrie de l'armement. Ce qui lui vaut d'être condamné en 2020 à cinq ans de prison avec mandat de dépôt pour son rôle dans [l'affaire Karachi](#). Une peine qu'il n'a pas exécutée en se réfugiant au Liban.

Les documents contenus dans le disque dur **révèlent** le rôle clé de Ziad Takieddine dans l'établissement des liens entre Sarkozy et Kadhafi. Fin septembre 2005, il organise une visite exploratoire de Claude Guéant, directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur, auprès de son contact libyen : [Abdallah Senoussi](#), beau-frère du Guide et organisateur de l'attentat du DC-10 d'UTA (170 morts en 1989) pour lequel la France l'a condamné par contumace à la réclusion à perpétuité.

Cette visite, écrit-il dans une note, doit « *revêtir un caractère secret* » ; il ne faut en informer ni le Quai d'Orsay, ni Chirac, « *on sera plus à l'aise pour évoquer l'autre sujet* ». Lequel sera, semble-t-il, évoqué une semaine plus tard quand Sarkozy rencontre longuement Kadhafi, sans autre témoin que les interprètes. En échange d'une **aide financière**, le Colonel lui aurait demandé de trouver une solution pour lever la condamnation de Senoussi.



Un mois et demi plus tard, c'est Thierry Herzog, l'avocat de Nicolas Sarkozy, qui fait le voyage de Tripoli pour rencontrer l'équipe de défense d'Abdallah Senoussi, dont il va devenir un temps le défenseur. Le 22 décembre 2005, c'est au tour de Brice Hortefeux, alors ministre délégué aux Collectivités locales auprès du ministre de l'Intérieur, de rencontrer ce personnage des basses œuvres du régime en la seule compagnie de Ziad Takieddine, et de discuter cette fois du **financement** de l'équipe Sarkozy par la Libye. Étonnamment, il expliquera comme Claude Guéant ne pas connaître la condamnation de son interlocuteur et « *ignorer totalement l'existence d'un mandat d'arrêt international le concernant* ».

Implacable dans ses rappels chronologiques, le documentaire revient sur la visite d'État inédite offerte au dictateur, l'émotion légitime des familles des victimes du vol d'UTA qu'elle suscite, **l'hypocrisie** de Sarkozy qui les reçoit, puis, quatre ans plus tard, le déclenchement de l'intervention militaire en Libye – « *la guerre de Sarkozy* » comme l'ont qualifiée les États-Uniens – qui aboutit à l'élimination de Mouammar Kadhafi. Visait-elle à faire disparaître les preuves du pacte de corruption noué en 2005 ?

Si cette préoccupation n'a pas manqué quand il s'est agi d'exfiltrer Béchir Saleh, le chef de cabinet de Kadhafi, des mains des rebelles libyens vers la France, puis de lui permettre d'échapper au mandat d'arrêt international lancé contre lui, elle n'a pas permis de faire **disparaître** toutes les preuves. La plus retentissante est publiée par Mediapart entre les deux tours de la présidentielle de 2012.

L'authenticité de ce document, signé du chef des services extérieurs de l'État libyen résumant l'accord donné par le pouvoir libyen pour financer la campagne de Sarkozy, a été **confirmée** par la justice. Le film en rappelle d'autres, dont une note antérieure de quatre ans à la guerre, retrouvé dans les carnets de l'ancien ministre libyen du pétrole, Choukri Ghanem, mort de manière suspecte en 2012.

## Des liens très forts avec les médias

En regard, on s'amuse des dénégations de Nicolas Sarkozy, prononcées avec l'outrancière mauvaise foi dont le bonhomme est coutumier. On sourit en découvrant un Jordan Bardella critiquer, à l'instar de Nadine Morano ou Rachida Dati, la « République des juges » qui « veulent se faire Nicolas Sarkozy ». Mais ces déclarations, complaisamment diffusées en leur temps auprès d'un très large public, ont grandement contribué à occulter la **gravité** des faits dans le débat public.

D'autant que cette affaire n'a pas donné lieu à une couverture médiatique massive malgré les révélations accumulées au fil des ans, note Julia Cagé, spécialiste de l'économie des médias : « *Pas de une du Point, de l'Express ou de l'Obs.* » Si, selon elle, la concurrence dans les médias a pu conduire une partie d'entre eux à ne « *pas faire de la pub pour une affaire qu'ils n'ont pas sortie* », une autre explication tient aux « *liens très forts, trop forts entre le monde politique et les médias* ».

**« Cette affaire n'a pas donné lieu à une couverture médiatique massive malgré les révélations accumulées au fil des ans. »**

---



Et de rappeler que Nicolas Sarkozy siège au conseil d'administration du groupe Lagardère, un groupe de presse très influent qui a « *un actionnaire qui sait se montrer régulièrement interventionniste* ». De fait *le JDD* et *Paris-Match* n'ont pas fait de une sur cette affaire, sauf pour la rétractation de Ziad Takieddine, puissamment relayée par BFMTV. Or cette rétractation qui s'est révélée fausse, puisque **monnayée**, fait désormais l'objet d'une information judiciaire dans laquelle Nicolas Sarkozy est mis en examen pour « *association de malfaiteurs en vue d'une escroquerie au jugement* ».

Face à cet ancien président qui ne cesse de crier à la persécution des juges et de ses adversaires politiques sur tous les médias, le film, dont la projection sera accompagnée de débats, a le **triple mérite** d'investir l'espace public pour raconter une autre histoire plus proche des faits, d'interroger le coût démocratique d'une telle affaire, et l'image qu'elle renvoie de la France.

## Le doc pour comprendre l'affaire Sarkozy-Kadhafi

Mediapart voit son enquête portée à l'écran dans un documentaire qui éclaire aussi les contre-offensives médiatiques du clan Sarkozy.

« *Les Français sont bien en peine de résumer ce qu'on me reproche. Personne n'y comprend rien* ». C'est par cette citation de Nicolas Sarkozy, dans *Le Figaro Magazine* du 16 août 2023, que démarre le documentaire de Yannick Kergoat produit par Mediapart et financé par un crowdfunding de 500.000 euros. Un film d'une heure quarante, qui sortira le 8 janvier en salles (voir un aperçu ici<sup>1</sup>), pour comprendre dans le détail cette « *affaire d'Etat* » révélée par Fabrice Arfi et Karl Laske de Mediapart. Et notamment comment, et pourquoi, elle a pu apparaître incompréhensible à bien des Français.

L'affaire d'un financement occulte présumé de la campagne de Nicolas Sarkozy par Mouammar Kadhafi, pour l'élection présidentielle de 2007, a été révélée par Mediapart en juillet 2011. La justice ouvre une information judiciaire en avril 2013 et deux juges d'instruction se succéderont, Serge Tournaire et Aude Burési. Le procureur et l'office central de lutte contre la corruption enquêtent et, au bout de dix ans d'instruction, l'ancien président a été mis en examen pour quatre délits présumés ainsi que trois ministres, Claude Guéant, Brice Hortefeux et Eric Woerth, auxquels il faut ajouter Thierry Gaubert, l'ancien dirigeant lybien Béchir Saleh, un cadre d'Airbus Edouard Ullmo et surtout les intermédiaires Ziad Takieddine et Alexandre Djouri.

### « Pacte de corruption »

Selon Fabrice Arfi, que Stratégies avait rencontré l'année dernière, le dossier de 586 pages ne repose pas sur les dires ou les rétractations de Ziad Takieddine, mis en scène notamment dans *Paris Match* ou le *JDD*, mais sur des charges suffisamment nombreuses pour déclencher un procès qui s'est ouvert lundi 6 janvier. « *Ce sera le plus grand et le plus grave procès de l'histoire politique et pénale française, jamais un ancien président et trois anciens ministres n'ont été jugés pour avoir été corrompus par une dictature étrangère* », nous déclarait le journaliste le 22 janvier 2024.

Après avoir été poursuivi, Mediapart a gagné l'ensemble de ses procès. Le 28 avril 2012, le journal en ligne a révélé que le 10 décembre 2006, une promesse de financement des autorités lybiennes avait été faite à concurrence de 50 millions de dollars. Il s'appuyait sur un document qui avait été attaqué par Nicolas Sarkozy pour « *faux et usage de faux* ». Mediapart a gagné en appel et

devant la Cour de cassation. Fabrice Arfi garde toujours le chèque, non encaissé, de plusieurs centaines euros au sein de la rédaction. Selon lui, des flux et des contreparties pouvant étayer l'accusation d'un « *pacte de corruption* » ont été selon lui retrouvés. A la justice désormais de se prononcer.

Fabrice Arfi constate que l'affaire a jusqu'ici surtout existé médiatiquement par les dénégations de Nicolas Sarkozy à travers des interviews sur BFMTV et TF1. Les juges enquêteront aussi sur la contre-offensive menée notamment autour de la rétractation de Ziad Takieddine, via Mimi Marchand, avec le concours notamment des journaux du groupe Lagardère, dont Nicolas Sarkozy est administrateur, à savoir le Journal du Dimanche et Paris Match.

**Personne n'y comprend rien**

**Yannick Kergoat**



L'affaire Sarkozy-Kadhafi pour les nuls. Ou pour ceux qui n'ont suivi que de loin cette histoire tentaculaire, à l'heure où s'est ouvert, le 6 janvier dernier, le procès de l'ancien président de la République pour les financements libyens supposés de sa campagne électorale de 2007. Un puzzle aux multiples pièces dont l'assemblage, méthodiquement réalisé par les fins limiers de *Mediapart* Fabrice Arfi et Karl Laske, a permis de révéler l'un des scandales les plus retentissants de la V<sup>e</sup> République. Ce documentaire sobre et efficace, qui ravira aussi les amateurs de polar, retrace fidèlement leur solide enquête. Avec, en bonus, un commentaire dit par la toujours excellente Florence Loiret Caille (la Marie-Jeanne du *Bureau des légendes*). ► *Richard Sénéjoux*

| Documentaire, France (1h43).

**LIRE** aussi p. 38.



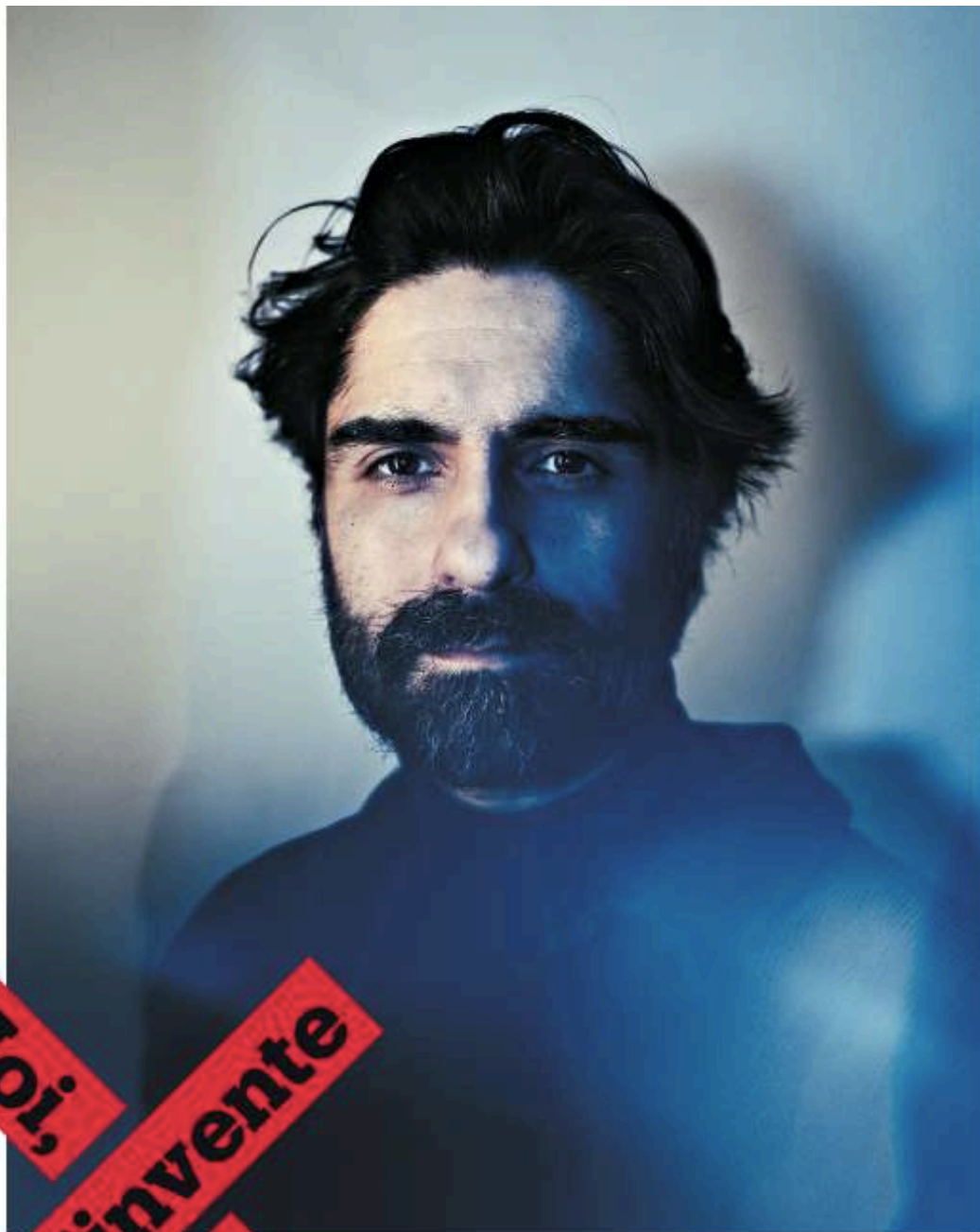
À VOIR



Personne n'y  
comprend rien,  
de Yannick  
Kergoat, en salles.  
**LIRE** critique p. 57.

À LIRE

**La Troisième Vie**,  
éd. du Seuil,  
240 p., 20 €.



« Moi,

je n'invente

rien »

par Richard Sénéjoux

Journaliste à *Mediapart*,  
Fabrice Arfi a révélé plusieurs  
scandales politico-financiers.  
Son enquête sur l'affaire  
Sarkozy-Kadhafi fait l'objet  
d'un documentaire en salles  
cette semaine.

**Bettencourt, Cahuzac, Karachi...** Des noms qui claquent comme autant de scandales d'État, révélés ces quinze dernières années par Mediapart et Fabrice Arfi. Coresponsable du pôle enquêtes du site d'investigation, le journaliste de 43 ans est aussi à l'origine (avec Karl Laske) de la révélation de l'affaire des financements libyens supposés de la campagne de 2007 de Nicolas Sarkozy, qui fait l'objet du documentaire *Personne n'y comprend rien*, en salles cette semaine. Il a récemment publié un livre sur une incroyable histoire d'espionnage, qui le hantait depuis longtemps. Et s'interroge sur son métier, où le réel côtoie parfois la fiction...

### L'affaire libyenne

Le procès qui doit débiter cette semaine au tribunal judiciaire de Paris est historique. C'est la première fois qu'un ex-président de la République (Nicolas Sarkozy) et trois anciens ministres (Claude Guéant, Brice Hortefeux et Éric Woerth) se retrouvent ensemble sur le banc des prévenus. L'accusation leur reproche d'avoir été corrompus par la dictature libyenne du colonel Kadhafi, à qui la France a ensuite fait la guerre. *«Paradoxalement, cette histoire a surtout été médiatisée par les démentis de Nicolas Sarkozy et la large place qui leur a été accordée, relève Fabrice Arfi. C'est le privilège de la délinquance en col blanc, qui peut venir au journal de 20 heures imposer son récit, en omettant les faits pour lesquels elle se retrouve dans cette situation. C'est sidérant.»* L'enquêteur peine à expliquer pourquoi cette affaire de premier ordre a aussi peu fait la une des médias depuis les premières révélations, en 2011. Et déplore que certains aient largement ouvert leurs colonnes et antennes, comme Paris Match et BFMTV, à l'étonnante rétractation de l'homme d'affaires franco-libanais Ziad Takieddine, qui se révélera fausse. *«On range la corruption sur l'étagère des faits divers financiers, qu'on qualifie de rhume de la démocratie. Moi, je pense plutôt que c'est un cancer»,* déclare-t-il, avant de souligner l'attitude schizophrénique de nombreux hommes politiques. *«Alors que beaucoup exigent des peines exemplaires pour les délinquants ordinaires, ils n'affichent plus du tout la même fermeté quand ils ont eux-mêmes des ennuis judiciaires. Regardez les réactions de Marine Le Pen, d'Emmanuel Macron [concernant notamment les affaires Benalla et Kohler, ndlr], de Nicolas Sarkozy et même de Jean-Luc Mélenchon !»*

### La poussée conservatrice dans les médias

L'empire médiatique savamment constitué par Vincent Bolloré depuis dix ans (avec CNews, C8, Europe 1, LeJDD...) n'est pas sans soulever quelques questions démocratiques. *«Je ne suis pas contre le fait qu'il existe des médias d'extrême droite, mais ils ne doivent pas casser le réel et détruire les faits, estime Fabrice Arfi. Lors de l'affaire dite de Crépol par exemple [un adolescent a été tué lors d'un bal dans cette commune de la Drôme en novembre 2023], CNews a fait état de prétendus "francocides". Tout était faux, mais ça a permis de construire un propos d'extrême droite, avec des idées qui ne reposaient pas sur des faits. C'est totalement anti-journalistique.»* Selon lui, la frontière entre le vrai et le faux est en passe de totalement s'effacer. *«On assiste à une internationale de la post-vérité. Cela donne Trump aux États-Unis, Bolsonaro au Brésil, Milei en Argentine ou Netanyahu en Israël. Autant de personnes qui ont décidé de tuer la démocratie dont ils se disent pourtant être les meilleurs représentants.»* Une situation de plus en plus orwellienne, où la

vérité n'est qu'une opinion comme une autre. Surtout quand les réseaux sociaux font partie intégrante du système. *«Elon Musk et X [ex-Twitter] ont contribué à la réélection de Trump. Et l'homme d'affaires va devenir son ministre, dans un gouvernement qui présente des risques de dérives fascistes. À Mediapart, nous avons décidé de quitter la plateforme, devenue une arme de désinformation massive.»* Concrètement, le compte X du site d'investigation sera supprimé le 20 janvier (ses journalistes sont libres d'y rester ou pas), jour de l'investiture de Donald Trump.

### Son rapport au réel...

Son dernier livre (*La Troisième Vie*, éd. du Seuil) raconte une incroyable histoire d'espionnage, dans laquelle un homme a infiltré en 1969 une famille qui n'était pas la sienne. Un récit à la John le Carré, entre France et Roumanie, au temps de la guerre froide, avec laquelle Fabrice Arfi se débat depuis 2008. *«Ça m'a longtemps hanté. J'ai dû accepter de ne pas avoir toutes les réponses pour y trouver un sens. Parfois, ne passavoir, c'est bien.»* Les trop nombreuses zones d'ombre du récit lui font dire qu'il n'aurait jamais pu le publier sur Mediapart. *«Dans cette histoire, j'ai été confronté à une "fiction d'État": l'espionnage. Cela m'a interrogé sur le réel, qui peut parfois revêtir plusieurs visages, suivant la manière dont il est montré.»* Il a aussi ressenti l'ivresse que procure l'immersion dans les archives. Et va d'ailleurs s'y replonger pour un prochain ouvrage, qui retracera la trajectoire de son grand-père paternel, juif pied-noir d'Algérie, obligé de quitter la gendarmerie sous Vichy. *«J'ai besoin de vérifier le récit familial qui m'a construit, confie-t-il. Moi, je n'invente rien: j'ai besoin de la contrainte morale et légale du réel pour écrire.»*

### ... et à la fiction

Adaptée de son livre-enquête sur l'escroquerie à la taxe carbone, la série *D'argent et de sang* a rencontré un beau succès sur Canal+ fin 2023. *«C'est la première fois où j'ai été confronté à la transformation de mon travail en matériau fictionnel, raconte Fabrice Arfi. Le réalisateur de la série, Xavier Giannoli, montre qu'il y a parfois plus de réalité dans la fiction, qui parle à l'intime, que dans un document.»* Exemple: la création du personnage interprété par Vincent Lindon, magistrat chargé de l'enquête, qui n'a pas existé dans la réalité. *«Il est le fil à plomb moral de cette histoire, qui en était dépourvue»,* souligne le journaliste. Au passage, cela l'a-t-il gêné de toucher indirectement de l'argent du groupe Bolloré, propriétaire de Canal+ ? *«Cela a été une vraie question, tant pour moi qu'à Mediapart, avoue-t-il. J'ai toujours été payé par le producteur, Curiosa Films. J'ai aussi fait savoir à la direction de Canal+ que d'aucune manière cette adaptation serait une façon d'acheter une forme de paix éditoriale vis-à-vis du journal. J'appelle cela des "accommodements raisonnables".»* Mediapart a d'ailleurs continué d'enquêter sur l'homme d'affaires breton et a pointé ses atteintes régulières à la liberté d'informer dans le documentaire *Media Crash* (2022) ●

**Bettencourt, Cahuzac, Karachi...** Des noms qui claquent comme autant de scandales d'État, révélés ces quinze dernières années par *Mediapart* et Fabrice Arfi. Coresponsable du pôle enquêtes du site d'investigation, le journaliste de 43 ans est aussi à l'origine (avec Karl Laske) de la révélation de l'affaire des financements libyens supposés de la campagne de 2007 de Nicolas Sarkozy, qui fait l'objet du documentaire *Personne n'y comprend rien*, en salles cette semaine. Il a récemment publié un livre sur une incroyable histoire d'espionnage, qui le hantait depuis longtemps. Et s'interroge sur son métier, où le réel côtoie parfois la fiction...

### **L'affaire libyenne**

Le procès qui doit débiter cette semaine au tribunal judiciaire de Paris est historique. C'est la première fois qu'un ex-président de la République (Nicolas Sarkozy) et trois anciens ministres (Claude Guéant, Brice Hortefeux et Éric Woerth) se retrouvent ensemble sur le banc des prévenus. L'accusation leur reproche d'avoir été corrompus par la dictature libyenne du colonel Kadhafi, à qui la France a ensuite fait la guerre. *«Paradoxalement, cette histoire a surtout été médiatisée par les démentis de Nicolas Sarkozy et la large place qui leur a été accordée, relève Fabrice Arfi. C'est le privilège de la délinquance en col blanc, qui peut venir au journal de 20 heures imposer son récit, en omettant les faits pour lesquels elle se retrouve dans cette situation. C'est sidérant.»* L'enquêteur peine à expliquer pourquoi cette affaire de premier ordre a aussi peu fait la une des médias depuis les premières révélations, en 2011. Et déplore que certains aient largement ouvert leurs colonnes et antennes, comme *Paris Match* et BFMTV, à l'étonnante rétractation de l'homme d'affaires franco-libanais Ziad Takieddine, qui se révélera fausse. *«On range la corruption sur l'étagère des faits divers financiers, qu'on qualifie de rhume de la démocratie. Moi, je pense plutôt que c'est un cancer»*, déclare-t-il, avant de souligner l'attitude schizophrénique de nombreux hommes politiques. *«Alors que beaucoup exigent des peines exemplaires pour les délinquants ordinaires, ils n'affichent plus du tout la même fermeté quand ils ont eux-mêmes des ennuis judiciaires. Regardez les réactions de Marine Le Pen, d'Emmanuel Macron [concernant notamment les affaires Benalla et Kohler, ndlr], de Nicolas Sarkozy et même de Jean-Luc Mélenchon!»*

### **La poussée conservatrice dans les médias**

L'empire médiatique savamment constitué par Vincent Bolloré depuis dix ans (avec CNews, C8, Europe 1, *Le JDD*...) n'est pas sans soulever quelques questions démocratiques. *«Je ne suis pas contre le fait qu'il existe des médias d'extrême droite, mais ils ne doivent pas casser le réel et détruire les faits, estime Fabrice Arfi. Lors de l'affaire dite de Crépol par exemple [un adolescent a été tué lors d'un bal dans cette commune de la Drôme en novembre 2023], CNews a fait état de prétendus "francocides". Tout était faux, mais ça a permis de construire un propos d'extrême droite, avec des idées qui ne reposaient pas sur des faits. C'est totalement anti-journalistique.»* Selon lui, la frontière entre le vrai et le faux est en passe de totalement s'effacer. *«On assiste à une internationale de la post-vérité. Cela donne Trump aux États-Unis, Bolsonaro au Brésil, Milei en Argentine ou Netanyahu en Israël. Autant de personnes qui ont décidé de tuer la démocratie dont ils se disent pourtant être les meilleurs représentants.»* Une situation de plus en plus orwellienne, où la

vérité n'est qu'une opinion comme une autre. Surtout quand les réseaux sociaux font partie intégrante du système. *«Elon Musk et X [ex-Twitter] ont contribué à la réélection de Trump. Et l'homme d'affaires va devenir son ministre, dans un gouvernement qui présente des risques de dérives fascistes. À Mediapart, nous avons décidé de quitter la plateforme, devenue une arme de désinformation massive.»* Concrètement, le compte X du site d'investigation sera supprimé le 20 janvier (ses journalistes sont libres d'y rester ou pas), jour de l'investiture de Donald Trump.

### **Son rapport au réel...**

Son dernier livre (*La Troisième Vie*, éd. du Seuil) raconte une incroyable histoire d'espionnage, dans laquelle un homme a infiltré en 1969 une famille qui n'était pas la sienne. Un récit à la John le Carré, entre France et Roumanie, au temps de la guerre froide, avec laquelle Fabrice Arfi se débat depuis 2008. *«Ça m'a longtemps hanté. J'ai dû accepter de ne pas avoir toutes les réponses pour y trouver un sens. Parfois,*



*nepassavoir, c'est bien.* » Les trop nombreuses zones d'ombre du récit lui font dire qu'il n'aurait jamais pu le publier sur *Mediapart*. « Dans cette histoire, j'ai été confronté à une "fiction d'État" : l'espionnage. Cela m'a interrogé sur le réel, qui peut parfois revêtir plusieurs visages, suivant la manière dont il est montré. » Il a aussi ressenti l'ivresse que procure l'immersion dans les archives. Et va d'ailleurs s'y replonger pour un prochain ouvrage, qui retracera la trajectoire de son grand-père paternel, juif pied-noir d'Algérie, obligé de quitter la gendarmerie sous Vichy. « J'ai besoin de vérifier le récit familial qui m'a construit, confie-t-il. Moi, je n'invente rien : j'ai besoin de la contrainte morale et légale du réel pour écrire. »

### **... et à la fiction**

Adaptée de son livre-enquête sur l'escroquerie à la taxe carbone, la série *D'argent et de sang* a rencontré un beau succès sur Canal+ fin 2023. « C'est la première fois où j'ai été confronté à la transformation de mon travail en matériau fictionnel, raconte Fabrice Arfi. Le réalisateur de la série, Xavier Giannoli, montre qu'il y a parfois plus de réalité dans la fiction, qui parle à l'intime, que dans un document. » Exemple : la création du personnage interprété par Vincent Lindon, magistrat chargé de l'enquête, qui n'a pas existé dans la réalité. « Il est le fil à plomb moral de cette histoire, qui en était dépourvue », souligne le journaliste. Au passage, cela l'a-t-il gêné de toucher indirectement de l'argent du groupe Bolloré, propriétaire de Canal+ ? « Cela a été une vraie question, tant pour moi qu'à Mediapart, avoue-t-il. J'ai toujours été payé par le producteur, Curiosa Films. J'ai aussi fait savoir à la direction de Canal+ que d'aucune manière cette adaptation serait une façon d'acheter une forme de paix éditoriale vis-à-vis du journal. J'appelle cela des "accommodements raisonnables". » Mediapart a d'ailleurs continué d'enquêter sur l'homme d'affaires breton et a pointé ses atteintes régulières à la liberté d'informer dans le documentaire *Media Crash* (2022) ●

## Le doc imparable de Mediapart sur le procès libyen de Sarkozy

Coproduit par Mediapart pour le cinéma, *Personne n'y comprend rien* se révèle une enquête utile et accablante à verser au procès Sarkozy-Kadhafi. qui permet de tout comprendre.



Kadhafi et Sarkozy à l'Elysée, dans *Personne n'y comprend rien*.

**D**es premiers contacts avec Ziad Takieddine au temps d'Édouard Balladur jusqu'aux deux campagnes présidentielles de Nicolas Sarkozy, *Personne n'y comprend rien* remonte le fil des liaisons plus que dangereuses entre l'homme politique, dont le procès s'ouvre aujourd'hui, et le pouvoir libyen. Approches, rendez-vous secrets d'intermédiaires, diplomatie parallèle, versement de rétrocommissions, libération des infirmières bulgare puis accueil en grandes pompes à l'Elysée, le "pacte faustien" entre Nicolas Sarkozy et Mouammar Kadhafi, comme nombre d'affaires de corruption, est particulièrement tentaculaire et par définition, occulte. D'où la réponse de l'ancien Président français quand on l'interrogeait sur ce qui est devenu aujourd'hui son procès : "*Personne n'y comprend rien.*"

## Fabrice Arfi et Karl Laske, auteurs et enquêteurs



Karl Laske, un des deux enquêteurs principaux à Mediapart.

Grâce à Fabrice Arfi et Karl Laske, les principaux journalistes, auteurs et témoins de ce documentaire co-produit par Mediapart, on comprend tout ! La chronologie des faits, les pièces à conviction – des écoutes qu’on entend aux SMS qu’on lit à l’écran – reconstituées sur plus de 20 ans, sont particulièrement accablantes. Surtout lorsque la justice n’a cessé de valider l’enquête des journalistes régulièrement mis en cause, de l’authenticité des documents libyens à la condamnation de Claude Guéant, ex-ministre de l’Intérieur et proche de Nicolas Sarkozy, fin 2022, à de la prison ferme, suite au versement sur son compte de 500 000 euros.

## “Mimi” Marchand, Sarkozy, Paris Match et BFM TV

Cerise sur ce gâteau empoisonné, l’affaire de la vraie-fausse rétractation de Ziad Takieddine en novembre 2020, destinée à “sauver Sarko”. Un théâtre médiatique orchestré selon Mediapart par “Mimi” Marchand, patronne très people de Bestimage et intime du couple Macron, qui fera l’objet d’une enquête judiciaire à part. Un plaisir de gourmet de la communication politique qui va de Paris Match aux plus belles heures de BFM TV, pour lequel on découvre, ébahi, les messages très amènes de Ruth Elkrief et Marc-Olivier Fogiel. Dommage alors qu’*in fine* Mediapart se croit obligé de faire comme souvent son propre éloge au détriment de l’ensemble du reste de la presse assimilé, à travers le témoignage de complaisance de Julia Cagé en service commandé. L’ampleur et la force de cette enquête journalistique hors norme avaient largement suffi.



## ***Personne y comprend rien, de Yannick Kergoat***

Des intermédiaires de l'ombre, des figures politiques, un Président de la République, la Libye, des valises gonflées de billets de banque, des coupables en cavale... il y a là réunit tous les ingrédients d'un feuilleton juridico-politique d'autant plus ardu à suivre qu'il court sur plus d'une décennie. « *On y comprend rien* » s'est exclamé à ce propos Nicolas Sarkozy, pourtant aux premières loges de l'affaire. Pour nous éclairer, la rédaction de Mediapart, qui a mis au jour ce dossier brûlant, s'est associée au réalisateur Yannick Kergoat (*La Très grande évasion*). Résultat un documentaire aussi limpide que passionnant, qui se regarde comme un thriller.

Sans se substituer à la justice, les auteurs mettent en lumière le décalage entre l'histoire officielle et les faits. Soit d'un côté un candidat Sarkozy qui devant les électeurs promettait d'en finir avec la *realpolitik* et se plaçait du côté des droits de l'homme, de l'autre un Président Sarkozy qui pour sa première visite officielle s'est rendu en Libye, avant d'inviter Kadhafi à Paris. Que cache ce rapprochement et comment expliquer que la France quatre années plus tard ait été à la tête de la coalition pour faire tomber le « guide » ? « *On y comprend rien* » apporte des réponses étayées et jamais démenties par la justice. Mais n'a jamais manqué de contester Nicolas Sarkozy, au sujet des articles de Mediapart, il s'agit là des élucubrations « d'une officine » gouvernée par un seul agenda politique... La suite du feuilleton se déroule depuis le 6 janvier devant devant la 32e chambre du tribunal correctionnel de Paris. **F.T.**

*La Vie aime bien.*



**QUOTI**

**DIENS**

**ET LEURS SITES WEB**

## ENTRETIEN

# « Nous, journalistes, avons le devoir de défendre un idéal démocratique »

Dimanche à 10 h, le cinéma Utopia propose la projection du film « Personne n'y comprend rien » sur les soupçons de financement libyen de la campagne présidentielle 2007 de Nicolas Sarkozy, suivie d'un débat avec Edwy Plenel, fondateur du site Mediapart.

Propos recueillis par  
STÉPHANIE MUNIER

**I**nvité exceptionnel dimanche matin au cinéma Utopia de Pont-Sainte-Marie. Pour la première séance du film *Personne n'y comprend rien* sur « l'affaire des soupçons de financement libyen de la campagne de Nicolas Sarkozy » (dont le procès se tient actuellement), la projection sera suivie d'un débat avec Edwy Plenel, le fondateur de Mediapart qui a révélé les tenants et aboutissants de toute l'affaire. Entretien.

**Vous venez dimanche au cinéma Utopia présenter « Personne n'y comprend rien », comment est né ce documentaire ?**

En fait, l'idée est née il y a un an. On savait que le procès de cette affaire allait être audienté et on s'est dit qu'après l'avoir déclinée dans des dizaines d'articles, un livre, une bande dessinée, un podcast, il fallait aller vers les citoyens pour expliquer cet immense scandale d'État. Le cinéma permet d'atteindre un public plus large. Mediapart a fait les premières révélations en 2011 et la justice a pris l'affaire en 2013.



**« Je vous assure qu'après le film, on comprend tout et on est sidéré par toute cette affaire ! »**

Edwy PLENEL, fondateur de Mediapart

**Comment avez-vous été amené à travailler avec Yannick Kergoat ?**

On connaît depuis longtemps ce magnifique réalisateur donc on a décidé de travailler avec lui. On l'avait déjà fait à l'occasion d'une série sur Costa Gavras dont il a été le monteur. J'ai donc contacté Yannick pour lui demander s'il acceptait de le faire.

**Est-ce pour permettre ce travail d'investigation sans pression politique que vous avez fondé Mediapart ?**

On a créé Mediapart pour faire un journal indépendant sans fil à la



Nicolas Sarkozy, alors président de la République, recevant le dictateur libyen Mouammar Kadhafi le 12 décembre 2007 au palais de l'Élysée. AFP

patte, avec comme défilé supplémentaire de révéler des faits inconnus de tous, y compris la justice. On voulait offrir un journalisme de révélations et d'impact qui oblige la justice à se pencher sur des sujets qui resteraient inconnus comme l'affaire Cahuzac ou les affaires d'agressions sexuelles que nous avons révélées avant MeToo. Toutes ces affaires ne seraient pas connues s'il n'y avait pas eu Mediapart.

Contrairement à son titre, tiré de propos de Nicolas Sarkozy, on comprend assez bien les tenants et les aboutissants de l'affaire. Est-ce que, pour reprendre les propos du journaliste Fabrice Arfi, qui a travaillé sur toute cette affaire, il y a une volonté de dénigrer votre travail voire d'insulter l'intelligence des citoyens ?

Bien sûr et je vous assure qu'après le film, on comprend tout et on est sidéré par toute cette affaire. Et tout le monde comprend très bien son ampleur !

Mais quand même, toute cette affaire, avec un

dictateur sanguinaire, des valises de billets... on a parfois l'impression d'un mauvais film qui mêle « Les Barbouzes » et « OSS 117 » ?

Oui, mais c'est beaucoup plus grave que ça. Au cœur du pacte de corruption entre le clan Sarkozy et le clan libyen, il y a le blanchiment de la situation d'Abdallah Senoussi, le beau-frère de Kadhafi, qui est responsable de l'attentat contre le DC-10 d'UTA. Les familles sont d'ailleurs parties civiles au procès. C'est un des plus lourds aspects de ce dossier. Abdallah Senoussi a d'ailleurs été condamné à perpétuité pour cette affaire du DC-10 et ce pacte avait pour but de le blanchir ! C'est là le véritable enjeu du procès ! On se focalise sur l'argent pour financer les campagnes mais l'important, c'est l'existence de ce pacte de corruption où l'on négocie des faveurs pour obtenir de l'argent.

Le métier de journaliste devient de plus en plus attaqué, déconsidéré, et l'avènement d'un binôme comme celui composé par Donald Trump et Elon

Musk ne va pas arranger les choses.

Oui mais il faut d'autant plus défendre ce métier pour qu'il soit l'adversaire de la liberté de dire tout et n'importe quoi, y compris en vue d'attiser la haine et la violence, cette brutalisation de la vie publique. Nous, journalistes, avons le devoir de défendre un idéal démocratique. C'est-à-dire le droit de savoir. La démocratie, ce n'est pas l'affrontement d'avis, ni la guerre de tous contre tous. Ça suppose qu'au cœur du débat public, il y ait un rapport de raison à l'histoire et la réalité des faits. Mediapart est un peu puriste mais cet idéal est partagé par la profession, et on doit défendre le métier face aux intérêts privés. Cette défense de l'information est essentielle car le risque est de voir l'information détruite par l'opinion.

Finalement, pour reprendre le mot de Clemenceau, est-ce que la politique est une affaire trop sérieuse pour qu'on la confie à des politiciens ?

La politique n'appartient pas à ceux qui en font profession. C'est un bien commun. Elle suppose des élus et des pouvoirs (législatif, exécutif) mais aussi des contre-pouvoirs, notamment une justice indépendante et une presse libre. C'est cette vitalité, cette tension créatrice entre les différents contre-pouvoirs, qui permet de développer un esprit critique. Une démocratie vivante, c'est une justice indépendante, une presse libre, le droit de protester, le droit de créer une association. Elle ne se ramène pas au seul droit de vote et ne se limite pas à ceux qui font profession de la politique. ■

« Personne n'y comprend rien », projection dimanche 19 janvier à 10 h au cinéma Utopia, 11, rue du Moulinet à Pont-Sainte-Marie. Projection suivie d'un débat avec Edwy Plenel puis d'une dédicace. La librairie Les Passeurs de Textes proposera une sélection de livres à faire dédicacer et la séance sera suivie d'un brunch où chacun peut apporter de quoi grignoter, Utopia s'occupe des boissons chaudes.





Nicolas Sarkozy, 69 ans, est jugé jusqu'au 10 avril aux côtés de douze autres prévenus.

Photo Sipa/Eliot Blondet

## Au cinéma / Mediapart fait le film de l'enquête

Du journalisme d'investigation qui court sur plus d'une décennie, suivi d'un long travail judiciaire. Si ce n'était une enquête solide qui mène au tribunal un ancien chef de l'État et des ministres, on jurerait le pacte secret d'un politique ambitieux avec un dictateur, être de pure fiction. Au procès, il sera question d'association de malfaiteurs, comme dans un scénario de thriller.

Une « fable », s'est d'ailleurs toujours insurgé Nicolas Sarkozy, qui n'a cessé d'opposer haut et fort, par ses démentis médiatiques, son propre narratif, face à *Mediapart* qui a révélé l'affaire, puis face à la justice. Pour le journaliste de *Mediapart* Michaël Hajdenberg, il y a « guerre des récits ». « Cette affaire a aussi existé dans le débat public grâce à la force performative des dénégations de Sarkozy », analyse son confrère Fabrice Arfi.

Tout a commencé en 2011 avec les révélations de Fabrice Arfi et Karl Laske, de *Mediapart*, qui ont mis la main sur un disque dur appartenant à Ziad Takieddine, intermédiaire

franco-libanais versatile et controversé. « Takieddine est besogneux, obsessionnel et imprudent. Il conserve tout, ce qui en fait une source précieuse », explique Fabrice Arfi. Karl Laske évoque « un véritable coffre-fort virtuel ».

### Un documentaire qui sort cette semaine

Leur documentaire *Personne n'y comprend rien*, qui sort cette semaine, décrypte l'affaire autant qu'il montre leur travail patient sur un scandale financier complexe, souterrain évidemment, dont la piste mène à 17 pays. *Personne n'y comprend rien* fait songer à ces films d'enquête hollywoodiens, comme *Spotlight* de Tom McCarthy, Oscar du meilleur film et du meilleur scénario en 2016, qui traitent le journalisme d'investigation avec respect et lui donne le poids qu'il mérite. Le film qui éclaire l'affaire le met en lumière, tout comme il expose, face au travail de la presse, les contre-feux médiatiques de la défense de Sarkozy destinés à brouiller les faits. La justice a depuis confirmé et amplifié plusieurs des révéla-

tions de *Mediapart*. « Tout ce que nous avions découvert dès 2011 constitue aujourd'hui une partie essentielle de l'ordonnance de renvoi », souligne Karl Laske.

L'affaire est un véritable « laboratoire de la post-vérité », selon Arfi. Nicolas Sarkozy change plusieurs fois de stratégie de défense et compare la police française à la Stasi, tout en accusant les journalistes de fabriquer des preuves. « Nous avons été poursuivis à plusieurs reprises dans ce dossier, notamment pour faux et usage de faux, par l'ancien président et l'ancien ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux. Nous avons toujours gagné », insiste Fabrice Arfi. « Nous avons été attaqués au début de nos révélations par Ziad Takieddine, mais ce dernier a retiré sa plainte la veille du procès. Puis ce fut au tour de Claude Guéant de nous poursuivre, et nous avons gagné. Enfin, nous avons été poursuivis par Hervé Gattegno, ancien directeur de la rédaction du *JDD* et de *Paris Match*, qui a été en quelque sorte l'avocat médiatique de Nicolas Sarkozy. Là



Nicolas Sarkozy avec le colonel Kadhafi. Photo Belladone Films

encore, nous avons gagné. » « Nous sommes habitués : cette forme de pression fait partie de notre quotidien », observe Fabrice Arfi. Les journalistes de *Mediapart* ont aussi été confrontés à de nombreuses tentatives de discrédit. « Certains documents étaient des faux destinés à nous piéger. Nous les avons écartés après de minutieuses vérifications », rapporte Karl Laske. Chaque document a été passé au crible afin de vérifier qu'il n'y avait aucune manipulation. Avec *Per-*

*sonne n'y comprend rien*, « nous ne demandons pas à ce que l'on dise que *Mediapart* a toujours raison », affirme Fabrice Arfi. « Ce que nous cherchons, c'est à mettre cette histoire dans le débat public, à l'exposer clairement avec son début, son développement, et sa conclusion. » Pour le réalisateur, Yannick Kergoat, « le procès qui s'ouvre enfin est une victoire des institutions démocratiques qui permettent une presse libre et une justice indépendante. »

● Nathalie Chifflet

## Au cinéma / Mediapart fait le film de l'enquête

Du journalisme d'investigation qui court sur plus d'une décennie, suivi d'un long travail judiciaire. Si ce n'était une enquête solide qui mène au tribunal un ancien chef de l'État et des ministres, on jurerait le pacte secret d'un dictateur, être de pure fiction. Au procès, il sera question d'association de malfaiteurs, comme dans un scénario de thriller.

Une « fable », s'est d'ailleurs toujours insurgé Nicolas Sarkozy, qui n'a cessé d'opposer haut et fort, par ses démentis médiatiques, son propre narratif, face à *Mediapart* qui a révélé l'affaire, puis face à la justice. Pour le journaliste de *Mediapart* Michaël Hajdenberg, il y a « guerre des récits ». « Cette affaire a aussi existé dans le débat public grâce à la force performative des dénégations de Sarkozy », analyse son confrère Fabrice Arfi.

Tout a commencé en 2011 avec les révélations de Fabrice Arfi et Karl Laske, de *Mediapart*, qui ont mis la main sur un disque dur appartenant à

re franco-libanais versatile et controversé. « Takieddine est besogneux, obsessionnel et imprudent. Il conserve tout, ce qui en fait une source précieuse », explique Fabrice Arfi. Karl Laske évoque « un véritable coffre-fort virtuel ».

### Un documentaire qui sort cette semaine

Leur documentaire *Personne n'y comprend rien*, qui sort cette semaine, décrypte l'affaire autant qu'il montre leur travail patient sur un scandale financier complexe, souterrain évidemment, dont la piste mène à 17 pays. *Personne n'y comprend rien* fait songer à ces films d'enquête hollywoodiens, comme *Spotlight* de Tom McCarthy, Oscar du meilleur film et du meilleur scénario en 2016, qui traitent le journalisme d'investigation avec respect et lui donne le poids qu'il mérite. Le film qui éclaire l'affaire le met en lumière, tout comme il expose, face au travail de la presse, les contre-feux médiatiques de la défense de Sarkozy destinés à brouiller les faits. La justice a depuis confirmé et amplifié plusieurs des révéla-

tions de *Mediapart*. « Tout ce que nous avons découvert dès 2011 constitue aujourd'hui une partie essentielle de l'ordonnance de renvoi », souligne Karl Laske.

L'affaire est un véritable « laboratoire de la post-vérité », selon Arfi. Nicolas Sarkozy change plusieurs fois de stratégie de défense et compare la police française à la Stasi, tout en accusant les journalistes de fabriquer des preuves. « Nous avons été poursuivis à plusieurs reprises dans ce dossier, notamment pour faux et usage de faux, par l'ancien président et l'ancien ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeu. Nous avons toujours gagné », insiste Fabrice Arfi. « Nous avons été attaqués au début de nos révélations par Ziad Takieddine, mais ce dernier a retiré sa plainte la veille du procès. Puis ce fut au tour de Claude Guéant de nous poursuivre, et nous avons gagné. Enfin, nous avons été poursuivis par Hervé Gattegno, ancien directeur de la rédaction du *JDD* et de *Paris Match*, qui a été en quelque sorte l'avocat médiatique de Nicolas Sarkozy. Là



Nicolas Sarkozy avec le colonel Kadhafi. Photo Belladone Films

encore, nous avons gagné. »

« Nous sommes habitués : cette forme de pression fait partie de notre quotidien », observe Fabrice Arfi. Les journalistes de *Mediapart* ont aussi été confrontés à de nombreuses tentatives de discrédit. « Certains documents étaient des faux destinés à nous piéger. Nous les avons écartés après de minutieuses vérifications », rapporte Karl Laske. Chaque document a été passé au crible afin de vérifier qu'il n'y avait aucune manipulation. Avec *Per-*

*sonne n'y comprend rien*, « nous ne demandons pas à ce que l'on dise que *Mediapart* a toujours raison », affirme Fabrice Arfi. « Ce que nous cherchons, c'est à mettre cette histoire dans le débat public, à l'exposer clairement avec son début, son développement, et sa conclusion. » Pour le réalisateur, Yannick Kergoat, « le procès qui s'ouvre enfin est une victoire des institutions démocratiques qui permettent une presse libre et une justice indépendante. »

● Nathalie Chifflet



# « Nicolas Sarkozy et sa puissance médiatique essaient d'imposer une narration parallèle »

Fruit des quatorze ans d'enquête des journalistes **Fabrice Arfi**, **Karl Laske** et **Michaël Hadjenberg**, le documentaire *Personne n'y comprend rien*, réalisé par **Yannick Kergoat**, revient sur l'affaire des soupçons de financement libyen de la campagne présidentielle de 2007 de l'ancien chef de l'État.

« **ndignité** », « mensonges » venus « d'une officine au service de la gauche », « une fable »... Dans l'affaire du possible financement libyen de la campagne présidentielle du candidat Nicolas Sarkozy en 2007, l'ex-locataire de l'Élysée s'est beaucoup épanché sur les plateaux télévisés. Pour se défendre, il a péroré avec comme argument ultime « *personne n'y comprend rien* ». C'est cette phrase qu'a reprise ironiquement à son compte le documentariste Yannick Kergoat dans son film enquête, s'appuyant sur le travail des journalistes de Mediapart Fabrice Arfi, Karl Laske et Michaël Hadjenberg, pour démêler les fils de cette histoire.

**Que signifie ce titre ironique, *Personne n'y comprend rien* ?**

**Karl Laske** Nous avons vraiment la volonté d'aller sur le terrain de Nicolas Sarkozy dans cette affaire qui, paradoxalement, a beaucoup vécu par ses démentis. Dans les médias, on leur a souvent donné plus d'importance qu'aux faits eux-mêmes. Pas à Mediapart, où nous avons écrit 150 articles sur cette histoire, un livre, une BD, un podcast et sans doute bientôt en ferons-nous des mugs et des chaussettes. Cette histoire a surtout vécu par la manière, la puissance, la force de conviction de Nicolas Sarkozy – un animal médiatique spectaculaire – pour délégitimer un journal, une enquête et même la justice. Il a pour principe de faire le procès de la justice quand elle s'intéresse à lui. On utilise cette phrase de Nicolas Sarkozy pour dire : chiche, allons sur le terrain du spectaculaire pour montrer qu'une fois que la poussière de la communication est retombée il y a des faits bruts, contraignants et forts qu'on peut mettre en scène de manière sincère et honnête. Qui plus est au moment de l'ouverture du procès historique de l'affaire Sarkozy-Kadhafi où le bruit médiatique va générer une énorme curiosité citoyenne.

Nous essayons de réfléchir sur ce que nous raconte cette affaire, mais aussi sur ce qu'elle a de plus grand qu'elle-même. D'où les grands témoins comme Danièle Klein, d'une famille victime de l'attentat du DC-10 (le 19 septembre 1989, l'avion DC-10 de la compagnie UTA décolle de Brazzaville, au Congo, ses débris sont localisés le lendemain dans le désert du Ténéré, au Niger, aucun survivant parmi les 170 personnes à bord, dont 54 Français – NDLR). Elle rappelle que la corruption n'est pas sans lien avec la vie des gens. Patrick Haimzadeh (ancien diplomate en Libye – NDLR) permet de comprendre ce qu'étaient la dictature militaire moyenâgeuse de Kadhafi et les compromissions géopolitiques. François Molins (ancien procureur général près la Cour de cassation – NDLR) montre comment ceux qui nous ont

représentés font le procès de la justice et sont eux-mêmes les agents du tribunal médiatique qu'ils dénoncent quand la délinquance en col blanc se rapproche d'eux. Enfin, Julia Cagé pointe la tragédie médiatique qui peut exister dans notre pays autour de ce type d'affaires.

**Pourquoi avez-vous choisi de faire coïncider la date de sortie du film avec celle de l'ouverture du procès ?**

**Fabrice Arfi** Qui sait, dans le grand public, que des rencontres secrètes des plus hauts responsables de l'État ont eu lieu avec un terroriste recherché par la France et qu'il y a eu des négociations occultes, des versements d'argent documentés par des virements bancaires dans les poches d'un proche de Sarkozy et des contreparties consistant à tenter de faire sauter son mandat d'arrêt ? Cette information a-t-elle fait une seule fois l'ouverture du 20 heures ou d'une matinale ? Jamais. Pourtant, c'est absolument sidérant. Ce n'est pas nous qui le disons, mais les juges d'instruction, au terme de dix ans d'enquête dans une ordonnance de renvoi de 565 pages. Le tribunal dira si cela doit déboucher sur des condamnations. Mais cette

fenêtre de tir de l'ouverture du procès était un moment idoine pour expliquer au plus grand nombre ce qu'il y a dans cette affaire.

**Karl Laske** Dans ce dossier, les mis en cause, Nicolas Sarkozy et différents ministres, n'ont cessé d'attaquer les juges et la justice, et de crier au complot judiciaire. Le fait qu'on accompagne le procès en amont par ce film peut permettre aussi d'aider à ouvrir les yeux sur cette immense manipulation politique. À chaque fois que Sarkozy a voulu faire des contre-offensives, il est parvenu à entraîner les télévisions et son parti, comme un rouleau compresseur. Ses soutiens sont intervenus à l'Assemblée nationale, ils ont fait des conférences de presse. Il s'agit aussi d'expliquer les enjeux de communication qui se sont joués tout au long de ces dix années d'enquête pénale.

**Michaël Hadjenberg** On a l'habitude des incompréhensions dans les affaires de corruption mais, là, on ne pouvait pas les laisser passer. Nous n'avons jamais eu une telle affaire entre les mains, avec un président de la République, un dictateur, de la corruption, trois anciens ministres, une guerre derrière laquelle la France entraîne



Interview de Nicolas Sarkozy par Gilles Bouleau, sur le plateau du 20 heures de TF1, concernant l'affaire libyenne. ABACA

le monde entier. C'est une histoire hors normes. Certes ce procès est déjà énorme. Mais il était difficile d'accepter que les citoyens passent à côté de l'affaire. Il fallait qu'on tente quelque chose. C'était maintenant ou jamais.

**Pourquoi vous est-il apparu impératif de préciser que tous les personnages du film sont présumés innocents ?**

**Fabrice Arfi** Pour une raison morale et une raison légale. La raison morale, c'est que nous ne sommes ni juges ni magistrats. Nous ne sommes pas non plus policiers. Nous avons donc une fonction sociale qui est de mettre sur la table des faits d'intérêt général vérifiés. Ils rencontrent parfois le destin judiciaire. La raison légale est que nous sommes tenus de bien faire comprendre au public un pilier fondamental du droit français. On est présumé innocent tant qu'on n'a pas été condamné définitivement et nous ne devons donc pas présenter quelqu'un comme pénalement coupable. C'est aussi une façon de dire que la présomption d'innocence est un pilier circonscrit, pas un bandeau que certains essayent de mettre sur les yeux du grand public pour empêcher de raconter une histoire, des faits ou une enquête. Depuis des années, la présomption d'innocence est une sorte de totem d'immunité, comme le stylo qui efface dans *Men in Black*. C'est très dangereux. Une fois qu'on l'a dit au début et à la fin, comme deux bornes du film, nous avons une histoire à raconter.

**Dans quelle mesure le financement participatif participe-t-il au souci d'indépendance de la production ?**

**Yannick Kergoat** Il est au cœur de la problématique. Le financement participatif répond à deux exigences. Totalement indépendants du financement institutionnel, nous n'avons pas à attendre une réponse pendant six mois. Nous étions dans une certaine urgence pour la date de sortie.

« Nous n'avons jamais eu une telle affaire entre les mains, avec un président de la République, un dictateur, de la corruption, trois anciens ministres... »

MICHAËL HADJENBERG,  
JOURNALISTE DE MEDIAPART

passée, nous étions absolument libres de faire ce que nous voulions. Le cinéma permet cette liberté éditoriale.

**Michaël Hadjenberg** Il ne faut pas être naïf par rapport au monde dans lequel on vit. Le service public est très frileux dès qu'il s'agit d'affaires politiques. Les plateformes ont peur tant qu'une affaire judiciaire n'a pas été jugée définitivement. Imaginez-vous ce film sur Sarkozy sur Canal+ ? On sait à l'avance que personne ne va suivre. Nous n'avons pas les moyens sur ce film. Pour la première fois, nous avons fait appel aux dons et avons misé sur les gens qui ont les mêmes valeurs que nous et pensent que ce film doit exister. Nous nous étions donné un mois pour atteindre le premier objectif, 125 000 ou 150 000 euros. En deux jours, c'était fait.

**Comment avez-vous articulé les différents éléments de l'enquête pour en faire un film lisible pour tout un chacun ?**

**Yannick Kergoat** C'est le gros enjeu. En une heure trente, on ne dit en réalité pas grand-chose. Un film a des exigences narratives. Il faut que les choses s'enchaînent dans une certaine logique. Très rapidement, l'idée de faire le récit de l'enquête s'est imposée, impliquant des

allers-retours. On ne découvre pas les faits dans l'ordre chronologique. L'essentiel du travail pour retisser l'affaire se fait au montage avec des images d'archives qui, pour chaque chapitre, permettent d'illustrer. Deux très longs entretiens filmés, avec Karl d'un côté, Fabrice de l'autre, racontent l'histoire en alternant leur parole.

**Fabrice Arfi** L'un des messages imposés par Nicolas Sarkozy dans cette affaire, c'est qu'il n'y a rien, pas de preuve, pas un document, pas de trace, que les enquêteurs ont fait le tour du monde sans rien trouver. Or je fais ce métier depuis vingt-cinq ans, dont seize à Mediapart, et je n'ai jamais vu un dossier avec autant d'éléments matériels sensibles. Cette masse documentaire de preuves matérielles est sidérante. Au-delà du récit de Sarkozy, des grands témoins et de nous, il y a l'enjeu de faire vivre les documents comme des personnages et des véhicules de l'histoire. Pour asseoir la qualité et la rigueur de ce qu'on a essayé de faire avec Karl pendant quatorze ans, il faut montrer que cela ne sort pas de nulle part. Quand on parle de réunions secrètes, il y a des comptes rendus, des notes préparatoires. C'est vraiment l'antidote à la communication outrancière de Nicolas Sarkozy.

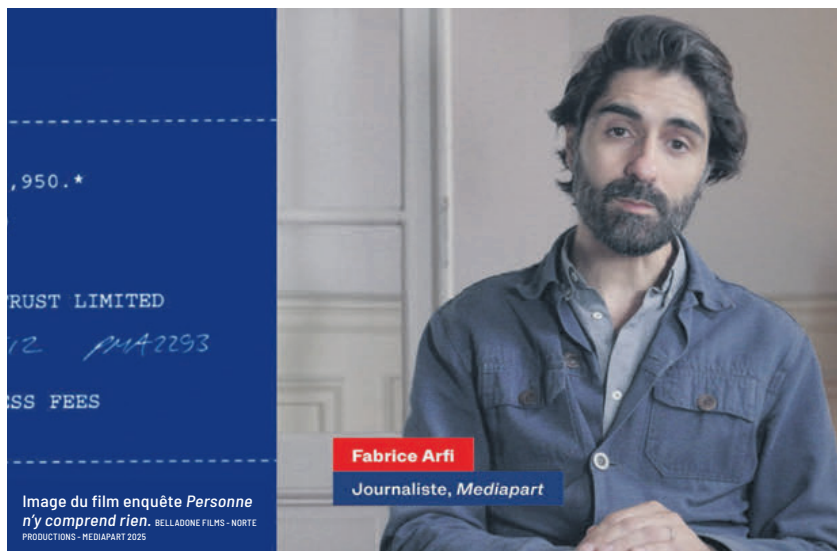
**Le film montre aussi les liens entre Nicolas Sarkozy et une partie du monde médiatique. Dans quelle mesure s'inscrit-il dans une volonté de raconter un contre-récit ?**

**Fabrice Arfi** Le contre-récit est celui de Nicolas Sarkozy qui a une puissance politique et médiatique très forte.

L'une des difficultés symboliques de cette affaire est que Nicolas Sarkozy essaie d'imposer une narration parallèle à la réalité factuelle, dont on verrait elle rencontre une condamnation pénale. Encore une fois, ce n'est pas à nous de le dire. Mais nous voudrions que chacun et chacune comprenne que le contre-récit, ce n'est pas nous qui le faisons.

« Je fais ce métier depuis vingt-cinq ans, dont seize à Mediapart, et je n'ai jamais vu un dossier avec autant d'éléments matériels sensibles. »

FABRICE ARFI,  
JOURNALISTE DE MEDIAPART



**Que révèle ce film des liens entre les médias et le pouvoir ?**

**Fabrice Arfi** La presse française s'est construite après guerre dans l'idée de l'indépendance. C'est le programme du Conseil national de la Résistance. Ces promesses d'indépendance ont disparu. Julia Cagé est là pour l'incarner dans le film. Il y a des batailles de chiffres mais 80, 85 ou 90 % des médias privés appartiennent aujourd'hui en France à des gens dont le cœur d'activité n'est pas une information libre et indépendante, à des milliardaires qui vendent des armes, de la téléphonie, font de la banque ou autre chose.

**Michaël Hadjenberg** Nicolas Sarkozy est un bon révélateur de ces liens. C'est le paroxysme avec Lagardère, un frère pour lui, Bolloré, qui lui prête son yacht au lendemain de son élection présidentielle, Bernard Arnault, ou ses liens passés avec Bouygues. Tous les grands patrons qui, aujourd'hui, détiennent l'immense majorité des médias en France sont ses amis. Des patrons de rédaction ou de chaîne imposent à des moments des contenus à des journalistes qui n'ont pas les moyens de résister.

**Cela fait-il aussi du film une leçon d'exercice journalistique ?**

**Michaël Hadjenberg** Les gens peuvent avoir l'impression que le journalisme, c'est venir sur des plateaux de télévision commenter cinq ou six sujets d'actualité en une heure, sans les connaître vraiment profondément. Mais des journalistes en France font leur métier avec cœur. Nous avons un rôle social. Cette enquête journalistique a abouti à une enquête judiciaire, qui se conclut aujourd'hui par un procès historique, qui va être suivi dans le monde entier. Sans Fabrice Arfi et sans Karl Laske, aurait-on su un jour la moindre chose de cette relation et de ces tractations franco-libyennes cachées ? C'est immodeste de le dire, mais nous sommes contents que les journalistes servent à quelque chose dans cette société. Et nous sommes contents de le rappeler au public, qui a effectivement tendance à l'oublier. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR MICHAËL MELINARD

Personne n'y comprend rien, de Yannick Kergoat, France, 1h44. Au cinéma le 8 janvier.

# « Nicolas Sarkozy et sa puissance médiatique essaient d'imposer une narration parallèle »

Fruit des quatorze ans d'enquête des journalistes **Fabrice Arfi**, **Karl Laske** et **Michaël Hadjenberg**, le documentaire *Personne n'y comprend rien*, réalisé par **Yannick Kergoat**, revient sur l'affaire des soupçons de financement libyen de la campagne présidentielle de 2007 de l'ancien chef de l'État.

« **I**ndignité », « mensonges » venus « d'une officine au service de la gauche », « une fable »... Dans l'affaire du possible financement libyen de la campagne présidentielle du candidat Nicolas Sarkozy en 2007, l'ex-locataire de l'Élysée s'est beaucoup épanché sur les plateaux télévisés. Pour se défendre, il a péroré avec comme argument ultime « *personne n'y comprend rien* ». C'est cette phrase qu'a reprise ironiquement à son compte le documentariste Yannick Kergoat dans son film enquête, s'appuyant sur le travail des journalistes de Mediapart Fabrice Arfi, Karl Laske et Michaël Hadjenberg, pour démêler les fils de cette histoire.

ENTRE

## Que signifie ce titre ironique, *Personne n'y comprend rien* ?

**Karl Laske** Nous avons vraiment la volonté d'aller sur le terrain de Nicolas Sarkozy dans cette affaire qui, paradoxalement, a beaucoup vécu par ses démentis. Dans les médias, on leur a souvent donné plus d'importance qu'aux faits eux-mêmes. Pas à Mediapart, où nous avons écrit 150 articles sur cette histoire, un livre, une BD, un podcast et sans doute bientôt en ferons-nous des mugs et des chaussettes. Cette histoire a surtout vécu par la manière, la puissance, la force de conviction de Nicolas Sarkozy – un animal médiatique spectaculaire – pour délégitimer un journal, une enquête et même la justice. Il a pour principe de faire le procès de la justice quand elle s'intéresse à lui. On utilise cette phrase de Nicolas Sarkozy pour dire : chiche, allons sur le terrain du spectaculaire pour montrer qu'une fois que la poussière de la communication est retombée il y a des faits bruts, contraignants et forts qu'on peut mettre en scène de manière sincère et honnête. Qui plus est au moment de l'ouverture du procès historique de l'affaire Sarkozy-Kadhafi où le bruit médiatique va générer une énorme curiosité citoyenne.

Nous essayons de réfléchir sur ce que nous raconte cette affaire, mais aussi sur ce qu'elle a de plus grand qu'elle-même. D'où les grands témoins comme Danièle Klein, d'une famille victime de l'attentat du DC-10 (le 19 septembre 1989, l'avion DC-10 de la compagnie UTA décolle de Brazzaville, au Congo, ses débris sont localisés le lendemain dans le désert du Ténéré, au Niger, aucun survivant parmi les 170 personnes à bord, dont 54 Français – NDLR). Elle rappelle que la corruption n'est pas sans lien avec la vie des gens. Patrick Haimzadeh (ancien diplomate en Libye – NDLR) permet de comprendre ce qu'étaient la dictature militaire moyenâgeuse de Kadhafi et les compromissions géopolitiques. François Molins (ancien procureur général près la Cour de cassation – NDLR) montre comment ceux qui nous ont représentés font le procès de la justice et sont eux-mêmes les agents du tribunal médiatique qu'ils dénoncent quand la délinquance en col blanc se rapproche d'eux. Enfin, Julia Cagé pointe la tragédie médiatique qui peut exister dans notre pays autour de ce type d'affaires.

### **Pourquoi avez-vous choisi de faire coïncider la date de sortie du film avec celle de l'ouverture du procès ?**

**Fabrice Arfi** Qui sait, dans le grand public, que des rencontres secrètes des plus hauts responsables de l'État ont eu lieu avec un terroriste recherché par la France et qu'il y a eu des négociations occultes, des versements d'argent documentés par des virements bancaires dans les poches d'un proche de Sarkozy et des contreparties consistant à tenter de faire sauter son mandat d'arrêt ? Cette information a-t-elle fait une seule fois l'ouverture du 20 heures ou d'une matinale ? Jamais. Pourtant, c'est absolument sidérant. Ce n'est pas nous qui le disons, mais les juges d'instruction, au terme de dix ans d'enquête dans une ordonnance de renvoi de 565 pages. Le tribunal dira si cela doit déboucher sur des condamnations. Mais cette





fenêtre de tir de l'ouverture du procès était un moment idoine pour expliquer au plus grand nombre ce qu'il y a dans cette affaire.

**Karl Laske** Dans ce dossier, les mis en cause, Nicolas Sarkozy et différents ministres, n'ont cessé d'attaquer les juges et la justice, et de crier au complot judiciaire. Le fait qu'on accompagne le procès en amont par ce film peut permettre aussi d'aider à ouvrir les yeux sur cette immense manipulation politique. À chaque fois que Sarkozy a voulu faire des contre-offensives, il est parvenu à entraîner les télés et son parti, comme un rouleau compresseur. Ses soutiens sont intervenus à l'Assemblée nationale, ils ont fait des conférences de presse. Il s'agit aussi d'expliquer les enjeux de communication qui se sont joués tout au long de ces dix années d'enquête pénale.

**Michaël Hadjenberg** On a l'habitude des incompréhensions dans les affaires de corruption mais, là, on ne pouvait pas les laisser passer. Nous n'avons jamais eu une telle affaire entre les mains, avec un président de la République, un dictateur, de la corruption, trois anciens ministres, une guerre derrière laquelle la France entraîne le monde entier. C'est une histoire hors normes. Certes ce procès est déjà énorme. Mais il était difficile d'accepter que les citoyens passent à côté de l'affaire. Il fallait qu'on tente quelque chose. C'était maintenant ou jamais.

**Pourquoi vous est-il apparu impératif de préciser que tous les personnages du film sont présumés innocents ?**

**Fabrice Arfi** Pour une raison morale et une raison légale. La raison morale, c'est que nous ne sommes ni juges ni magistrats. Nous ne sommes pas non plus policiers. Nous avons donc une fonction sociale qui est de mettre sur la table des faits d'intérêt général vérifiés. Ils rencontrent parfois le destin judiciaire. La raison légale est que nous sommes tenus de bien faire comprendre au public un pilier fondamental du droit français. On est présumé in-

nocent tant qu'on n'a pas été condamné définitivement et nous ne devons donc pas présenter quelqu'un comme pénalement coupable. C'est aussi une façon de dire que la présomption d'innocence est un pilier circonscrit, pas un bandeau que certains essaient de mettre sur les yeux du grand public pour empêcher de raconter une histoire, des faits ou une enquête. Depuis des années, la présomption d'innocence est une sorte de totem d'immunité, comme le stylo qui efface dans *Men in Black*. C'est très dangereux. Une fois qu'on l'a dit au début et à la fin, comme deux bornes du film, nous avons une histoire à raconter.

**Dans quelle mesure le financement participatif participe-t-il au souci d'indépendance de la production ?**

**Yannick Kergoat** Il est au cœur de la problématique. Le financement participatif répond à deux exigences. Totalement indépendants du financement institu-

« Nous n'avons jamais eu une telle affaire entre les mains, avec un président de la République, un dictateur, de la corruption, trois anciens ministres... »

MICHAËL HADJENBERG,  
JOURNALISTE DE MEDIAPART

tionnel, nous n'avons pas à attendre une réponse pendant six mois. Nous étions dans une certaine urgence pour la date de sortie. Puis 10 138 personnes ont donné un total d'un peu plus de 500 000 euros – on a battu le record de *Demain* de Cyril Dion – pour ce film. Ce n'est pas rien. Nous avons cette puissance des citoyennes et des citoyens qui veulent comprendre et ont mis parfois 5 ou 10 euros, parfois beaucoup plus. Une fois la censure économique dé-

passée, nous étions absolument libres de faire ce que nous voulions. Le cinéma permet cette liberté éditoriale. **Michaël Hadjenberg** Il ne faut pas être naïf par rapport au monde dans lequel on vit. Le service public est très frileux dès qu'il s'agit d'affaires politiques. Les plateformes ont peur tant qu'une affaire judiciaire n'a pas été jugée définitivement. Imaginez-vous ce film sur Sarkozy sur Canal + ? On sait à l'avance que personne ne va suivre. Nous n'avions pas les moyens sur ce film. Pour la première fois, nous avons fait appel aux dons et avons misé sur les gens qui ont les mêmes valeurs que nous et pensent que ce film doit exister. Nous nous étions donné un mois pour atteindre le premier objectif, 125 000 ou 150 000 euros. En deux jours, c'était fait.

**Comment avez-vous articulé les différents éléments de l'enquête pour en faire un film lisible pour tout un chacun ?**

**Yannick Kergoat** C'est le gros enjeu. En une heure trente, on ne dit en réalité pas grand-chose. Un film a des exigences narratives. Il faut que les choses s'enchaînent dans une certaine logique. Très rapidement, l'idée de faire le récit de l'enquête s'est imposée, impliquant des allers-retours. On ne découvre pas les faits dans l'ordre chronologique. L'essentiel du travail pour retisser l'affaire se fait au montage avec des images d'archives qui, pour chaque chapitre, permettent d'illustrer. Deux très longs entretiens filmés, avec Karl d'un côté, Fabrice de l'autre, racontent l'histoire en alternant leur parole.

**Fabrice Arfi** L'un des messages imposés par Nicolas Sarkozy dans cette affaire, c'est qu'il n'y a rien, pas de preuve, pas un document, pas de trace, que les enquêteurs ont fait le tour du monde sans rien trouver. Or je fais ce métier depuis vingt-cinq ans, dont seize à Mediapart, et je n'ai jamais vu un dossier avec autant d'éléments matériels sensibles. Cette masse documentaire de preuves matérielles est sidérante. Au-delà du récit de Sarkozy, des grands témoins et de nous, il y a l'enjeu de faire vivre les documents comme des personnages et des véhicules de l'histoire. Pour asseoir la qualité et la rigueur de ce qu'on a essayé de faire avec Karl pendant quatorze ans, il faut montrer que cela ne sort pas de nulle part. Quand on parle de réunions secrètes, il y a des comptes rendus, des notes préparatoires. C'est vraiment l'antidote à la communication outrancière de Nicolas Sarkozy.

**Le film montre aussi les liens entre Nicolas Sarkozy et une partie du monde médiatique. Dans quelle mesure s'inscrit-il dans une volonté de raconter un contre-récit ?**

**Fabrice Arfi** Le contre-récit est celui de Nicolas Sarkozy qui a une puissance politique et médiatique très forte. L'une des difficultés symboliques de cette affaire est que Nicolas Sarkozy essaie d'imposer une narration parallèle à la réalité factuelle, dont on verra si elle rencontre une condamnation pénale. Encore une fois, ce n'est pas à nous de le dire. Mais nous voudrions que chacun et chacune comprenne que le contre-récit, ce n'est pas nous qui le faisons.

« Je fais ce métier depuis vingt-cinq ans, dont seize à Mediapart, et je n'ai jamais vu un dossier avec autant d'éléments matériels sensibles. »

FABRICE ARFI,  
JOURNALISTE DE MEDIAPART



**Que révèle ce film des liens entre les médias et le pouvoir ?**

**Fabrice Arfi** La presse française s'est construite après guerre dans l'idée de l'indépendance. C'est le programme du Conseil national de la Résistance. Ces promesses d'indépendance ont disparu. Julia Cagé est là pour l'incarner dans le film. Il y a des batailles de chiffres mais 80, 85 ou 90 % des médias privés appartiennent aujourd'hui en France à des gens dont le cœur d'activité n'est pas une information libre et indépendante, à des milliardaires qui vendent des armes, de la téléphonie, font de la banque ou autre chose.

**Michaël Hadjenberg** Nicolas Sarkozy est un bon révélateur de ces liens. C'est le paroxysme avec Lagardère, un frère pour lui, Bolloré, qui lui prête son yacht au lendemain de son élection présidentielle, Bernard Arnault, ou ses liens passés avec Bouygues. Tous les grands patrons qui, aujourd'hui, détiennent l'immense majorité des médias en France sont ses amis. Des patrons de rédaction ou de chaîne imposent à des moments des contenus à des journalistes qui n'ont pas les moyens de résister.

**Cela fait-il aussi du film une leçon d'exercice journalistique ?**

**Michaël Hadjenberg** Les gens peuvent avoir l'impression que le journalisme, c'est venir sur des plateaux de télévision commenter cinq ou six sujets d'actualité en une heure, sans les connaître vraiment profondément. Mais des journalistes en France font leur métier avec cœur. Nous avons un rôle social. Cette enquête journalistique a abouti à une enquête judiciaire, qui se conclut aujourd'hui par un procès historique, qui va être suivi dans le monde entier. Sans Fabrice Arfi et sans Karl Laske, aurait-on su un jour la moindre chose de cette relation et de ces tractations franco-libyennes cachées ? C'est immodeste de le dire, mais nous sommes contents que les journalistes servent à quelque chose dans cette société. Et nous sommes contents de le rappeler au public, qui a effectivement tendance à l'oublier. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR MICHAËL MELINARD

★ L'HUMANITÉ

Mardi 7 janvier 2025

ITW Yannick sur Instagram



**et on lui dit "on va vous expliquer."**



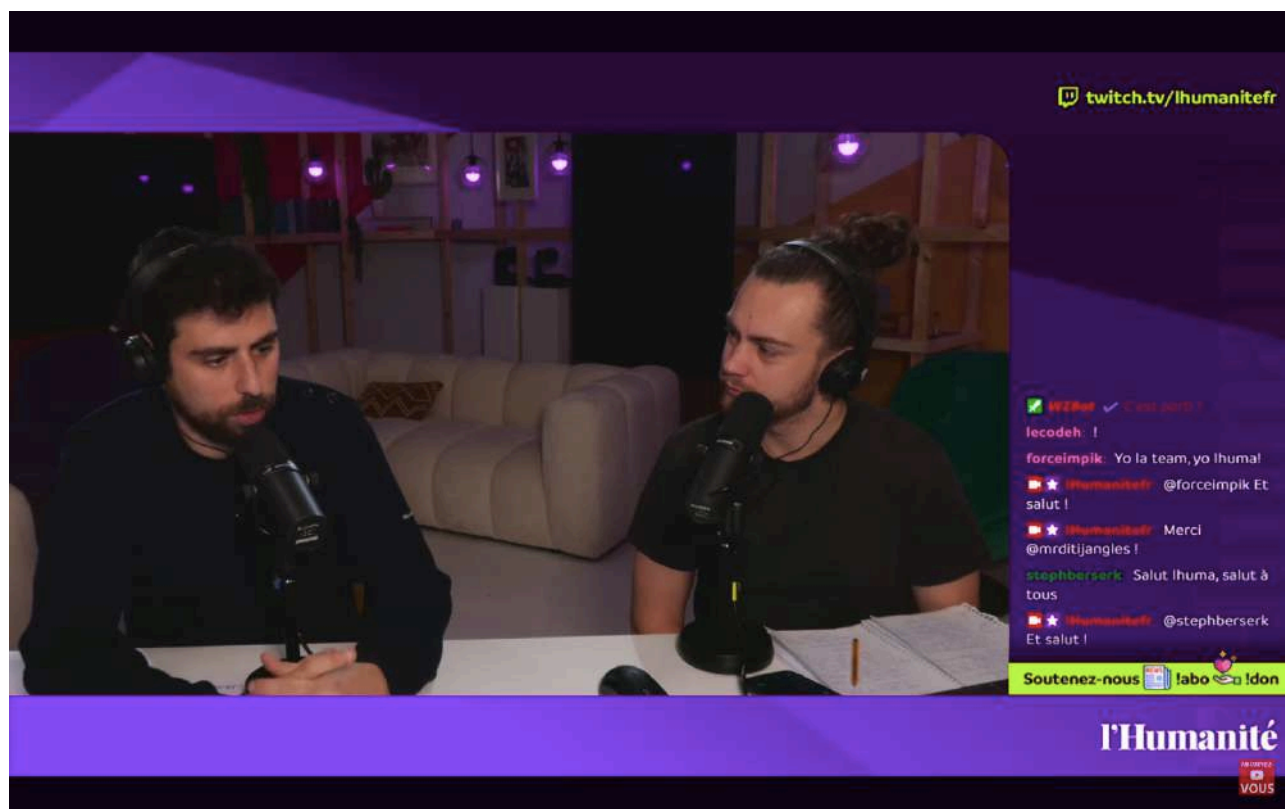
**lhumanitefr** "Personne n'y comprend rien" c'est le film à voir si vous n'avez pas tout compris sur le soupçon de financement de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007 par le dictateur libyen Mouammar Kadhafi.

Entretien avec le réalisateur Yannick Kergoat, sortie le 10 janvier !

# ★ L'HUMANITÉ

Mardi 14 janvier 2025

Emission Twitch sur l'affaire  
(évoquent le film à partir de 00:07:48)





CINÉMA/TÉLÉVISION

## Yann Philippin, journaliste à Mediapart : « Nous avons pris Nicolas Sarkozy au mot ! »

Le journaliste d'investigation de Mediapart, Yann Philippin, sera au cinéma New Vox de Langres, mercredi 5 février, à 20 h, pour un ciné-débat autour du film documentaire "Personne n'y comprend rien", de Yannick Kergoat, produit par le site d'informations et consacré à l'affaire du financement, par la Libye, de la campagne présidentielle de 2007 de Nicolas Sarkozy. Entretien.

**Jhm quotidien :** Le film revient sur l'une des premières grandes affaires révélées par Mediapart, celle du financement libyen de la campagne présidentielle 2007 de Nicolas Sarkozy. "Personne n'y comprend rien" fait directement référence aux propos de l'ex-président, qui table sur le côté nébuleux et à tiroirs des faits révélés pour tenter de prendre à témoin l'opinion publique. Comment le film de Yannick Kergoat procède-t-il pour expliquer l'ensemble des tenants, aboutissants et ressorts de cette tentaculaire affaire ?

**Yann Philippin :** Nous avons pris Nicolas Sarkozy au mot ! Nous avons tout fait pour que le film soit le plus clair et le plus pédagogique possible. L'une des trouvailles est la frise chronologique qui apparaît régulièrement et permet de se repérer dans le temps. Nous avons aussi fait le choix de ne pas raconter l'histoire de façon chronologique, mais en suivant l'enquête des journalistes, pour que les spectateurs les suivent dans leurs découvertes, plongent avec eux dans cet incroyable scénario. Cette histoire est un peu complexe, mais c'est un thriller vrai.

**Jhm quotidien :** A combien le financement de cette campagne par le régime Kadhafi est-il évalué ?

**Yann Philippin :** Les juges d'instruction n'ont pas pu l'établir avec certitude, ce qui est normal vu l'opacité des circuits financiers offshore utilisés, ainsi que le recours à l'argent liquide. Une note officielle libyenne indiquait une intention de financer la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy pour 50 millions d'euros, mais c'était un maximum. L'ancien Premier ministre libyen Choukri Ghanem a indiqué dans ses carnets que 6,5 millions d'euros ont été versés. Il a été retrouvé noyé dans le Danube, à Vienne, le lendemain de la révélation de la note libyenne par *Mediapart*. L'intermédiaire Ziad Takieddine a déclaré avoir versé cinq millions d'euros en espèces à Nicolas Sarkozy et son bras droit Claude Guéant. L'enquête a établi qu'il a décaissé au moins 1,2 million en liquide, mais aussi le fait qu'il y a eu une circulation massive de cash pendant la campagne. Enfin, deux très proches de Nicolas Sarkozy, Claude Guéant et Thierry Gaubert, ont personnellement touché 500 000 et 440 000 € d'argent libyen.



*« Il est frappant de voir à quel point Nicolas Sarkozy a lâché ses anciens collaborateurs »*

**Yann Philippin**

Journaliste d'investigation à Mediapart

**Jhm quotidien :** Parallèlement, et avec pour point de départ ces révélations de Mediapart, l'enquête judiciaire a suivi son cours jusqu'au procès qui se tient actuellement à Paris, durant plusieurs semaines. Nicolas Sarkozy et ses co-accusés y apparaissent en difficulté face au procureur, implacable et méticuleux. Comment Mediapart suit-il le déroulement de cette audience hors normes ?

**Yann Philippin :** Après avoir réalisé un dossier spécial pour l'ouverture du procès, Fabrice Arfi et Karl Laske, nos deux journalistes qui ont enquêté pendant douze ans sur cette affaire, se relaient pour suivre toutes les audiences. Leur parfaite connaissance du dossier est essentielle pour analyser le comportement des protagonistes. Par exemple, il est frappant de voir à quel point Nicolas Sarkozy a complètement lâché ses anciens collaborateurs, Claude Guéant, Brice Hortefeux et Nicolas Gaubert, pour tenter de se détacher de ce qu'ils ont fait.

**Jhm quotidien :** A l'époque des premières révélations, nombre de journaux n'ont pas caché leur scepticisme devant l'ampleur à première vue incroyable des révélations, et Mediapart a été davantage critiqué que relayé. Comment cette défiance, qui s'est avérée injustifiée, d'une partie des confrères a-t-elle été vécue par votre rédaction ?

## La force investigatrice de Mediapart

**Yann Philippin :** C'est sûr qu'on ne l'a pas très bien vécu, on s'est souvent sentis seuls, mais on a toujours persévéré. Ce qui nous choque le plus, c'est que Nicolas Sarkozy a table ouverte à la télévision pour dérouler sa défense sans aucune contradiction. Les médias, audiovisuels en particulier, ont consacré beaucoup plus de temps à la parole de Sarkozy qu'à expliquer les faits qui lui sont reprochés.

**Jhm quotidien :** Vous êtes l'un des grands investigateurs de Mediapart, ayant notamment révélé de nombreux scandales autour de la Fifa et du PSG, les "Malta Files", ou encore sur l'ampleur du système Dassault, en particulier à Corbeil-Essonnes. Comment se passe, pour vous, un processus d'enquête sur des affaires aussi sensibles, en termes de temps, de contacts avec des sources, de contrôle des faits ou encore de pressions et de possibles menaces de représailles ?

**Yann Philippin :** Ça dépend bien sûr des affaires, mais notre force, à Mediapart, c'est qu'on nous laisse beaucoup de temps pour enquêter, croiser, vérifier. Certaines de mes enquêtes ont duré près d'un an. Dans les dossiers sensibles, c'est fondamental, parce qu'on doit être 100 % béton pour publier. Nous avons extrêmement peu de menaces. Les principales pressions, ce sont les tentatives de piratage (j'en ai subi plusieurs), et bien sûr les nombreux procès. Mais depuis sa création en 2008, Mediapart n'en a perdu que cinq sur plus de 300, c'est une grande fierté pour nous.

**Propos recueillis par Nicolas Corté**

# Yannick Kergoat : « Il y a une forme de censure de ce film par les réseaux de distribution »

**INTERVIEW.** Ce mercredi sort en salle «Personne n'y comprend rien», le dernier documentaire de Yannick Kergoat, réalisé en collaboration avec Mediapart, sur le supposé financement de la campagne de Nicolas Sarkozy de 2007 par le colonel Kadhafi. Entretien avec ce réalisateur engagé.

## Comment est né ce projet ?

C'est une demande de la rédaction du pôle Enquête de Mediapart. Ils avaient le souhait de faire un film autour de l'enquête la plus emblématique du journal : l'affaire du financement libyen de la campagne de Nicolas Sarkozy. Je travaillais à l'époque sur une série documentaire coécrite avec Edwy Plenel et nous étions donc très régulièrement en contact. J'avais également déjà rencontré Fabrice Arfi au cours de projections débats sur mon précédent film sur l'évasion fiscale. Ils m'ont proposé de réfléchir avec eux, ce que j'ai accepté.

## Vous avez l'habitude de travailler seul. Comment avez-vous vécu le travail avec la machine Mediapart ?

J'ai trouvé cela extrêmement agréable à plus d'un titre ! Premièrement, car je n'étais pas tout seul puisque j'ai coécrit le film avec Karl Laske, Fabrice Arfi et Michaël Hajdenberg. Ils sont à l'origine de la matière narrative et de l'enquête. J'ai été directement alimenté par eux sur le récit. Cela a représenté une grande étape. Ensuite, le film a été quasiment exclusivement financé par crowdfunding. Nous l'avons monté avec les équipes de Mediapart, les services web et marketing notamment. Ce sont des personnes superbes, très efficaces et engagées. Troisièmement, ils m'ont ensuite laissé les clés du film et donc totalement libre. On m'a fait confiance tout en étant là si j'en avais besoin.

## Pourquoi avoir choisi le financement participatif ?

Nous avions déjà en partie financé «La très grande évasion» de cette manière. Cela nous a donné une première expérience. Lorsqu'on fait un film de cinéma, il n'y a pour moi qu'une censure : l'économie. Trouver l'argent pour faire un film est habituellement compliqué. Mais alors sur un sujet comme celui-ci, cela l'est encore plus. Nous avons évidemment tout de suite anticipé les refus de Canal+ et d'un certain nombre de chaînes que nous aurions pu solliciter, mais trop frileuses. Le seul outil que nous avions était de faire un film le moins cher possible tout en ayant recours au financement participatif. La réponse a d'ailleurs été de taille : 10 138 donateurs nous ont permis de dépasser le record du cinéma français en termes de ce type de financement. Une fois cette censure économique levée, nous devenons totalement libres.

## Avez-vous subi d'autres pressions ?

Très honnêtement, je n'ai pas eu de pression. Aucun coup de fil, aucune menace.



© Yannick Kergoat

Nous avons peut-être travaillé dans une forme de paranoïa. L'affaire est très grave et implique des personnalités très puissantes. Cependant, les pressions ont été largement exercées au cours de l'enquête.

## Le procès de l'affaire des soupçons de financement libyen de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007 s'est ouvert ce lundi 6 janvier. Avez-vous mis en place un dispositif particulier ?

Nous avions depuis le début l'objectif de sortir le film au commencement du procès. La raison est simple : nous pensons qu'il y aura de la part des gens un intérêt pour l'affaire. Il faut donc essayer de leur expliquer. Le titre «Personne n'y comprend rien» est une forme d'invitation à essayer d'y comprendre quelque chose justement. Mes amis ne savaient même pas que le procès n'avait pas encore eu lieu. Nous sommes noyés dans des informations très parcellaires, et ce, depuis 13 ans. Ce procès était le moment d'en parler et cela nous a contraints à travailler très vite.

## Contrairement à d'autres de vos films, le ton n'est pas du tout cynique. Était-ce dans votre cahier des charges ?

Bizarrement, non ! En effet, l'humour et l'ironie sont plutôt ma marque de fabrique. Je les considère comme une arme permettant d'amener une certaine connivence à un propos. Pour ce film, très rapidement au montage, je me suis aperçu que cela ne marcherait pas. L'affaire n'est pas drôle du tout. Il fallait que le film traduise la rigueur journalistique. Au cours des rares projections faites devant un public, j'ai pourtant entendu les gens rire. Tout au long du film, il y a les différents motifs des déclarations de

Nicolas Sarkozy au cours de ces années. Le personnage fait rire de lui-même.

## En quoi cette affaire est-elle symptomatique des dérives étatiques actuelles ?

Elle révèle en effet l'état de notre démocratie, de notre élite dirigeante et du niveau de corruption qu'il peut y régner. Cette affaire est la pointe émergée de l'iceberg des choses que nous sentons intuitivement. J'ai tout de suite proposé à Mediapart que l'on ne se tienne pas uniquement au récit de l'enquête. Pour aller très vite, réfléchir à ce que j'appelle le coût démocratique. Ce que cela raconte de notre société, de notre système de justice, des médias. À partir du moment où l'affaire est devenue judiciaire, les journalistes de Mediapart se sont énormément interrogés sur le peu de reprise que suscitaient leurs articles.

## Dans quels réseaux le film sort-il ?

Le film sort le 8 janvier 2025, dans toute la France. Et ce dans toutes les salles qui font le choix de le montrer. Mais les gros réseaux vont en être particulièrement absents, notamment UGC et MK2. Nous serons donc présents dans les cinémas indépendants dont le tissu est fort heureusement dense en France. Mais il y a une forme de censure, appelons un chat, un chat !

## Une diffusion prochaine par des chaînes de télévision est-elle envisagée ?

Non, pour les mêmes raisons que celles des réseaux de cinéma. Ce qui est intéressant, lorsqu'on fait ce type de film, est qu'il sera accompagné par des débats. La rédaction de Mediapart s'est énormément mobilisée et beaucoup de journalistes iront partout en France au contact du public. L'intérêt de faire un film au cinéma est qu'il permet d'aller à la rencontre des gens, pour ensuite discuter et répondre à leurs questions.

## Avez-vous d'autres projets ?

Je réalise en partie une série documentaire «Le siècle de Costa-Gavras», que j'ai coécrite avec Edwy Plenel. Nous utilisons un ou deux de ses films par épisode, pour traiter d'un moment historique, de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle jusqu'à aujourd'hui. Une série politico-cinématographique. Nous avons dix épisodes de prévus, trois sont déjà réalisés et deux ont été montrés au Festival de Cannes. Nous sommes toujours en attente d'avoir une ou deux chaînes de télévision en coproduction et/ou une chaîne à l'international pour pouvoir totalement lancer la machine. Mais nous continuons à avancer.

Propos recueillis par Julien Bouisset



Libération Lundi 6 Janvier 2025



Claude Guéant, Muammar al-Kadhafi et Nicolas Sarkozy à Tripoli, le 25 juillet 2007. PHOTO PASCAL ROSSIGNOL, REUTERS

## «Mediapart» rembobine au ciné la saga Sarkozy-Kadhafi

**A l'origine des révélations sur le supposé financement de la campagne de 2007 par la dictature libyenne, le site d'investigation sort un film retraçant l'affaire, tout en s'interrogeant sur son propre isolement médiatique.**

C'est un moment particulier pour Mediapart : le procès du financement libyen qui s'ouvre ce lundi vient mettre sur la table près de quatorze ans de révélations du site d'investigation sur cette affaire d'Etat présumée. Il fallait donc bien un film d'une heure quarante, *Personne n'y comprend rien*, pour revisiter les dédales de ce touffu dossier. «On a voulu aller sur le terrain de Sarkozy, celui du spectacle», explique à Libération Fabrice Arfi, coresponsable des enquêtes à Mediapart. Quand il déclare au Figaro «Personne n'y comprend rien» à propos de cette affaire, on lui répond «chiche». Le résultat, en salles mercredi, est limpide, accablant déroulé des faits avec une pointe de grotesque – la défense cartoonnesque de Sarkozy, les images absurdes de Kadhafi, chapka sur la tête, visitant Versailles.

**Période mouvementée.** L'affaire arrive du côté de Mediapart début 2011 par un mail sibyllin : «J'ai peut-être quelque chose pour vous, à propos de quelqu'un sur lequel vous écrivez.» Ce quelqu'un, c'est Ziad Takieddine. L'homme d'affaires libanais se trouvait déjà au cœur des premières révélations du site en 2008, six mois après sa création, sur l'affaire Karachi. «Avec Karl Laske, on se rend alors dans un pays étranger pour récupérer ce qui s'avère être le disque dur de Takieddine, des dizaines de milliers de

documents», se souvient Fabrice Arfi. Une mine d'informations pour mettre au jour ce personnage occulte, à l'époque l'intermédiaire préféré de la droite française dans la vente d'armes au Moyen-Orient.

À l'été 2011, les premiers articles du duo Arfi-Laske révèlent les liens troubles entre Takieddine et le premier cercle de Sarkozy. Notamment pour obtenir l'abandon des poursuites judiciaires contre Abdallah Senoussi, patron des services spéciaux libyens, visé par un mandat d'arrêt international pour son rôle dans l'explosion d'un avion de ligne de la compagnie UTA, en 1989, qui avait fait 170 morts. Il n'est pas encore question de financement de campagne et ces «documents Takieddine» ne rencontrent pas tellement d'écho. La période est mouvementée : la Libye est en pleine guerre civile, et le juge Van Ruymbeke vient d'accélérer son instruction du volet financier de l'affaire Karachi. «Et en plus, il y a nos révélations, sur autre chose», se souvient Fabrice Arfi. Il y a du brouillage médiatique, et c'est normal. Moins normale, aux yeux du journaliste, fut la solitude de Mediapart dans ce dossier les années qui suivirent. Les soupçons de financement de la campagne 2007 sont dévoilés par

le site début 2012, alors que Sarkozy se présente à sa réélection. A cinq jours du second tour, Arfi et Laske en publient une preuve, un document de 2006 dans lequel le régime libyen annonce débloquer la somme de 50 millions d'euros. Sarkozy poursuivra le média pour «faux et usage de faux» – il perdra tous ses recours. Médiatiquement, «cette affaire vivra plus par les démentis de Sarkozy que par les faits mêmes», regrette aujourd'hui Fabrice Arfi, citant des interviews au long cours sur TF1 ou BFM TV, sans que le fond de l'affaire n'ait jamais été détaillé aux téléspectateurs.

**Crowdfunding record.** La contre-offensive médiatique, au cœur de la dernière partie de *Personne n'y comprend rien*, sera surtout organisée dans le *Journal du dimanche* ou *Paris Match*, propriétés du groupe Lagardère dont l'ancien président est administrateur. Voir sur BFMTV via l'entremise de Mimi Marchand, pour le désormais fameux épisode de la fausse rétractation de Takieddine. À côté, seules les émissions d'investigation de France Télévisions ou Radio France feront avancer le dossier, selon Arfi. Aucune couverture de magazine, peu de reprises par les quotidiens nationaux ou le *Canard enchaîné*. «J'ai toujours du mal à le comprendre, notamment en comparaison à d'autres affaires de moindre importance, comme l'affaire de Rugby», s'étonne le journaliste. Un scandale trop étiqueté Mediapart ? Trop d'affaires Sarkozy ? Un dossier trop compliqué ? Un peu de tout ça en même temps ? À l'occasion du procès, Mediapart veut en tout cas faire œuvre de pédagogie, avec ce documentaire financé par un crowdfunding record, à hauteur de 500 000 euros. Pour que tout le monde y comprenne enfin quelque chose ?

ADRIEN FRANQUE

**Médiatiquement, «cette affaire vivra plus par les démentis de Sarkozy que par les faits mêmes.»**

**Fabrice Arfi**  
coresponsable des enquêtes à «Mediapart»



# ★ LIBÉRATION

Lundi 6 janvier 2025

## A l'origine des révélations sur le supposé financement de la campagne de 2007 par la dictature libyenne, le site d'investigation sort un film retraçant l'affaire, tout en s'interrogeant sur son propre isolement médiatique.

C'est un moment particulier pour Mediapart : le procès du financement libyen qui s'ouvre ce lundi vient mettre sur la table près de quatorze ans de révélations du site d'investigation sur cette affaire d'Etat présumée. Il fallait donc bien un film d'une heure quarante, *Personne n'y comprend rien*, pour revisiter les dédales de ce touffu dossier. « On a voulu aller sur le terrain de Sarkozy, celui du spectacle, explique à Libération Fabrice Arfi, coresponsable des enquêtes à Mediapart. Quand il déclare au Figaro "Personne n'y comprend rien" à propos de cette affaire, on lui répond "chiche" ». Le résultat, en salles mercredi, est limpide, accablant déroulé des faits avec une pointe de grotesque – la défense cartoonnesque de Sarkozy, les images absurdes de Kadhafi, chapka sur la tête, visitant Versailles.

**Période mouvementée.** L'affaire arrive du côté de Mediapart début 2011 par un mail sibyllin : « J'ai peut-être quelque chose pour vous, à propos de quelqu'un sur lequel vous écrivez. » Ce quelqu'un, c'est Ziad Takieddine. L'homme d'affaires libanais se trouvait déjà au cœur des premières révélations du site en 2008, six mois après sa création, sur l'affaire Karachi. « Avec Karl Laske, on se rend alors dans un pays étranger pour récupérer ce qui s'avère être le disque dur de Takieddine, des dizaines de milliers de

documents », se souvient Fabrice Arfi. Une mine d'informations pour mettre au jour ce personnage occulte, à l'époque l'intermédiaire préféré de la droite française dans la vente d'armes au Moyen-Orient.

À l'été 2011, les premiers articles du duo Arfi-Laske révèlent les liens troubles entre Takieddine et le premier cercle de Sarkozy. Notamment pour obtenir l'abandon des poursuites judiciaires contre Abdallah Senoussi, patron des services spéciaux libyens, visé par un mandat d'arrêt international pour son rôle dans l'explosion d'un avion de ligne de la compagnie UTA, en 1989, qui avait fait 170 morts. Il n'est pas encore question de financement de campagne et ces « documents Takieddine » ne rencontrent pas tellement d'écho. La période est mouvementée : la Libye est en pleine guerre civile, et le juge Van Ruymbeke vient d'accélérer son instruction du volet financier de l'affaire Karachi. « Et en plus, il y a nos révélations, sur autre chose, se souvient Fabrice Arfi. Il y a du brouillage médiatique, et c'est normal. »

Moins normale, aux yeux du journaliste, fut la solitude de Mediapart dans ce dossier les années qui suivirent. Les soupçons de financement de la campagne 2007 sont dévoilés par

**Médiatiquement, «cette affaire vivra plus par les démentis de Sarkozy que par les faits mêmes.»**

**Fabrice Arfi**  
coresponsable des enquêtes  
à «Mediapart»

le site début 2012, alors que Sarkozy se présente à sa réélection. A cinq jours du second tour, Arfi et Laske en publient une preuve, un document de 2006 dans lequel le régime libyen annonce débloquer la somme de 50 millions d'euros. Sarkozy poursuivra le média pour « faux et usage de faux » – il perdra tous ses recours. Médiatiquement, « cette affaire vivra plus par les démentis de Sarkozy que par les faits mêmes », regrette aujourd'hui Fabrice Arfi, citant des interviews au long cours sur TF1 ou BFM TV, sans que le fond de l'affaire n'ait jamais été détaillé aux téléspectateurs.

**Crowdfunding record.** La contre-offensive médiatique, au cœur de la dernière partie de *Personne n'y comprend rien*, sera surtout organisée dans le *Journal du dimanche* ou *Paris Match*, propriétés du groupe Lagardère dont l'ancien président est administrateur. Voir sur BFM TV via l'entremise de Mimi Marchand, pour le désormais fameux épisode de la fausse rétractation de Takieddine. A côté, seules les émissions d'investigation de France Télévisions ou Radio France feront avancer le dossier, selon Arfi. Aucune couverture de magazine, peu de reprises par les quotidiens nationaux ou le *Canard enchaîné*. « J'ai toujours du mal à le comprendre, notamment en comparaison à d'autres affaires de moindre importance, comme l'affaire de Rugby », s'étonne le journaliste. Un scandale trop étiqueté Mediapart ? Trop d'affaires Sarkozy ? Un dossier trop compliqué ? Un peu de tout ça en même temps ? A l'occasion du procès, Mediapart veut en tout cas faire œuvre de pédagogie, avec ce documentaire financé par un crowdfunding record, à hauteur de 500 000 euros. Pour que tout le monde y comprenne enfin quelque chose ?

**ADRIEN FRANQUE**



**Libération**  
CHAMPAGNE

[www.libération-champagne.fr](http://www.libération-champagne.fr)  
Jeudi 16 janvier 2025 • 1,70 € • 27730

**Bon week-end**  
  
 Dans le tourbillon des images enchantées

LOISIRS Musique, humour et théâtre au programme ce week-end P41 À 46

# Edwy Plenel revient sur l'affaire Sarkozy-Kadhafi

Le fondateur du site Mediapart, Edwy Plenel, sera dimanche au cinéma Utopia pour un débat à l'issue de la projection du film « Personne n'y comprend rien » sur les soupçons de financement de la campagne présidentielle de 2007. Entretien. **P.2**

## PETIT BATEAU À VENDRE

Le groupe Rocher a annoncé qu'il souhaitait mettre en vente Petit Bateau, la marque emblématique troyenne. Un virement de bord historique. **P. 4**



Des métiers à tricoter dans l'usine historique de Petit Bateau à Troyes. Archives

### COUPE DE FRANCE

L'Estac l'emporte à domicile face à Rennes (1-0) **P.22 ET 23**



**15€ OFFERTS**  
**EN BON D'ACHAT**  
**TOUTS LES 100€ D'ACHAT\***

**Sur tout le magasin**  
**avec la carte fidélité**  
**OFFRE VALABLE DÈS OUVERTURE DE LA CARTE FIDÉLITÉ**

**bricorama**  
[www.bricorama.fr](http://www.bricorama.fr)

**CENTRE COMMERCIAL CARREFOUR L'ESCAPADE**  
 7-9 bd de l'Ouest - 10600 La Chapelle-Saint-Luc - 03 25 75 50 95  
 Du lundi au samedi de 8 h 30 à 19 h 30 - Le dimanche de 9 h à 13 h

**RETROUVEZ**  
**AUJOURD'HUI**  
**NOTRE SUPPLÉMENT**  
**PARCOURSUP**

  
**PARCOURSUP**  
 c'est parti !



## ENTRETIEN

## « Nous, journalistes, avons le devoir de défendre un idéal démocratique »

Dimanche à 10 h, le cinéma Utopia propose la projection du film « Personne n'y comprend rien » sur les soupçons de financement libyen de la campagne présidentielle 2007 de Nicolas Sarkozy, suivie d'un débat avec Edwy Plenel, fondateur du site Mediapart.

Propos recueillis par  
STÉPHANIE MUNIER

Invité exceptionnel dimanche matin au cinéma Utopia de Pont-Sainte-Marie. Pour la première séance du film *Personne n'y comprend rien* sur « l'affaire des soupçons de financement libyen de la campagne de Nicolas Sarkozy » (dont le procès se tient actuellement), la projection sera suivie d'un débat avec Edwy Plenel, le fondateur de Mediapart qui a révélé les tenants et aboutissants de toute l'affaire. Entretien.

Vous venez dimanche au cinéma Utopia présenter « Personne n'y comprend rien », comment est né ce documentaire ?

En fait, l'idée est née il y a un an. On savait que le procès de cette affaire allait être audienté et on s'est dit qu'après l'avoir déclinée dans des dizaines d'articles, un livre, une bande dessinée, un podcast, il fallait aller vers les citoyens pour expliquer cet immense scandale d'État. Le cinéma permet d'atteindre un public plus large. Mediapart a fait les premières révélations en 2011 et la justice a pris l'affaire en 2013.



**« Je vous assure qu'après le film, on comprend tout et on est sidéré par toute cette affaire ! »**

Edwy PLENEL, fondateur de Mediapart

Comment avez-vous été amené à travailler avec Yannick Kergoat ?

On connaît depuis longtemps ce magnifique réalisateur donc on a décidé de travailler avec lui. On l'avait déjà fait à l'occasion d'une série sur Costa Gavras dont il a été le monteur. J'ai donc contacté Yannick pour lui demander s'il acceptait de le faire.

Est-ce pour permettre ce travail d'investigation sans pression politique que vous avez fondé Mediapart ?

On a créé Mediapart pour faire un journal indépendant sans fil à la



Nicolas Sarkozy, alors président de la République, recevant le dictateur libyen Mouammar Kadhafi le 12 décembre 2007 au palais de l'Élysée. AFP

patte, avec comme défi supplémentaire de révéler des faits inconnus de tous, y compris la justice. On voulait offrir un journalisme de révélations et d'impact qui oblige la justice à se pencher sur des sujets qui resteraient inconnus comme l'affaire Cahuzac ou les affaires d'agressions sexuelles que nous avons révélées avant MeToo. Toutes ces affaires ne seraient pas connues s'il n'y avait pas eu Mediapart.

Contrairement à son titre, tiré de propos de Nicolas Sarkozy, on comprend assez bien les tenants et les aboutissants de l'affaire. Est-ce que, pour reprendre les propos du journaliste Fabrice Arfi, qui a travaillé sur toute cette affaire, il y a une volonté de dénigrer votre travail voire d'insulter l'intelligence des citoyens ?

Bien sûr et je vous assure qu'après le film, on comprend tout et on est sidéré par toute cette affaire. Et tout le monde comprend très bien son ampleur !

Mais quand même, toute cette affaire, avec un

dictateur sanguinaire, des valises de billets... on a parfois l'impression d'un mauvais film qui mêle « Les Barbouzes » et « OSS 117 » ?

Oui, mais c'est beaucoup plus grave que ça. Au cœur du pacte de corruption entre le clan Sarkozy et le clan libyen, il y a le blanchiment de la situation d'Abdallah Senoussi, le beau-frère de Kadhafi, qui est responsable de l'attentat contre le DC-10 d'UTA. Les familles sont d'ailleurs parties civiles au procès. C'est un des plus lourds aspects de ce dossier. Abdallah Senoussi a d'ailleurs été condamné à perpétuité pour cette affaire du DC-10 et ce pacte avait pour but de le blanchir ! C'est là le véritable enjeu du procès ! On se focalise sur l'argent pour financer les campagnes mais l'important, c'est l'existence de ce pacte de corruption où l'on négocie des faveurs pour obtenir de l'argent.

Le métier de journaliste devient de plus en plus attaqué, déconsidéré, et l'avènement d'un binôme comme celui composé par Donald Trump et Elon

Musk ne va pas arranger les choses.

Oui mais il faut d'autant plus défendre ce métier pour qu'il soit l'adversaire de la liberté de dire tout et n'importe quoi, y compris en vue d'attiser la haine et la violence, cette brutalisation de la vie publique. Nous, journalistes, avons le devoir de défendre un idéal démocratique. C'est-à-dire le droit de savoir. La démocratie, ce n'est pas l'affrontement d'avis, ni la guerre de tous contre tous. Ça suppose qu'au cœur du débat public, il y ait un rapport de raison à l'histoire et la réalité des faits. Mediapart est un peu puriste mais cet idéal est partagé par la profession, et on doit défendre le métier face aux intérêts privés. Cette défense de l'information est essentielle car le risque est de voir l'information détruite par l'opinion.

Finalement, pour reprendre le mot de Clemenceau, est-ce que la politique est une affaire trop sérieuse pour qu'on la confie à des politiques ?

La politique n'appartient pas à ceux qui en font profession. C'est un bien commun. Elle suppose des élus et des pouvoirs (législatif, exécutif) mais aussi des contre-pouvoirs, notamment une justice indépendante et une presse libre. C'est cette vitalité, cette tension créatrice entre les différents contre-pouvoirs, qui permet de développer un esprit critique. Une démocratie vivante, c'est une justice indépendante, une presse libre, le droit de protester, le droit de créer une association. Elle ne se ramène pas au seul droit de vote et ne se limite pas à ceux qui font profession de la politique. ■

« Personne n'y comprend rien », projection dimanche 19 janvier à 10 h au cinéma Utopia, 11, rue du Moulinet à Pont-Sainte-Marie. Projection suivie d'un débat avec Edwy Plenel puis d'une séance de lecture. La librairie Les Passeurs de Textes proposera une sélection de livres à faire dédicacer et la séance sera suivie d'un brunch où chacun peut apporter de quoi grignoter. Utopia s'occupe des boissons chaudes.



## Un éclairage sur l'affaire « Sarkozy-Kadhafi »

Le documentaire de Yannick Kergoat restitue le scandale avec clarté et esprit de synthèse

### PERSONNE N'Y COMPREND RIEN



**L**undi 6 janvier s'est ouvert, devant la 36<sup>e</sup> chambre correctionnelle du tribunal de Paris, le procès relatif au financement libyen de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007. L'ex-président de la République, qui vient d'écoper de trois ans de prison dont un an ferme dans l'affaire dite « des écoutes », risque cette fois jusqu'à dix années d'emprisonnement, puisqu'il comparait sous les chefs d'accusation de « recel de détournement de fonds publics », « corruption passive », « financement illégal de campagne électorale » et « association de malfaiteurs ».

Réalisé par Yannick Kergoat, monteur de films de fiction et réalisateur de documentaires engagés, coproduit par Mediapart, dont le rôle dans la divulgation de cette affaire fut prépondérant, ce documentaire a pour ambition de nous en offrir la plus claire vision possible en restituant l'enquête au long cours qui l'aura révélée, puis patiemment étayée.

Une gageure, alors même que ses multiples ramifications, dénégations, palinodies et rebondissements auraient tendance à brouiller l'entendement. A cet égard, en dépit d'une mise en scène plus illustrative que créative, le film remporte son pari. Sa remarquable capacité de synthèse infirme à cet égard son titre, facétieusement emprunté à Nicolas Sarkozy, qui n'aura quant à lui cessé de jouer l'intégrité et le bon sens outragés face aux révélations accablantes qui le visaient.

#### Ventes de frégates

La structure du film repose pour l'essentiel sur la parole des personnages – tous enregistrés dans un appartement vide non identifié

sans que l'on comprenne bien la raison – prolongée par des archives majoritairement télévisuelles, projetées sur les murs dudit appartement. La sobriété du dispositif laisse toute sa place au déploiement d'un récit pris en charge par plusieurs narrateurs. Au premier chef, les deux journalistes de Mediapart qui se sont saisis dès 2011 de cette affaire, pour ne plus la lâcher, Fabrice Arfi et Karl Laske. Les témoins qui apportent leur compétence ou leur expérience sur tel ou tel aspect du déroulement de cette affaire, tels l'économiste Julia Cagé ou l'ancien procureur de la République François Molins (2011-2018). Enfin la voix off de l'actrice Florence Loiret Caille, pour pimenter, imagine-t-on, cette enquête interlope en milieu trouble, d'un zeste du souvenir de la série *Le Bureau des légendes*.

On ne saurait cependant détailler le contenu du film sans, ipso facto, le dépouiller de tout intérêt pour ses futurs spectateurs. Précisons à tout le moins ses grandes lignes. Tout commence par l'apparition en 2011 du personnage-clé de cette affaire, l'homme d'affaires et intermédiaire politique libanais Ziad Takieddine, qui contacte les journalistes de Mediapart pour les renseigner sur le versement clandestin de sommes considérables, par le leader libyen Mouammar Kadhafi (1942-2011), destinées à financer la campagne de Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'intérieur, pour les élections présidentielles de 2007.

Familier de longue date des cercles politiques français et fin connaisseur du monde arabe, Takieddine a notamment servi d'intermédiaire, dès 1994, dans les ventes de frégates à l'Arabie saoudite et de sous-marins au Pakistan. Outre des commissions personnelles surdimensionnées, de substantielles rétrocommissions servent alors à alimenter la campagne d'Edouard Balladur. Takieddine

sera d'ailleurs condamné à cinq ans de prison par la justice française en 2020 et fuira au Liban.

Sarkozy aurait en effet noué des liens avec le dictateur, qui a le sang de 54 Français sur les mains (parmi les 170 victimes de l'attentat à la bombe contre le vol UTA 772 en 1989) et qui cherche à se réhabiliter de sa période terroriste. Des émissaires secrets voyagent entre les deux pays, parmi lesquels des proches du ministre de l'intérieur, tels Thierry Herzog, Claude Guéant ou Brice Hortefeux. On trouvera, plus tard, une trace de ces versements occultes. Elu président, Nicolas Sarkozy déroule le tapis rouge au dictateur libyen, qui installe sa tente dans la cour de l'Élysée. En 2011, dans la foulée des printemps arabes et de la guerre civile libyenne, le président fait volte-face et obtient de l'ONU le droit de bombarder son ancien allié. Kadhafi, fugitif, finira assassiné.

Il ne restera plus à Ziad Takieddine qu'à se dédire et à disculper Nicolas Sarkozy (mis en examen en 2018) sur BFM-TV en 2020, avant de se désavouer à nouveau en 2021, tandis qu'en France la justice met en examen la conseillère en image Mimi Marchand, amie du couple Sarkozy, pour « subornation de témoins ». Voici, de manière grossièrement résumée, les principales articulations d'un film dont les détails, plus sordides et machiavéliques les uns que les autres, font se dresser les cheveux sur la tête.

Force est toutefois de reconnaître que le film ne produit aucune objection contradictoire à son propos, à tous égards accablant. Il appartient aujourd'hui à la justice de dire le fin mot de ce qui s'apparente à un scandale d'Etat. ■

JACQUES MANDELBAUM

*Documentaire français de  
Yannick Kergoat (1h43).*



# Sarkozy-Kadhafi : le procès s'ouvre à Paris

L'ex-chef de l'Etat et plusieurs de ses proches sont jugés dans l'affaire du financement de la campagne de 2007

**C'**est le procès que Nicolas Sarkozy redoutait le plus : celui de l'affaire du financement présumé par la Libye de sa campagne présidentielle de 2007. L'ancien chef de l'Etat est accusé d'avoir noué « un pacte de corruption » dès 2005 avec Mouammar Kadhafi, en échange de contreparties, financières, industrielles, et pour faciliter le retour du dictateur sur la scène internationale. Quelques mois après son élection, en juillet 2007, le nouveau président de la République se rend à Tripoli. Il a accueilli en grande pompe, cinq mois plus tard, le Guide libyen à Paris. Nicolas Sarkozy a ensuite pris la tête d'une coalition internationale pour intervenir dans une Libye en pleine insurrection, le dictateur a été tué en octobre 2011. Les bombardements n'ont pas contribué à retrouver les archives du régime.

L'ancien président est jugé devant le tribunal judiciaire de Paris, à partir du lundi 6 janvier et jusqu'au 10 avril, pour « corruption, recel de détournement de fonds publics, financement illégal de campagne et association de malfaiteurs » ; il devra d'ailleurs bientôt comparaître avec un bracelet électronique, après avoir été définitivement condamné le 18 décembre à un an de prison ferme pour corruption dans l'affaire des écoutes. Il est cette fois accompagné de 12 autres prévenus, dont trois anciens ministres, Brice Hortefeux, Claude Guéant



Nicolas Sarkozy accueilli par Mouammar Kadhafi, à Tripoli, le 25 juillet 2007.  
PATRICK KOVARIK/AFP

## DOSSIER COMPLEXE

Tous – sauf Eric Woerth, alors président de son association de financement – risquent dix ans d'emprisonnement et des amendes colossales, et tous contestent les charges. Quatre d'entre eux ne seront pas présents, et font l'objet d'un mandat d'arrêt international : le Saoudien Khaled Bugshan, l'ancien directeur de cabinet de Kadhafi Bechir Saleh, l'intermédiaire Ziad Takieddine et un avocat malaisien, que le Parquet national financier soupçonne d'être en fait mort depuis trois ans.

Le dossier est particulièrement complexe, et les juges d'instruction ont, pendant dix ans, eu fort à faire pour s'y retrouver dans un entrelacs vertigineux de sociétés-

**LES JUGES  
RECONNAISSENT  
ÉQUITABLEMENT QUE  
TOUTE LA LUMIÈRE  
N'A PU ÊTRE FAITE :  
« EN MATIÈRE DE  
CORRUPTION, IL  
N'EXISTE PAS DE  
PREUVE ABSOLUE. »**

écrans, d'apparents mensonges et de déclarations contradictoires

« Personne n'y comprend rien », avait résumé Nicolas Sarkozy, un propos repris ironiquement au cinéma dans le titre du film de Yannick Kergoat et de Mediapart, à sortir mercredi 8 janvier.

Dans leur longue et tourmente ordonnance de renvoi devant le tribunal (555 pages), les deux dernières juges d'instruction, Aude Buresi et Virginie Tilmont, rappellent les mille difficultés qu'elles ont rencontrées : le manque de moyens, « principalement un enquêteur et deux magistrats dont ce n'était évidemment pas l'unique dossier » pour rédiger 4759 procès-verbaux, dans un dossier qui comprend 73 tomes ; l'exfiltration, en 2012 par la France, de Bechir Sa-



## ENTRETIEN

## Justice

A compter de ce lundi et jusqu'au 10 avril, Nicolas Sarkozy est jugé aux côtés de 11 autres prévenus, dont trois ex-ministres (Brice Hortefeux, Claude Guéant et Eric Woerth), pour le financement libyen présumé de sa campagne de 2007. L'enquête judiciaire a été menée à partir d'une affaire révélée par Mediapart, transposée au cinéma dans *Personne n'y comprend rien*, qui sort en salles ce mercredi. Entretien avec le journaliste Fabrice Arfi, à l'origine du scandale.

Simon Antony

simon.antony@centrefrance.com

Le procès est historique. L'affaire tentaculaire. À faire pâlir un pool de scénaristes hollywoodiens. Derrière tout ça, 14 ans d'une enquête menée par deux journalistes de Me-

dant dix ans. Ce n'est pas un mano à mano entre un média et un Président. Je suis même stupéfait que personne n'ait jamais fait de Une sur cette affaire. Ne serait-ce que sur l'aspect terroriste, la France qui traite avec Senoussi

## Sarkozy-Kadhafi : « C'est l'affaire des affaires »

diapart, Fabrice Arfi et Karl Laske. Nous vivons un moment d'histoire, dont on parle avec Fabrice Arfi.

■ **Des articles, un livre, une BD, maintenant un film. Il ne vous restera pas beaucoup de solutions pour faire entendre votre enquête.**

(rires) Non, bientôt des chaussettes et un mug. Les 156 ou 157 articles que nous avons écrits sont peu digestes et surtout, écrits au fil de l'eau, donc il n'y a pas de principe narratif. Nous essayons de multiplier les formes pour aussi attraper des publics différents. La BD ressort, par exemple, avec 20 pages supplémentaires. Nous avons un podcast aussi. Le film nous paraissait nécessaire. Pour nous, c'est l'affaire des affaires, tellement elle rencontre de dimensions différentes. Nous avons voulu aller sur le territoire de Nicolas Sarkozy qui a réussi à imposer son histoire. Il dit « Personne n'y comprend rien », on lui dit « Chiche ? ». Il faut du spectacle ? On fait du spectacle. Ce n'est jamais arrivé d'avoir un Président et trois ministres sur le banc des accusés.

■ **En quoi est-ce l'affaire des affaires ?** Il y a un aspect calque, d'accumulations. L'enquête de Mediapart met en évidence la corruption présumée, ce qui est prolongé par la justice. Nicolas Sarkozy veut enjambrer le fait que les meilleurs policiers de France ont enquêté pen-

(l'ex-bras droit de Kadhafi, NDLR). Ce n'est pas Mediapart qui le dit, ce sont les juges qui l'écrivent noir sur blanc. L'idée qu'il n'y a pas de preuve, c'est fou. Est-ce qu'il y a une photo de la remise de la valise ? Bien sûr que non. Mais le dossier est farci d'éléments matériels.

Dans les affaires financières, il n'y a pas de traces d'ADN. Mais on n'envoie pas un Président devant les tribunaux avec rien dans la besace. Le souci, c'est que médiatiquement, Nicolas Sarkozy a réussi à imposer sa version. Comme il avait fait sur l'affaire Bismuth. Alors que ça a été tranché des dizaines de fois.

■ **Et cette affaire, on l'oublie, a déclenché une guerre en Libye. Comme l'Irak après 2001.** C'est très important. Patrick Haimzadeh, ancien diplomate à Tripoli, a démontré par A + B que les raisons d'entrée en guerre de la France sont fausses. Ce qui a été confirmé par une enquête britannique.

■ **Vous avez un doute sur l'issue du procès ?** La qualité du travail journalistique n'est pas jugée à l'aune de la justice. L'affaire des micros cachés au Canard Enchaîné en 1973 finit par un non-lieu. Est-ce que ça veut dire qu'il n'y avait pas de micros ? Bien sûr que non.

■ **Vous êtes un peu comme un scientifique du Giec face aux sceptiques ?** (rires) Je

suis persuadé que dans quelques années, les historiens regarderont l'époque Nicolas Sarkozy comme une parenthèse avec des ressorts mafieux dans la République. Il faut être patient.

■ **Comment expliquez-vous que les Français acceptent aussi facilement d'avoir des élus condamnés qui continuent à s'exprimer dans les médias, poursuivent leurs mandats...** C'est le carburant de mon intérêt pour la corruption : le mur du déni français. Deux chefs de gouvernements, deux Présidents délinquants,

Chirac et Sarkozy... Aucune démocratie ne connaît ça. La justice fonctionne bien, mais nous n'en tirons aucune conclusion. Comme si c'était un rhume de la démocratie. Mais c'est un cancer. Ça détruit tout. Quand on a Macron qui fait campagne en 2017 sur la moralisation de la vie publique et qui, une fois sur le trône, fait exactement le contraire... Kohler jugé. Dati jugée. Dupond-Moretti... Pour Dupond-Moretti, la Cour de justice de la République dit que le délit est constitué mais qu'on ne peut pas le juger. Elle invente une jurispru-

dence qui n'existe pas. En plus, il briguerait le poste de Laurent Fabius à la tête du Conseil constitutionnel. C'est un épisode de la série britannique *Black Mirror*.

■ **Concentration des médias, rachat des écoles de journalisme... Comment voyez-vous l'avenir ?** On voit que les puissances d'argent, les puissances idéologiques – en l'occurrence l'extrême droite – se sont alliées et travaillent en profondeur la société avec une visée particulière : détruire le journalisme. Détruire les faits. C'est l'ère de la post-vérité où la

vérité devient une opinion. L'extrême droite ne travaille pas seulement sur les médias, mais sur la haute fonction publique, sur la police... Comme Trump, comme Poutine, ils ont besoin de créer des réalités parallèles pour faire entrer des ronds dans des carrés. Ce n'est pas une question d'opinion vis-à-vis de l'extrême droite, c'est la survie du journalisme. ■

■ **Film.** *Personne n'y comprend rien*, réalisé par Yannick Kergaut. Coauteurs : Fabrice Arfi et Michaël Heidenberg. 1 h 44, en salle le 8 janvier.



FABRICE ARFI. « Ce n'est jamais arrivé d'avoir un président et trois ministres sur le banc des accusés. » PHOTO FRED MARQUET

## ENTRETIEN

### Justice

A compter de ce lundi et jusqu'au 10 avril, Nicolas Sarkozy est jugé aux côtés de 11 autres prévenus, dont trois ex-ministres (Brice Hortefeux, Claude Guéant et Eric Woerth), pour le financement libyen présumé de sa campagne de 2007. L'enquête judiciaire a été menée à partir d'une affaire révélée par Mediapart, transposée au cinéma dans *Personne n'y comprend rien*, qui sort en salles ce mercredi. Entretien avec le journaliste Fabrice Arfi, à l'origine du scandale.

**L**e procès est historique. L'affaire tentaculaire. À faire pâlir un pool de scénaristes hollywoodiens. Derrière tout ça, 14 ans d'une enquête menée par deux journalistes de *Me-*

# Sarkozy-Kadhafi : « C'est l'affaire des affaires »

*diapart*, Fabrice Arfi et Karl Laske. Nous vivons un moment d'histoire, dont on parle avec Fabrice Arfi.

■ **Des articles, un livre, une BD, maintenant un film. Il ne vous restera pas beaucoup de solutions pour faire entendre votre enquête.**

(rires) Non, bientôt des chaussettes et un mug. Les 156 ou 157 articles que nous avons écrits sont peu digestes et surtout, écrits au fil de l'eau, donc il n'y a pas de principe narratif. Nous essayons de multiplier les formes pour aussi attraper des publics différents. La BD ressort, par exemple, avec 20 pages supplémentaires. Nous avons un podcast aussi. Le film nous paraissait néces-



saire. Pour nous, c'est l'affaire des affaires, tellement elle rencontre de dimensions différentes. Nous avons voulu aller sur le territoire de Nicolas Sarkozy qui a réussi à imposer son histoire. Il dit « Personne n'y comprend rien », on lui dit « Chiche ? ». Il faut du spectacle ? On fait du spectacle. Ce n'est jamais arrivé d'avoir un Président et trois ministres sur le banc des accusés.

■ **En quoi est-ce l'affaire des affaires ?** Il y a un aspect calque, d'accumulations. L'enquête de *Mediapart* met en évidence la corruption présumée, ce qui est prolongé par la justice. Nicolas Sarkozy veut enjambrer le fait que les meilleurs policiers de France ont enquêté pendant dix ans. Ce n'est pas un mano à mano entre un média et un Président. Je suis même stupéfait que personne n'ait jamais fait de Une sur cette affaire. Ne serait-ce que sur l'aspect terroriste, la France qui traite avec Senoussi

(l'ex-bras droit de Kadhafi, NDLR). Ce n'est pas Mediapart qui le dit, ce sont les juges qui l'écrivent noir sur blanc. L'idée qu'il n'y a pas de preuve, c'est fou. Est-ce qu'il y a une photo de la remise de la valise ? Bien sûr que non. Mais le dossier est farci d'éléments matériels.

Dans les affaires financières, il n'y a pas de traces d'ADN. Mais on n'envoie pas un Président devant les tribunaux avec rien dans la besace. Le souci, c'est que médiatiquement, Nicolas Sarkozy a réussi à imposer sa version. Comme il avait fait sur l'affaire Bismuth. Alors que ça a été tranché des dizaines de fois.

■ **Et cette affaire, on l'oublie, a déclenché une guerre en Lybie. Comme l'Irak après 2001.** C'est très important. Patrick Haimzadeh, ancien diplomate à Tripoli, a démontré par A + B que les raisons d'entrée en guerre de la France sont fausses. Ce qui a été confirmé par une enquête britannique.

■ **Vous avez un doute sur l'issue du procès ?** La qualité du travail journalistique n'est pas jugée à l'aune de la justice. L'affaire des micros cachés au *Canard Enchaîné* en 1973 finit par un non-lieu. Est-ce que ça veut dire qu'il n'y avait pas de micros ? Bien sûr que non.

■ *****Vous êtes un peu comme un scientifique du Giec face aux sceptiques ? (rires)*****

Je suis persuadé que dans quelques années, les historiens regarderont l'époque Nicolas Sarkozy comme une parenthèse avec des ressorts mafieux dans la République. Il faut être patient.

■ *****Comment expliquez-vous que les Français acceptent aussi facilement d'avoir des élus condamnés qui continuent à s'exprimer dans les médias, poursuivent leurs mandats...***** C'est le carburant de mon intérêt pour la corruption : le mur du déni français. Deux chefs de gouvernements, deux Présidents délinquants, Chirac et Sarkozy... Aucune démocratie ne connaît ça. La justice fonctionne bien, mais nous n'en tirons aucune conclusion. Comme si c'était un rhume de la démocratie. Mais c'est un cancer. Ça détruit tout. Quand on a Macron qui fait campagne en 2017 sur la moralisation de la vie publique et qui, une fois sur le trône, fait exactement le contraire... Kohler jugé. Dati jugée. Dupond-Moretti... Pour Dupond-Moretti, la Cour de justice de la République dit que le délit est constitué mais qu'on ne peut pas le juger. Elle invente une jurispru-

dence qui n'existe pas. En plus, il briguerait le poste de Laurent Fabius à la tête du Conseil constitutionnel. C'est un épisode de la série britannique *Black Mirror*.

■ *****Concentration des médias, rachat des écoles de journalisme... Comment voyez-vous l'avenir ?*****

On voit que les puissances d'argent, les puissances idéologiques – en l'occurrence l'extrême droite – se sont alliées et travaillent en profondeur la société avec une visée particulière : détruire le journalisme. Détruire les faits. C'est l'ère de la post-vérité où la vérité devient une opinion. L'extrême droite ne travaille pas seulement sur les médias, mais sur la haute fonction publique, sur la police... Comme Trump, comme Poutine, ils ont besoin de créer des réalités parallèles pour faire entrer des ronds dans des carrés. Ce n'est pas une question d'opinion vis-à-vis de l'extrême droite, c'est la survie du journalisme. ■

---

➡ **Film.** *Personne n'y comprend rien*, réalisé par Yannick Kergoat. Coauteurs : Fabrice Arfi et Michaël Hajdenberg. 1 h 44, en salle le 8 janvier.

## Personne n'y comprend rien

Ce documentaire sur l'affaire du financement libyen présumé de la campagne de 2007 de Nicolas Sarkozy arrive en salles, juste après l'ouverture du procès. Réalisé par Yannick Kergoat et coproduit par Mediapart, il re-

lève le défi de résumer ce dossier complexe, dont la publication en 2012 d'une note libyenne par ce média avait été le détonateur. 1 h 43. (Philippe Mirkovic) ■





CINÉMA ■ Un documentaire sur « l'affaire Sarkozy-Kadhafi » projeté à Orléans

# Un film pour tout comprendre

Le documentaire *Personne n'y comprend rien* était projeté, hier, aux Carmes, en présence du réalisateur. La salle était comble.

Blandine Lamorisse

Hier après-midi, devant le cinéma des Carmes. Une longue file d'attente s'étire jusque dans la rue. À l'intérieur, c'est l'effervescence. Près de trois cents personnes ont hâte de voir le documentaire sorti mercredi, *Personne n'y comprend rien*. En pénétrant dans cette salle obscure, elles espèrent être éclairées sur « l'affaire Sarkozy-Kadhafi », alors que s'est ouvert, le 6 janvier, à Paris, le procès sur les soupçons de financement libyen de la campagne de l'ancien locataire de l'Élysée.

## Les faits, rien que les faits

« Voici le film qui va enfin vous permettre de tout comprendre à l'un des scandales les plus retentissants de la V<sup>e</sup> République », annonce le synopsis de cette œuvre dont le réalisateur, Yannick Kergoat, est présent, ce dimanche, à Orléans, pour échanger avec une salle archi com-



SALLE COMBLE. Yannick Kergoat a échangé avec le public.

ble.

Il lance son documentaire, qui retrace l'enquête des journalistes de Mediapart, à l'origine des révélations : « La raison du film est dans son titre. Il est tiré d'une citation de Nicolas Sarkozy. Nous, on a pris la peine d'essayer de comprendre. » Environ 1 h 40 pour résumer plus de dix ans d'enquête. Yannick Kergoat rappelle que ce film, « qui s'adresse à tous, sans prérequis », a été financé grâce à quelque 10.000 donateurs.

« Nous ne sommes pas

juges. Seul un tribunal peut juger. Les personnes mises en cause restent présumées innocentes » : quelques phrases qui introduisent cette œuvre très documentée, dense mais claire, incisive mais sobre, qui s'attache aux faits. Un documentaire qui se déroule comme un thriller, captivant, et qui retient l'attention de tous les spectateurs, qui semblent assez unanimes quant à sa qualité.

À l'issue de la projection, ils s'interrogent notamment sur la source (qui

reste secrète) ayant transmis les documents à l'origine des révélations. Ils se demandent si le réalisateur ou les journalistes n'ont pas fait l'objet de pressions. Yannick Kergoat répond : « Moi, non. Mais les journalistes ont connu beaucoup de tentatives de manipulation auxquelles ils ont réussi à échapper grâce à leur grande rigueur. » Ils réclament d'autres films, pour dénoncer d'autres scandales. Ils saluent « ce geste démocratique de première importance », ainsi que le « courage » des auteurs de cette vaste enquête d'investigation.

## Encore à l'affiche

Ils regrettent aussi que le film soit, pour l'heure, peu distribué en France (44 copies au total). Un choix de programmation qu'a fait Michel Ferry, le directeur des Carmes. Un choix politique ? « Tous les films sont politiques, comme le dit Costa-Gavras. Il est important que les gens sachent. Ce documentaire est d'une grande honnêteté », juge-t-il. Pour mieux comprendre, rendez-vous au cinéma des Carmes, où le film reste à l'affiche. ■

# Un film improbable pour une affaire hors norme

Le documentaire « Personne n'y comprend rien », qui résume l'affaire Kadhafi-Sarkozy, sort en salles demain. Il a été rendu possible par un financement participatif record

Voilà qui s'appelle avoir le sens du timing, ou celui des affaires : le film documentaire « Personne n'y comprend rien » portant sur l'affaire Kadhafi-Sarkozy sort en salles demain, deux jours après le début du procès à Paris qui doit décider de l'avenir de l'ancien Président et de ses douze coaccusés. Sobre dans sa forme, le film réalisé par Yannick Kergoat et coproduit par Mediapart revient chronologiquement sur les étapes clés d'une affaire hors norme révélée par les

journalistes Fabrice Arfi et Karl Laske. Entre deux images d'archives ou projections de documents tirés du dossier judiciaire, ces derniers apparaissent et commentent leur découverte progressive d'éléments qui ne dessinent rien moins que l'un des épisodes les plus rocambolesques de l'histoire contemporaine en France et dans le monde. Habilement titré à partir d'une citation de Nicolas Sarkozy lui-même répondant à une question à ce sujet sur un plateau de télévision, « Per-

sonne n'y comprend rien » réussit le pari de résumer une affaire extrêmement complexe sans mise en scène particulière mais grâce à un montage mettant en avant l'un après l'autre les personnages clés (Ziad Takieddine, Claude Guéant, Alexandre Djourhi, entre autres), décryptant les liens entre chacun et leurs interventions respectives.

## Dix mille contributeurs

Mais les plus grandes prouesses de l'auteur et des producteurs du film sont sans doute d'avoir su lever, grâce à un financement participatif, plus de 500 000 euros de la part de 10 000 contributeurs – un record dans le cinéma français – et d'être parvenus à le tourner, le monter et le diffuser en moins d'un an, top chrono. Ce qui lui permet de sortir concomitamment au procès – au



Mouammar Kadhafi avait été reçu à l'Élysée par Nicolas Sarkozy en décembre 2007.  
ARCHIVES ÉRIC FEFERBERG / AFP

risque de nuire à la sérénité des débats ?

« Personne n'y comprend rien » sort demain dans une quarantaine de salles, pour la plupart des cinémas indépendants. Ainsi, les Utopia dont celui de Bordeaux le projettent

dès le premier jour, tout comme le CGR Dragon de La Rochelle, l'Atlantique de Bayonne jeudi à 20 h 30 en présence du réalisateur, le Grand Club de Dax vendredi à 19 h 30 et le Méliès de Pau à partir du 29 janvier.

**Gabriel Blaise**

# « Personne n'y comprend rien » : Sarkozy à la barre



Affiche

Note : 3/5

Août 2023, Nicolas Sarkozy s'exprime, dans Le Figaro, sur sa mise en examen pour financement illégal de sa campagne présidentielle de 2007. Accusé d'avoir reçu de l'argent du dictateur libyen Mouammar Kadhafi, il ne semble pas inquiet : « Les Français sont bien en peine de résumer ce qu'on me reproche. Personne n'y comprend rien »...

Yannick Kergoat (« Les Nouveaux chiens de garde ») tente de combattre cette affirmation à l'aide d'archives savamment commentées et en donnant la parole aux journalistes de Mediapart qui ont enquêté pendant plus de dix ans sur ce scandale d'État.

Le film donne, parfois, le vertige et laisse parfois d'admiration sur le travail effectué pour rendre lisible cette affaire, digne d'un thriller. Les faits, difficiles à appréhender pour le commun des mortels, sont, ici, synthétisés avec une précision implacable.

Ce documentaire pédagogique, qui sort opportunément deux jours après le début du procès de cette affaire, est un outil précieux pour la défense de la démocratie et de la liberté d'informer.

P.L.D.

Documentaire de Yannick Kergoat.



# RADIOS & WEB RADIOS

Au Poste – ITW Yannick

Lundi 6 janvier



France Culture, Les Matins de France Culture "La Question du jour" – ITW Yannick

Lundi 6 janvier

France Culture, Journal de 12h30 – ITW Fabrice (à partir de 04:20)

Lundi 6 janvier

France Culture, Plan large – chronique mitigée – (à partir de 47:09)

Tout aussi hâbleur, dans les cours de justice comme à l'écran, c'est Nicolas Sarkozy, héros à son corps défendant de *Personne n'y comprend rien*, le documentaire de Yannick Kergoat qui met en images l'enquête au long cours des journalistes de *Mediapart* Fabrice Arfi et Karl Laske sur le supposé financement lybien de sa campagne présidentielle de 2007 – on regrettera l'absence presque totale de cinéma dans ce film, tout en saluant la compréhension qu'il permet d'une affaire effectivement aussi complexe que romanesque ;

Antoine Guillot

Samedi 11 janvier

France Culture, Questions du soir – débat avec Antton Rouget

Jeudi 16 janvier

- Antton Rouget a participé à l'écriture d'une série d'articles sur l'affaire Sarkozy-Kadhafi, dans le journal *Mediapart*. Cette enquête fait l'objet d'un documentaire de Yannick Kergoat, "*Personne n'y comprend rien*", en salles depuis le 8 janvier 2025.

France Info Radio, Le 7/10 « Le Grand Témoin » – ITW Fabrice

Lundi 6 janvier 2025

France Inter, Le Journal de 9h – sujet sur le procès à partir du film (à partir de 06:10)

« Le film mêle document et archives » – Sara Ghibaudo

« Personne n'y comprend rien, un documentaire qui sort mercredi au cinéma »

Dimanche 5 janvier

France Inter, La Bande originale – ITW Fabrice 15' (de 00:40:13 à 00:54:38)

Vendredi 10 janvier

France Inter, On aura tout vu – chronique positive (à partir de 41:07)

« *Il y a certes pas de preuves irréfutables mais un faisceau concordant d'indices très troublant. C'est ça l'enquête du film et c'est magnifique.* »

Laurent Delmas

Samedi 11 janvier

France Inter, Le Journal du 6/9 Weekend – sujet sur le succès du film

« *Depuis la sortie du film, il y a des files d'attentes devant certains cinémas* »

Victor Vasseur

Dimanche 2 février

Fréquence protestante – chronique positive

Dimanche 12 janvier (pas de podcast)

Générique Presse (web radio) – chronique positive (à partir de 00:18)

Mercredi 8 janvier 2025

Ici Drôme Ardèche – ITW Edwy Plenel

Vendredi 10 janvier

Moovizz (podcast) – chronique positive

Vendredi 24 janvier

Qui relève du document (podcast) – chronique sur le film et l'affaire

Vendredi 24 janvier

Radio Libertaire – chronique positive

Samedi 4 janvier (pas de podcast)

Radio Nova, La Dernière avec Fabrice Arfi  
Dimanche 9 février



Radio Nova, Chronique cinéma d'Alex Masson – ITW Yannick  
Mercredi 8 janvier

Radio Nova, T'as vu l'heure ? (7/9) – Extrait ITW Yannick et annonce sortie  
Mercredi 8 janvier

Radio Nova, La Dernière – pré-roll avant l'émission (jusqu'à 00:19)  
Dimanche 5 janvier

Radio Ondapais (Hérault) – ITW Yannick  
À venir  
(pas de podcast)

Radio L'Onde Porteuse – ITW Yannick  
Lundi 27 janvier

Radio Soleil – ITW Yannick  
Samedi 4 janvier 2025

RFI, Tous les cinémas du monde « Invité Culture » – ITW Yannick  
Mercredi 8 janvier 2025

RFI – ITW Yannick (web)  
Lundi 6 janvier

RTL, RTL Soir – ITW Fabrice  
Dimanche 5 janvier



# TV & WEB TV

ARTE, 28 Minutes – ITW Fabrice (à partir de 01:50)

Mardi 7 janvier



BACKSEAT (Twitch) – ITW Yannick

Jeudi 23 janvier



BLAST – ITW Yannick

Dimanche 5 janvier



CANAL 32 – ITW Edwy Plenel (web)

Mardi 21 janvier



Ci Né Ma TV – ITW Yannick, Karl, Fabrice – version courte (à partir de 03:10)

Ci Né Ma TV – ITW Yannick, Karl, Fabrice – version longue (à partir de 05:57)

diffusions semaine de la sortie



CIN'ÉCRANS – critique positive sur le site

« Documentaire utile et féroce ment édifiant ! »

Mercredi 8 janvier 2025

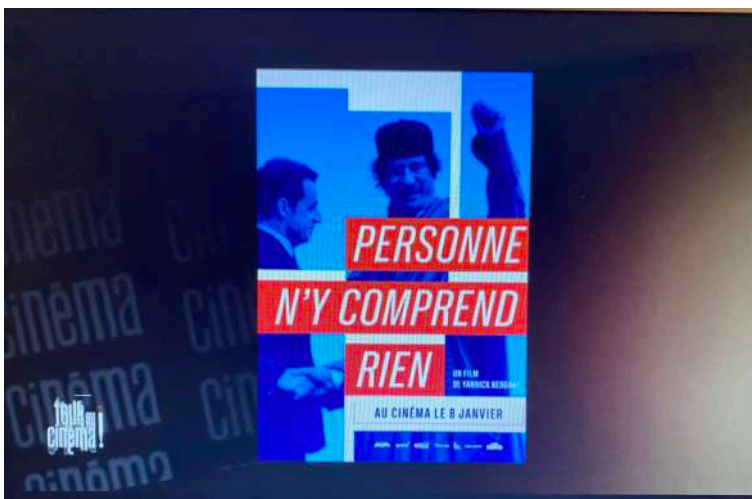
LES CHRONIQUES DU CINÉPHILE (chaîne Youtube) – critique positive

Jeudi 9 janvier



CINÉ + OCS, Tous au cinéma – annonce sortie (à partir de 10:54)

Mardi 7 janvier





L'Étincelle Média (Youtube) – ITW Yannick  
Jeudi 16 janvier



FRANCE 24, Parlons-en – ITW Fabrice  
Lundi 6 janvier



TV5 MONDE, 64' Le Monde en français « Grand Angle » – ITW Karl  
Lundi 6 janvier 2025



TV5 MONDE, Journal d'Afrique – ITW Yannick  
Lundi 6 janvier 2025



"Personne n'y comprend rien", un documentaire sur les soupçons de financement libyen

INVITÉ

# PRESSE WEB

Abus de ciné – critique ★ ★ ★/5

« Le résultat consolide de bout en bout sa force d'action, peaufine jusqu'au bout sa quête de vérité, et s'impose in fine comme un solide document d'utilité publique. »


Allociné – notes presse & spectateurs

## LES 3 MEILLEURS FILMS SELON LA PRESSE :

3ème : Personne n'y comprend rien - 3.5/5

"Le résultat consolide de bout en bout sa force d'action, peaufine jusqu'au bout sa quête de vérité, et s'impose in fine comme un solide document d'utilité publique." Par Guillaume Gas (Abus de Ciné)

"Ce documentaire sobre et efficace, qui ravira aussi les amateurs de polar, retrace fidèlement leur solide enquête." Par Richard Sénéjoux (Télérama)



**Personne n'y comprend rien**

Sortie : 8 janvier 2025 | 1h 43min  
De **Yannick Kergoat**  
Avec **Florence Loiret Caille**

Presse	Spectateurs
<b>3,5</b>	<b>4,6</b>
★★★★☆	★★★★★

SÉANCES (92)

## LES 3 MEILLEURS FILMS SELON LES SPECTATEURS :

1er : Personne n'y comprend rien - 4.6/5

"Ce documentaire est exceptionnel : pour bien comprendre une affaire complexe de Politique / Journalisme / Justice, il faut absolument voir ce documentaire qui se déroule comme un thriller. Le meilleur documentaire politique de la décennie." Par Philippe

"Sobre, incisif et limpide." Par Jalal Haddad



Allociné – article sur le film mieux noté du mois de janvier

Avec 937 notes et 366 critiques, le long métrage obtient une note moyenne de 4,5 étoiles à l'heure où nous écrivons ces lignes\*. Il devance ainsi Je suis toujours là de Walter Salles, Mémoires d'un escargot d'Adam Elliot et Better Man, le biopic sur Robbie Williams, tous les trois ayant une note spectateurs moyenne de 4,2 étoiles sur 5.

L'Anticapitaliste – critique positive

« Excellent documentaire retraçant le travail d'enquête de journalistes de Mediapart, Fabrice Arfi, Michaël Hajdenberg et Karl Laske sur le plus grand scandale d'État de la 5e République. »

Arts Culture Évasions – critique positive

« Ce film satisfera les amateurs de justice, de vérité et les passionnés par la politique ».

Attac – critique positive

« « Personne n'y comprend rien », c'est clairement la démonstration que la presse est un contre-pouvoir essentiel pour une démocratie. »

Avoir Àlire – critique ★ ★ ★/5

« On ressort en tous les cas de ce documentaire fort instructif, totalement démunie face à une machine financière et politique qui broie tout sens de l'éthique. »

Bande à part – critique positive

« De ce dispositif on ne peut plus sobre, on sort édifié et étourdi. »

Baz'art – critique positive

« Un documentaire didactique clair, précis et de salubrité publique. »

Baz'art – ITW Edwy Plenel

Benzine – critique 4,5/5

« Un rappel bienvenu et absolument limpide. »

Ciné Région – critique positive

« Cette fois on comprend bien. Le reste appartient à la justice. »

CitaZine – critique 3,5/5

*« Alors que s'ouvre le procès de l'affaire dite des financements libyens présumés, Personne n'y comprend rien revient, documents à l'appui, sur une affaire explosive qui pourrait se révéler devant les tribunaux comme un scandale vertigineux. »*

Close up mag – critique positive

*« Personne n'y comprend rien demeure donc – à la manière du travail de Mediapart – d'utilité publique. »*

Le Club Médiapart – critique positive

*« La réalisation est minimaliste mais efficace et accessible. Elle est au service d'une prise de distance réflexive pour penser à la fois l'importance essentielle de l'indépendance et de l'intégrité du journalisme et de la justice face aux coups de pression de l'association bulldozer des politiques et des médias de masse que sont par exemple les groupes Bolloré et Lagardère, dont Nicolas Sarkozy siège au Conseil d'Administration de ce dernier. »*

Cédric Lépine

Le Club de Médiapart – critique positive

*« Alors oui saluons le courage de qui s'attaque à cette gangrène et ose révéler ce qui "sera peut-être" "un des plus grands scandales de la Vème République »*

Colette Lallement-Duchoze

Critique-Films – critique 4/5

*« Personne n'y comprend rien montre les liens très forts entre un certain monde politique et un certain monde des médias. »*

Le Courrier de l'Atlas – critique positive

*« Ce qui rend le film puissant, c'est qu'il ne tombe pas dans la moralisation. On vous montre les faits, bruts, souvent glaçants, et à vous de juger. »*

Cult News – critique positive

*« La parole de ces quatre experts et témoins constitue la force du film, car replacent l'affaire « Sarkozy-Kadhafi » dans un contexte politico-social particulier, et l'analysent dans ce qu'elle révèle du fonctionnement de la politique française et de la confiance actuelle des citoyens dans les institutions républicaines, en particulier médiatiques et judiciaires. »*

Culture Tops – critique ★ ★ ★ ★ /5

*« Documenté, précis et surtout assez clair malgré son sujet, ce film permet de poser un autre regard sur l'un des plus gros scandales politiques de ces dernières années. Passionnant. »*

Culturopoing – critique positive

*« Personne n'y comprend rien est un documentaire qui, lui, a bien compris les enjeux de la plus grave affaire impliquant un président français. »*

Fragil – ITW Anton Rouget

FrenchTouch 2 – critique 4,5/5

*« Un documentaire exemplaire : précis, rigoureux, très bien documenté, très clair. »*

La Gazette en Yvelines – ITW Yannick

Le Gobelin du Ternois – critique positive

*« Un documentaire aussi percutant que nécessaire. »*

Infos Parisiennes – critique positive

*« Si la mise en scène est assez minimaliste, sûrement due à un budget resserré – le film a fait l'objet d'un financement participatif de 510 000 euros – l'histoire aux multiples rebondissements permet de tenir en haleine le spectateur. Et le film rencontre actuellement son public. »*

Blog Jipezelig – critique positive

*« Yannick Kergoat nous offre avec ce film aussi documenté qu'argumenté non pas un réquisitoire, mais plutôt une grille de lecture permettant de suivre en connaissance de cause l'avancée de ce procès en forme de poupée russe qui pourrait bien déboucher sur une affaire beaucoup plus considérable par ses développements géopolitiques en cascade. »*

Kapitalis – critique positive

*« Plus qu'un simple documentaire, ce film est une mise en lumière des mécanismes d'un scandale qui dépasse les frontières de la politique française. Entre démocratie et dictature, il montre comment les rouages du pouvoir peuvent affecter des millions de vie. »*





**konbini** Pourquoi Sarkozy repasse-t-il devant la justice ? Qui est Mouammar Kadhafi ? Pourquoi l'enquête a-t-elle pris autant de temps ? Le journaliste de Mediapart Fabrice Arfi explique très simplement en quoi consiste l'affaire des financements libyens.

Le film qu'il a coécrit, "Personne n'y comprend rien", réalisé par Yannick Kergoat, vient de sortir au cinéma.  
[@mediapart](#) [@jour2fete\\_distribution](#)

#### LDH – annonce soutien + critique positive

« Au-delà de l'aspect factuel du documentaire, le film a une indéniable fonction citoyenne : il redonne du sens et de la crédibilité au travail des journalistes d'investigation et il alerte sur la nécessité de se mêler de politique afin de sortir la gouvernance de notre pays des mains d'hommes accrochés au pouvoir pour leur enrichissement personnel et celui de la caste qu'ils servent. »

#### Made in Perpignan – Ciné-débat à Perpignan avec Valentine Oberti

#### Mediacoop – annonce ciné-débat + critique positive

« Ce documentaire est un régal. »

#### Mr Mondialisation – post sur les réseaux sociaux

« Yannick Kergoat et Médiapart mettent le journalisme de fond au service d'un film pédagogique qui compte bien lui donner tort [Nicolas Sarkozy] en retraçant le sombre scandale, point par point ».



49 min · 🌐

« Les Français sont bien en peine de résumer ce qu'on me reproche. Personne n'y comprend rien »... Sarkozy au Figaro le 16 août 2023 dans une énième tentative de défense contre l'accusation de financement de sa campagne par le feu dictateur libyen Mouammar Kadhafi 😞 Personne n'y comprend rien ? Ah bon ?

Yannick Kergoat et Médiapart mettent le journalisme de fond au service d'un film pédagogique qui compte bien lui donner tort en retraçant le sombre scandale, point par point. Et soyons honnêtes, à la lumière de chaque révélation, les indignations fanfaronnées de l'ex chef d'Etat sur toutes les TV n'en sont que plus ridicules ! On se souvient encore du fameux "Quelle indignité !" face à Pujadas lors du débat des primaires de 2016... Il fallait oser. Toute sa stratégie reposant au fil du temps sur un pseudo complot judiciaire [#martyr](#).

Ce film d'intérêt général sort le 8 janvier 2025, soit, accrochez-vous, 2 jours après le procès historique qui jugera le 6 janvier l'ancien président et 12 de ses présumés complices dont : Claude Guéant, Brice Hortefeux, Eric Woerth, mais aussi les intermédiaires de l'ombre que furent Ziad Takieddine et Bechir Saleh...

Comme on le répète souvent ici : "Bien informés, les Hommes sont des citoyens ; mal informés ils deviennent des sujets" (Alfred Sauvy). Les corrompus le savent, à nous de nous en servir aussi. Et ce documentaire fait partie des sérieux moyens de contrer notre léthargie collective face à l'impunité politique.

Un partenariat [La Grande Distribution](#) et [Mr Mondialisation](#)

Le Mutualiste de la presse – critique positive

*« A la fin du film, n'en déplaise à l'ancien Président de la République, on y voit un peu plus clair. »*

Onirik – critique mitigée

*« Le mérite de cette réalisation est de clarifier l'affaire pour le grand public qui n'en connaît que quelques bribes. »*

Policultures – critique positive

*« En somme, pour suivre le procès, Personne n'y comprend rien est une œuvre d'utilité publique. »*

Travellingue – critique 4/5

*« Un documentaire dont l'utilité publique est incontestable, même s'il ne préjuge pas de l'issue d'un long et très médiatique procès. »*

Trendys Le Mag – critique positive

*« Une leçon de journalisme magistrale pour un film politique engagé et important. »*

Unification – critique ★ ★ ★ ★ /5

*« Personne n'y comprend rien est un très bon documentaire permettant de comprendre nettement mieux une affaire entraînant un procès revenant sur la campagne présidentielle 2007 de Nicolas Sarkozy. »*

# INFLUENCEURS

ASMR Politics – post annonce sortie en partenariat avec Médiapart

Lundi 6 janvier



**asmr\_politics** PERSONNE N'Y COMPREND RIEN - Un film @mediapart au ciné le 8 janvier, pour tout comprendre de l'un des plus gros scandales d'État de la 5e République, alors que s'ouvre cette semaine le procès.

Courrez-y, vous comprendrez encore plus pourquoi vous détestez Sarkozy et toute sa bande après!!

Un film de Yannick Kergoat, raconté par @florenceloiretcaille, avec @fabricearfi, @karllaske, @cage\_julia, @daniboum116 @jour2fete\_distribution

Partenariat rémunéré

Hugo Décrypte – ITW Fabrice

Dimanche 12 janvier





Salomé Saqué – critique positive en story instagram

Jeudi 16 janvier

